

MIGRATION FORCÉE

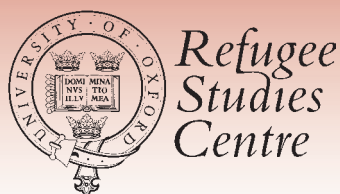
revue

24

Décembre 2005



Soudan: espérances pour la paix



Refugee
Studies
Centre

Publiée par le Centre d'études sur les réfugiés à
l'Université d'Oxford en association avec
le Conseil Norvégien pour les réfugiés

Distribution
gratuite

Migration Forcée Revue

Migration Forcée offre une tribune pour un échange régulier d'informations et d'idées entre chercheurs, réfugiés et déplacés internes ainsi que tous ceux qui travaillent avec eux. Elle est publiée en anglais, espagnol et arabe en association avec le Conseil norvégien pour les réfugiés (CNR).

Equipe de rédaction

Marion Couldrey & Dr Tim Morris

Assistante

Sharon Ellis

Forced Migration Review

Centre d'Études sur les Réfugiés,
Département du Développement International,
Mansfield Road, Oxford OX1 3TB, UK.
Courriel : fmr@qeh.ox.ac.uk
Téléphone : +44 (0)1865 280700 • Skype : fmreview
Télécopie : +44 (0)1865 270721

Site internet

www.fmreview.org

Les éditeurs souhaitent remercier tous nos donateurs pour leur soutien généreux à FMR en 2005.

Pour recevoir FMR régulièrement

Si votre organisation souhaite recevoir FMR régulièrement (sans frais), veuillez nous envoyer un courriel à fmr@qeh.ox.ac.uk ou nous écrire à l'adresse ci-dessus. Nous aurons besoin de connaître votre nom, le nom de votre organisation, son adresse postale complète et la langue dans laquelle vous souhaitez recevoir l'édition. Pour plus d'informations sur FMR, visitez notre site Web : www.fmreview.org.

Limitation de responsabilité

Les lecteurs doivent avoir conscience que certains articles ont été écrits il y a 2 à 3 mois avant la publication et qu'ils peuvent donc ne pas refléter des développements récents et rapides dans le paysage politique au Soudan.

Les opinions, constats et conclusions ou recommandations exprimés dans cette revue FMR sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Institut de Paix des États-Unis ou du Centre d'Études sur les Réfugiés. Les éléments peuvent être librement reproduits, à condition que la source soit reconnue.

Photographie de couverture : Dr John Garang, fondateur du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais (SPLM) et premier Vice-président du Soudan et le Président Soudanais Omar Hasan Ahmad al-Bashir. Khartoum, le 8 juillet 2005.

EMPICS – Société de groupe d'association de presse

Conception graphique: Colphon Media
Version française : Erica Carotenuto
ericadesign@fastmail.co.uk

Imprimerie : LDI Ltd

ISSN 1460-9819



editorial

La guerre civile au Soudan n'a pas eu d'égal. Elle a commencé avant même que les colons britanniques – accusés par beaucoup d'historiens de la rendre inévitable – soient partis. Une personne sur cinq au Soudan, le plus grand pays d'Afrique, a été délocalisée par 50 ans de conflits. Les récents efforts des dirigeants soudanais, des pays voisins au Soudan et de la communauté internationale pour mettre un terme aux combats et se préparer à un développement d'après guerre n'ont pas eu de précédent en terme de dépenses de temps et d'énergie.



Corinne Owen

Beaucoup de problèmes qui divisent le Soudan – en particulier le Darfour – ne sont pas résolus par l'Accord de Paix Globale (CPA) signé à Nairobi par les deux principales parties au conflit. Le nouveau gouvernement de l'Unité Nationale du Soudan n'est pas sans critiques. Il y a eu des retards considérables dans le programme approuvé, en ce qui concerne la réunion des armées du nord et du sud, la mise en place du gouvernement du sud du Soudan et l'apport des financements promis par la communauté internationale à Oslo en avril. Cependant, comme les articles qui suivent le déclarent formellement, beaucoup de Soudanais sont réservés dans leur optimisme. Si les Soudanais peuvent rentrer chez eux dans la dignité, si les inégalités générales dans la répartition des richesses et l'apport des services peuvent être redressées, si les femmes soudanaises ont un espace pour contribuer à sa réparation et si le Soudan peut remettre sur pied l'échelle du développement pour atteindre les objectifs de développement du millénaire, les Soudanais auront beaucoup à enseigner aux autres pays qui sortent de l'ombre de la guerre.

L'envergure de l'intérêt dans la reconstruction est telle que cette édition de la Revue de la Migration Forcée est la plus longue que nous ayons jamais eue. Cela n'aurait pas été possible sans l'implication du Dr Francis Deng – un important savant soudanais et ancien représentant du Secrétariat Général des Nations Unies sur la Délocalisation Domestique – et de M. Jon Bennett, chef de l'équipe des Nations Unies pour la Mission d'Évaluation Conjointe (JAM Soudan). Ensemble, nous avons rassemblé 37 articles d'auteurs clé dans le processus de paix, des politiciens, des savants, le personnel des Nations Unies et de la Banque Mondiale, la société civile et la diaspora. Bien qu'il y ait une grande diversité dans les opinions exprimées, les auteurs partagent un engagement commun pour un Soudan en paix, démocratique et pluraliste.



United States
Institute of Peace

Les éditeurs sont très reconnaissants quant à l'assistance de l'Institut de Paix des États-Unis, du Programme des Nations Unies pour le Développement et de l'UNICEF. Cette Revue de la Migration Forcée a été imprimée à la fois à Oxfordshire et à Nairobi. Les communiqués de presse se sont déroulés le 30 novembre à la Chambre des Communes du Royaume-Uni, à Khartoum et à Juba.

Ceux parmi vous, en particulier au Soudan, qui lisent notre magazine pour la première fois peuvent être intéressés de savoir que la Revue de la Migration Forcée (FMR) est publiée en anglais, en arabe, en espagnol et en français par le Centre d'Études sur les Réfugiés de l'Université d'Oxford. Il est distribué sans frais dans 174 pays et se trouve en ligne sur le site : www.fmreview.org. Si vous souhaitez continuer à recevoir des copies papier de la Revue de la Migration Forcée, veuillez nous contacter (reportez-vous à la boîte ci-dessous).

FMR 25, qui sera publiée en mars 2006, portera sur le trafic humain. FMR 26, qui sera publiée en juillet 2006, se tournera vers la Palestine.

Veuillez remarquer que notre adresse postale a changé. Notre nouvelle adresse figure à gauche.

Nous pensons que l'administration de la politique actuelle des abonnements à FMR où FMR est gratuite pour la plupart des gens, mais pas pour les autres, prend de plus en plus de temps. À partir de 2006, il n'y aura pas du tout de frais d'abonnement, bien que nous soyons bien sûr heureux d'accepter des donations pour aider à diffuser FMR à travers le monde.

Nous dédions ce numéro spécial au peuple du Soudan et nous espérons qu'il l'aidera à répondre aux besoins identifiés par la Mission d'Évaluation Conjointe pour une diffusion large des informations sur les implications des accords de paix et sur les défis que le Soudan affronte au cours de la période de transition de six ans.

Marion Couldrey et Tim Morris
Equipe de rédaction, Revue de la Migration Forcée

tables des matières

La renaissance africaine: vers un Nouveau Soudan par Francis M Deng	Services d'information, de consultation et d'aide juridique pour les Soudanais délocalisés dans leur propre pays par Sonia Di Mezza
6	43
Une mission d'évaluation conjointe montre le chemin vers la paix par Jon Bennett	Période pour renforcer la protection des personnes délocalisées dans leur propre pays par Walter Kälin
9	44
Réflexions sur la réalisation de la paix : entretien Dr Taj es-Sir Mahjoub et Christoph T Jaeger	Les défis qui attendent les rapatriés au Soudan par Judy McCallum and Gizenga Yemba Willow
12	45
Le rôle de la communauté internationale par Gunnar M Sørbo	Vers une culture des droits de l'homme au Darfour par Joseph Aguetant
14	46
L'Accord de Paix Globale: sera-t-il également déshonoré? par Luka Biong	Les femmes soudanaises pour la paix par Rogaia Abusharaf
15	47
Transformation développementale et consolidation de la paix au Soudan méridional par Jeni Klugman et Emily Gosse Kallaur	De l'Afghanistan au Soudan: comment la paix risque de marginaliser les femme par Lina Abirafeh
18	50
Réflexions sur la mission d'évaluation conjointe par Michael Kevane	Le rôle des femmes soudanaises dans le rétablissement de la paix par Nyaradzai Gumbonzvanda et Grace Okonji
20	52
Soutenir lever pour les partenariats JAM par Jeni Klugman et Maude Svensson	Mise en danger de la paix en ignorant des femmes par Nada Mustafa Ali
21	54
Les terres et la transition soudanaise vers la paix par Domenico Polloni	Enrayer la propagation du VIH/SIDA au Soudan par Shannon Egan
22	55
Promesses contre engagements par Toby Lanzer	Les enfants séparés dans le sud du Soudan par Una McCauley
24	56
Perspectives sur l'Accord de Paix Globale par Endre Stiansen	Genre, éducation et paix au Soudan méridional par Jackie Kirk
25	59
La paix peut-elle s'effiloche? par Suliman Baldo	Crise d'éducation au Soudan du sud par Tim Brown
27	61
La coordination des ONG au sud du Soudan par Adele Sowinska and Wendy Fenton	Une approche locale vers la paix à Torit, dans le sud du Soudan par Jeannie Annan et Christine Pagen
28	62
Promouvoir la suprématie du droit dans le Soudan post-conflit par Yasmine Sherif	Le processus de paix soudanais et les médias par David Campbell et Kate Lloyd Morgan
30	63
Le retour durable des personnes délocalisées dépend de l'approche de collaboration par Sajjad Malik	Jonction cruciale pour la paix, la démocratie et l'environnement par Peter Bosshard et Nick Hildyard
33	64
La réalité du retour: les personnes déplacées au Darfur par Mathijs Le Rutte	Le Soudan: le plus grand défi de transport humanitaire au monde par Rob McConnell
37	65
L'assistance aux retours des Dinka Bor délocalisés par Paul Murphy	Beja aux côtés du processus de paix par Suliman Salih Dirar
39	66
Le périple épique des personnes délocalisées de Mabilia par William Lorenz	Rencontre avec un combattant par Ellen Lammers
40	67
Les personnes déplacées et l'aménagement urbain de Khartoum par Agnès de Geoffroy	
41	

Articles généraux

L'initiative zambienne par Masaki Watabe	69	Les personnes déplacées aux Balkans – les défis d'un retour durable	72
Les réseaux d'informations régionales intégrées (IRIN) marquent leur première décennie par Joanne Clark	70	Formations sur les principes de direction à Aceh par Christophe Beau	73

Chronologie du Soudan

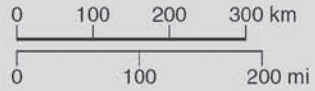
1881	Muhammad ibn Abdalla s'autoproclame le Mahdi, "celui qu'on attendait."
1885	Mahdi capture Khartoum. Le Général britannique Charles George Gordon est tué.
1889	La copropriété anglo-égyptienne est déclarée après l'invasion militaire menée par Lord Kitchener. Le nord et le sud sont administrés en tant que colonies distinctes.
1943	L'administration coloniale britannique commence à préparer le nord à l'autonomie et établit le Conseil de Consultation du Nord du Soudan.
1947	Renversement de politique britannique avec un engagement envers l'état unitaire.
1955	Le bataillon du sud à Torit se rebelle contre les capitaines du nord.
1956	Le Soudan est déclaré indépendant. Le gouvernement mené par les Arabes dénonce des promesses faites au sud pour créer un système fédéral. La première guerre civile éclate.
1958-1964	Gouvernement militaire après un coup d'état.
1969	Le Colonel Gaafar Nimeiri s'empare du pouvoir. Les partis politiques sont mis hors la loi.
1971	L'accord d'Addis Ababa entraîne une discordance de 10 ans dans la guerre civile.
1979	Du pétrole est découvert par le Groupe Chevron.
1981	Nimeiri passe du panarabisme au soutien de l'islamisme.
1983	L'introduction de la loi islamique ravive la guerre civile. John Garang fonde l'Armée/le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais (SPLM/A).
1989	Le Front National Islamique (NIC) du Général Omar Al-Bashir prend le pouvoir par un coup d'état militaire.
1993	L'Organisme Intergouvernemental sur le Développement (IGAD) initie le Processus de Paix au Soudan et présente les parties avec la déclaration des principes (DOP).
1999	Le Soudan devient un exportateur important de pétrole.
Janvier 2002	L'IGAD négocie un cessez le feu nord-sud.
Février 2003	L'Armée de Libération du Soudan et le Mouvement pour la Justice et l'Égalité entament l'insurrection au Darfour.
Janvier 2004	Accord nord-sud sur le partage des richesses.
Juillet 2004	Effondrement du premier tour des discussions de paix au Darfour à Abuja, au Nigeria.
Octobre 2004	Les troupes de l'Union Africaine se déploient au Darfour.
Janvier 2005	L'Accord de Paix Globale est signé à Nairobi.
Avril 2005	Conférence des Donateurs à Oslo. L'Équipe Nationale de Transition Conjointe présente le programme de reconstruction développé par la Mission d'Évaluation Conjointe (JAM) au Soudan.
Juillet 2005	Garang prête serment en tant que premier Vice-président du Soudan et Président du Gouvernement du sud du Soudan. La mort de Garang en hélicoptère trois semaines plus tard déclenche des émeutes.
Septembre 2005	Le Gouvernement de l'Unité Nationale est mis en place.
Octobre 2005	Le Gouvernement du Sud du Soudan est mis en place.
Juillet 2009	Date limite de l'Accord de Paix Globale pour tenir des élections locales, étatiques, nationales et présidentielles.
Juillet 2011	Fin de la période intermédiaire de six ans. Référendum sur l'autonomie/la sécession pour le sud.

The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.



SUDAN

- ⊛ National capital
- ⊙ State (wilayah) capital
- Town
- ✈ Major airport
- International boundary
- - - State (wilayah) boundary
- Main road
- - - Track
- +— Railroad



UN Cartographic Section

La renaissance africaine: vers un Nouveau Soudan

par Francis M Deng

Quelle était la raison de la guerre? Ses causes ont-elles été adressées par l'Accord de Paix Globale (CPA)? Quelles sont les futures espérances pour le Sud après la mort tragique de John Garang?

Le Soudan est une nation dont l'identité a été déformée mais qui s'efforce maintenant de se redécouvrir, quoique d'une manière tragiquement violente. Le bon côté de la chose est qu'une recherche plus constructive pour un cadre d'identité autour duquel les soudanais pourraient s'unir se trouve – peut être à leur portée.

Comme avec la plupart, voir tous, les pays africains, la puissance coloniale a rassemblé des groupes nationaux dans un cadre d'état alors qu'ils ne se ressemblent pas, sont séparés et dans certains cas mutuellement hostiles. Les identités qui sont actuellement dans le conflit sont le résultat d'un héritage historique caractérisé par une forme d'esclavage qui a classifié les groupes en une race supérieure de maîtres et un peuple inférieur d'esclaves. Le nord, deux-tiers de la terre du pays et de la population, est habité par des groupes ethniques, dont la majeure partie est mariée avec des immigrants et commerçants arabes et, avec les siècles, ont produit un groupe racial d'Africain-Arabe mélangé qui ressemble aux peuples africains au sud du Sahara. En effet, l'expression arabe, Bilad Al-Soudan ("terre des noirs") se rapporte à tous ces territoires subsahariens. L'immigration et l'installation arabe dans le sud ont été bloquées par la distance, les barrières environnementales, le climat tropical rude et la résistance des tribus de guerriers Nilotique. Ces Arabes qui ont osé s'aventurer vers le sud étaient principalement des chasseurs d'esclaves, guidés par le commerce, et qui n'ont aucun d'intérêt dans l'arabisation et l'islamisation du sud.

En tant qu'associé dominant dans le condominium Anglo-égyptien, Les Anglais ont aboli l'esclavage et ont gouverné effectivement le pays comme deux colonies séparées. Ils ont développé le nord en tant que société Arabo-musulmane et forgé dans le sud une identité qui était de manière indigène Africaine,

exposée aux influences occidentales par les missionnaires chrétiens, mais le développement politique, économique, social ou culturel leur a été refusé. Jusqu'à ce que la politique coloniale eut nettement changé en 1947, il est alors apparu que les Anglais avaient l'intention de préparer le sud pour l'indépendance en tant qu'état séparé.

Le mouvement pour l'indépendance s'est frayé un chemin et dont le nord était le champion, et était soutenu par l'Égypte. La cause a été à contrecœur soutenue par le sud, qui avait stipulé le fédéralisme et des garanties pour la région comme conditions pour approuver l'indépendance. Le sud a opté pour l'indépendance sur la base des réassurances nordiques que leur préoccupation serait donnée "sérieuse considération." Cependant, le nord a rapidement renoncé aux promesses aux sudistes et a sauté dans les chaussures coloniales britanniques. En tant que colonisateurs internes, les gouvernements nordiques ont cherché à imposer l'arabisation et l'islamisation comme bases d'un Soudan homogène unifié.

L'opposition méridionale à la domination arabe imminente a commencé en août 1955, six mois avant l'indépendance, quand un bataillon de soldats méridionaux dans la ville de Torit s'est révolté et s'est sauvé avec leurs armes. Leur protestation a escaladé en une rébellion qui a eu comme conséquence une guerre civile qui devait faire rage par intermittence pendant plus de la moitié d'un siècle.

Le conflit initial, sécessionniste dans son objectif, a duré jusqu'en 1972 et a fini en un compromis – la convention d'Addis-Abbeba – qui a accordé l'autonomie régionale au sud et a déclenché une décennie périlleuse de paix. Son abrogation unilatérale ultérieure par le gouvernement dirigé par Gaafar Nimeiri – l'homme fort militaire qui ironiquement l'avait rendue possible en premier lieu – a donné lieu à la reprise

des hostilités en 1983. Les sudistes ont été exaspérés par le fait que Nimeiri embrasse l'islamisme, redessine les frontières Nord-Sud pour s'incorporer les gisements de pétrole méridionaux et prévoit de construire le gigantesque Canal de Jonglei pour détourner les eaux du Sudd (vaste plaine inondée du Nil blanc) et pour conduire ses eaux vers le nord pour l'irrigation.

La vision de Garang

En 1983 le Dr John Garang de Mabiior a fondé le Mouvement et l'Armée de Libération du Peuple Soudanais du Sud. Le SPLM/A a énoncé que l'objectif n'était pas la sécession mais la création d'un nouveau Soudan restructuré, dans lequel il n'y aurait aucune discrimination sur les bases de la race, de l'ethnicité, de la culture, de la religion ou du genre.

La vision de Garang du nouveau Soudan n'a pas été au compris au début, beaucoup moins soutenu dans le nord et le sud et même dans son mouvement. Pour les sudistes, qui ont en très grande majorité préféré la séparation, cela ne leur convenait pas avec leurs aspirations, et de toute façon était utopique, puisque le nord pourrait ne jamais le permettre. Pour le nord, c'était arrogant et, au mieux, naïf. Les hommes et les femmes au combat dans le sud l'ont pris comme stratagème intelligent pour apaiser les craintes de ceux opposés à la séparation dans le Soudan, la communauté internationale et l'Organisation de l'Unité Africaine (plus tard l'Union Africaine). Leur attitude était reflétée dans le dicton populaire Dinka parmi les combattants : "Ke tharku, angicku," "Ce que nous combattons pour, nous le savons." Tandis que Garang parlait la langue du Soudan uni, ils combattaient pour la sécession.

Central à la philosophie de Garang était la conviction que la dichotomie entre le nord Arabo-islamique et le sud africain était en grande partie fictive. Tandis que le nord a été étiqueté Arabe, même ceux qui peuvent tracer leur généalogie aux origines arabes sont un hybride des races d'Arabes et d'Africains

et même leur culture est un mélange Afro-Arabe. Les parties significatives du pays dans les régions de Nouba et d'Ingassana ou de Funj encadrant le sud sont aussi africaines que plus au sud du continent. Les Beja dans la partie orientale du pays sont également des Soudanais indigènes. La Fur et plusieurs autres groupes ethniques à Darfur à l'extrême ouest sont des noirs africains. Et, dans la plupart des cas, ces poches non-arabes du nord, bien que principalement adhérents de l'Islam africanisé, ont été presque marginalisées en tant que personnes du sud. La vision du nouveau Soudan a donc promis de libérer toutes ces personnes et de créer un pays à pluralisme et égalité véritables, avec une plus grande influence pour les groupes africains précédemment marginalisés.

L'approche constructive de Garang avec le temps a neutralisé ceux opposés à la sécession dans le nord, l'Afrique et le monde, et a rassemblé le soutien pour la justice dans un Soudan reconstruit. Garang a défié petit à petit tout le pays avec les espérances d'une nation enrichie, plutôt que dévastée, par sa diversité raciale, ethnique, religieuse et culturelle. Son rêve a commencé à plaire à ces groupes non-arabes qui avaient été englobés sous le parapluie Arabo-islamique et, par la suite, même aux libéraux nordiques tandis que beaucoup ont commencé à interroger leur identité "Arabe" assumée. Cette "renaissance" nationale d'identité a commencé à défier l'établissement Arabo-islamique dominant. La réaction de l'établisse-

ment tout au long des années 90 était d'adopter une position radicale offensive qui a alimenté le fondamentalisme islamique et mené à une détérioration nette dans les rapports du Soudan avec la communauté internationale. L'Islam, plutôt que la race ou la culture arabe, étaient leur seule arme pour mobiliser la majorité nordique.

CPA et Addis-Abbeba

La convention d'Addis-Abbeba a donné aux sudistes un coin du pays dans lequel ils pouvaient exercer un degré limité d'autonomie tandis que des questions nationales et internationales principales étaient laissées pour être déterminées par le centre. La convention n'a pas fourni au sud une base financière et les ministres méridionaux sont restés dépendants de la bonne volonté du gouvernement central et du Président Nimeiri pour ses revenus.

Cependant, la convention était significative parce qu'elle a donné une identification intérimaire à la diversité ethnique, culturelle et religieuse du Soudan tout en ouvrant les voies de l'interaction et de l'influence mutuelle qui, avec le temps, tiendraient compte de l'évolution d'une unité nationale intégratrice. Que l'identité ne soulignerait plus les éléments séparatifs mais accentuerait à la place ce qui, bien que non reconnu, est en commun, comme base pour l'individu-identification mutuelle comme soudanaise. De beaucoup de manières, la convention d'Addis-Abbeba était un accomplissement important mais également

une phase d'un travail en marche. Son imperfection principale était le rapport asymétrique entre le nord et le sud qui aurait facilité l'assimilation graduelle du sud par le nord plutôt que l'intégration équitable qui ferait de la diversité une source d'enrichissement.

Le 9 janvier 2005, le Gouvernement du Soudan (GoS) et le SPLM/A ont signé l'Accord de Paix Globale (CPA). Le CPA a apporté la paix entre le nord et le sud et les régions voisines des montagnes de Nouba et du Nil bleu méridional. Le CPA donne au sud le droit de se séparer par un référendum à exercer après une période de six ans d'intérim et stipule que l'unité soit rendue une option attrayante pendant la période intérimaire. Il offre également aux montagnes de Nouba et au Nil bleu méridional une autonomie régionale importante. Jusqu'à un degré significatif, le CPA assure une relation plus symétrique ou plus équitable entre le nord et le sud que ce qui était disponible sous la convention d'Addis-Abbeba

Le sud a maintenant son propre gouvernement. Le Gouvernement du Soudan du Sud (GoSS) est entièrement indépendant de l'interférence nordique, a sa propre armée, sa propre base de ressource propre, l'accès aux revenus du pétrole et le contrôle de sa propre succursale de la Banque Nationale, qui, à la différence de ses contreparties nordiques, souscritra aux principes conventionnels – plutôt qu'islamiques – d'opérations bancaires. Le Soudan doit avoir une politique étrangère nationale qui permettra au sud de développer des



Chef du SPLM/A John Garang et le Vice-président soudanais Ali Osman Taha pendant les pourparlers de paix au Kenya.



rappports bilatéraux avec des partenaires pour le commerce international et le développement. Dans le Gouvernement de l'Unité Nationale annoncé en septembre 2005, le SPLM et d'autres représentants méridionaux ont des fonctions ministérielles dans une proportion présentée dans le CPA qui donne au parti gouvernant du congrès national 52% des sièges, le SPLM 28%, les autres parties nordiques et méridionaux 14% et 6% respectivement. Afin de maintenir des quotes-parts acceptées et de refléter l'équilibre ethnique et politique du Soudan, plusieurs ministères seront représentés par un ministre et un ministre d'état.

Ce cadre complexe a été menacé par la mort soudaine de Garang dans un accident d'hélicoptère le 30 juillet 2005. Il avait mené le SPLM/A pendant 22 années et, avec le Premier Vice-président, Ali Osman Mohamed Taha, avait été le leader dans les négociations qui ont menées au CPA. Il avait été proclamé sous serment premier vice-président et président du Soudan méridional seulement trois semaines plus tôt. Sa mort a envoyé des ondes de chocs dans l'ensemble du Soudan et a dévasté les millions de sudistes qui le considéraient comme un rédempteur.

Le SPLM/A a agi promptement en élisant l'adjoint de Garang, Salva Kiir Mayardit, pour lui succéder comme Président du SPLM, Commandeur en chef du SPLA et président du Soudan méridional. Dans l'esprit du CPA, le Président Omar Hassan Al-Bashir a approuvé Salva Kiir en tant que Premier Vice-président de la République. Tandis que les chefs dans le nord et le sud s'engageaient à poursuivre la vision

de Garang du nouveau Soudan, beaucoup craignent que la mort de Garang ait laissé un vide. Le Soudan a été privé d'un homme prêt à adresser les crises innombrables du pays, pour apporter à l'est et au Darfour

les aptitudes pour faciliter la paix et la réconciliation qu'il avait su montrer dans son sud natif. Etant donné le fait que c'est un accord de paix entre les pôles opposés d'un pays intensément divisé, il reste à voir si cette paix si nécessaire sera soutenable. Plusieurs autres régions du pays – premier parmi eux Darfour à l'ouest et la région de Beja à l'est – sont toujours armées contre le centre arabe. Cependant des musulmans et des arabisés à des degrés variables, se voient maintenant comme non-Arabe, marginalisés et discriminés pour des raisons raciales. Tandis que les groupes marginalisés à Kordofan, y compris ceux qui sont généralement étiquetés comme "Arabes" bien que reflétant de fortes caractéristiques culturelles africaines, s'identifient toujours avec le centre arabe, des voix dissidentes se plaignent au sujet de leur marginalisation. Même les Nubiens du nord, dans les générations récentes proches de l'Egypte et du monde arabe, raniment leur fierté dans leur civilisation antique Nubienne et désavouent l'étiquette arabe.

Le Soudan prêt à la jointure critique

Les forces favorisant l'unité dans le Soudan, et dans la région et la communauté internationale, espèrent que l'unité sera rendue attrayante au sud pendant la période intérimaire. Car les périphéries non-Arabes défient le statu quo, le pays est appelé à se transformer et à commencer à construire un cadre complet d'identité nationale dans lequel tous les Soudanais trouveraient un sens à être à sa place en tant que citoyens égaux. Le choix pour le centre arabe est de jouer un rôle positif dans la recons-

truction équitable du pays. Etant donné la nature génocidaire des conflits d'identité, la communauté internationale continuera à être nécessaire non seulement pour combler le vide de la responsabilité nationale et pour fournir l'aide et la protection humanitaires à la population civile mais aussi pour favoriser la cause d'une paix juste et globale, les seuls moyens crédibles et viables pour empêcher le génocide.

Les millions de personnes qui ont acclamé Garang à son retour triomphant à Khartoum pour être proclamé Premier vice-président étaient non seulement sudistes mais des gens venant de tout le pays. La vision de Garang avait retenu l'imagination de la nation et était devenue un succès spectaculaire. Même les adversaires ont accepté à contrecœur les vagues du changement.

Garang a soulevé le Sud et le Soudan comme un ensemble à des hauteurs que l'on n'aurait jamais imaginé. Est-ce que ceux à qui il a passé le bâton – nordistes et sudistes – laisseront la nation tomber de ces hauteurs ? Ou est-ce qu'ils se rassembleront et se joindront à ceux qui se sont opposés à Garang pour poursuivre cette vision qui donnera à toutes les parties prenantes leurs droits, que leur préférence soit la partition ou l'unité de la nation ? Dans six ans les sudistes auront le droit de décider de se séparer ou de rester dans un Soudan uni. Les amis internationaux du Nord et du Soudan ont l'opportunité historique de rendre l'unité attrayante au Sud.

Francis Mading Deng est professeur de recherches en politiques, droit et société internationales, à l'université Johns Hopkins, Washington DC. Un ancien ministre d'état soudanais pour les affaires étrangères et ambassadeur soudanais aux Etats-Unis, en Scandinavie et au Canada, il était le représentant du Secrétaire Général de l'ONU sur les personnes déplacées dans leur pays de 1992 à 2004. Courriel : fdeng1@jhu.edu.

Une mission d'évaluation conjointe montre le chemin vers la paix

par Jon Bennett

La mission d'évaluation conjointe (JAM) pour le Soudan a gagné du terrain dans son programme post-conflit en travaillant avec les principaux acteurs locaux et internationaux au développement d'une vision stratégique de reconstruction et de récupération.

“Le Soudan se trouve dans une période critique.” Ceci est la phrase d'introduction du cadre pour une paix durable, le développement et l'éradication de la pauvreté, le document présenté aux donateurs plus tôt cette année suite à la mission d'évaluation conjointe. L'Accord de Paix Globale (CPA) de janvier 2005¹ a formellement mis un terme à la guerre entre le gouvernement de Khartoum et le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais (SPLM) insurgent.

L'Accord de Paix Globale a été le point culminant d'un processus initialement accueilli par l'Autorité Intergouvernementale sur le Développement (IGAD), une organisation de développement régional impliquant sept pays.² IGAD a organisé les discussions qui en juillet 2002 ont mené à la signature du Protocole de Machakos par le gouvernement du Soudan (GoS) et le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais.³

En juillet 2005, six mois après la signature de l'Accord de Paix Globale, un nouveau gouvernement d'unité nationale a été assermenté, bien qu'il ait fallu deux mois supplémentaires pour désigner des ministres. Quelques trois semaines plus tard, le choc de la mort de John Garang, premier Vice-Président du Soudan et fondateur et dirigeant du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais, aurait pu créer un retrait majeur, mais cela n'a pas été le cas. Le gouvernement inclut une représentation de 30% du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais. Pour la première fois, le sud du Soudan a son propre gouvernement (le gouvernement du sud du Soudan – GoSS) et il existe un accord sur le partage des richesses pétrolières croissantes du pays. Aujourd'hui, le Soudan doit surmonter non seulement les énormes défis sociaux et économiques d'un “état bancale”, mais également le défi politique de prouver la viabilité

d'une nation unifiée. L'alternative, après une période temporaire de six ans conclue par un référendum pour décider de l'avenir du sud du Soudan, pourrait être la dissolution du Soudan en deux états séparés.

Avec des intérêts aussi hauts, la mission d'évaluation conjointe allait toujours être plus qu'un simple exercice technique. Ce n'était certainement pas une évaluation des besoins traditionnels, mais plutôt un exercice inclusif de programme de “vision” stratégique pour un pays à haut potentiel, mais déchiré par des inégalités politiques, sociales et économiques. La consolidation d'une paix encore tenue requiert un redressement rapide et visible des causes structurelles sous-jacentes du conflit et du sous-développement. La redistribution des richesses doit s'accompagner d'une remise en état des dispositifs de gouvernance. Sans ces problèmes clairement exposés, ni la communauté des donateurs, ni l'assistance domestique n'allaient prendre au sérieux le programme présenté à la mission d'évaluation conjointe.

La spécificité du Soudan est d'être maintenant un pays mûr – grâce à ses richesses pétrolières nouvellement acquises – pour devenir l'un des pays les plus riches en Afrique tout en ayant simultanément certains des indicateurs de développement humain les pires du continent.⁴ Ainsi, toute la lancée de la mission d'évaluation conjointe ne visait pas à obtenir une aide extérieure (bien que ce soit important dans les premières années d'après-guerre) mais plutôt à redresser les déséquilibres de richesse à travers une restructuration fondamentale du paysage économique et politique du pays. La mesure du succès se trouverait dans le placement du Soudan sur les rails pour atteindre des Objectifs de Développement du Millénaire (MDGs).

Comme les incertitudes dans le monde continuent de faire grimper les prix du pétrole, les revenus du gouvernement du Soudan continueront d'augmenter. Toutefois, à moins que la capacité d'absorption du gouvernement du sud du Soudan pour gérer les revenus soit rapidement augmentée et à moins qu'une gouvernance responsable et transparente soit développée, les revenus du pétrole pourraient – comme cela s'est passé en Angola et dans d'autres états après des conflits – entraîner la corruption et l'insertion d'élites malhonnêtes dans la Constitution.

Besoins immédiats

La mission d'évaluation conjointe couvre une période temporaire de six ans, avec un accent sur la “première phase” critique (2005-07) et sur les parties les plus pauvres et les plus désavantagées du pays – en particulier dans le sud du Soudan et les états contestés du sud du Kordofan, du Nil Bleu et d'Abyei (connus sous le nom de zones de transition ou des trois zones). Deux tiers des coûts de récupération présentés dans la mission d'évaluation conjointe doivent être atteints par les ressources domestiques (surtout le pétrole), avec seulement un tiers provenant de donateurs internationaux.

Les principaux besoins comprennent la construction de la sécurité, de la réconciliation et de la paix, en répondant aux conditions de sécurité alimentaire et en permettant le rapatriement durable des personnes délocalisées. Ceci exige la mise en place de structures de base, d'institutions de gouvernance participative et du respect des droits de l'homme. L'accès aux terres est un problème immédiat et, dans le moyen terme, des réformes de commercialisation sont nécessaires, ainsi qu'une réorientation des ressources provenant de l'armée vers un investissement dans des secteurs productifs (agriculture traditionnelle, l'industrie bétailière et privée), les services sociaux et l'infrastructure des zones longtemps désavantagées du pays. La solution pour

ce faire sera de déplacer les richesses nationales vers le gouvernement étatique et les gouvernements locaux tout en construisant leur capacité à fournir des services basiques.

Le sud du Soudan démarre depuis un niveau bien plus bas en matière de capacité institutionnelle et de développement socio-économique. Les principaux indicateurs sur l'éducation et de santé, comme la mortalité et l'inscription initiale des enfants et des mères, sont parmi les pires au monde. Les infrastructures sont virtuellement non existantes, avec des routes non pavées en dehors des principaux centres urbains. Un service civil et des structures d'apport de services doivent être créés à partir de zéro. La stratégie dans le sud est de promouvoir le développement rural à travers l'accent sur une infrastructure basique pour soutenir les liaisons d'échanges inter-régionaux, nord-sud et internationaux, la productivité agricole et l'accès élargi aux services sociaux de base, en particulier l'enseignement. Par l'Accord de Paix Globale, le gouvernement du Soudan aura accès au revenu substantiel généré intérieurement, mais d'autres ressources supplémentaires seront aussi nécessaires, en particulier pour l'assistance technique et les besoins humanitaires.

Toute paix durable dépend d'une solution stable pour les millions de personnes délocalisées dans leur propre pays et les réfugiés qui ont attendu, dans certains cas le temps de toute une génération, dans des camps et des zones urbaines. Sur les six millions estimés de personnes délocalisées dans leur propre pays, au moins quatre millions ont été délocalisées par la guerre dans le sud. Il est prédit que, bien que la plupart seront rapatriées, jusqu'à un tiers des personnes basées dans Khartoum ou aux alentours y resteront. Jusqu'à présent, quelque 200 000 personnes délocalisées dans leur propre pays et réfugiés sont revenus dans le sud du Soudan et dans les trois zones, s'ajoutant aux plus de 500 000 qui y sont retournées en 2004.

Le programme des Nations Unies, soutenu par des ONG et une "équipe d'assistance aux retours durables" conjointe du gouvernement du Soudan/Mouvement de la Libération du Peuple Soudanais, est basé sur plusieurs priorités principales :

- empêcher et améliorer les effets des

démolitions et autres actes qui pourraient déboucher sur un mouvement contraint

- aborder les écarts de couverture en fonction des critères généraux de vulnérabilité, afin d'assurer que les personnes déplacées ont au moins les mêmes niveaux de vie que les populations d'accueil
- assurer que les personnes déplacées ont accès aux services existants
- assurer que les personnes délocalisées puissent prendre des décisions informées à travers l'apport d'informations, de conseils juridiques et psychologiques.

Le programme de travail révisé des Nations Unies de 2005⁵ comprend les dispositions suivantes: (a) assurer que les rapatriés aient un minimum d'assistance humanitaire à travers des centres dispersés pour la première phase de retour pour éviter un fardeau supplémentaire aux communautés d'accueil et (b) renforcer les services de base dans les communautés de retour, en assurant que les niveaux courants de services par habitant pour les résidents sont maintenus. Des travailleurs d'assistance doivent être correctement formés sur les questions générales de protection pour faire des rapports appropriés sur les problèmes de protection rencontrés lors de la mise en place de l'aide et chercher à les corriger. Dans les limites du possible, les populations d'accueil seront également incluses dans l'évaluation des besoins et la conception du programme.

Les trois zones

Abyei, l'état du Nil Bleu et le sud de Kordofan/Montagnes Nuba – connus sous le nom de zones de transition ou trois zones – ont joué un rôle essentiel dans la guerre entre le nord et le sud. Situés sur les lignes de front de la guerre civile, ils sont au cœur des contestations nationales et locales sur les ressources, en particulier sur l'eau, les terres et le pétrole. Les trois zones comptent une population d'environ 3,9 millions d'habitants, dont 30 % vivent dans des zones contrôlées par le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais. En raison de sa position géographique, 30% de la population de la région a été délocalisée – environ 75% des habitants d'Abyei ont fui la zone ou sont délocalisés dans l'état. Les trois zones verront une grande vague de rapatriés

et serviront de route de transit majeure pour les populations de retour.

Les protocoles conclus entre le gouvernement du Soudan et le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais reconnaissent le statut particulier des trois zones, mais laissent beaucoup de questions sans réponses. À Abyei, il y a des dispositions pour un référendum sur la question de faire partie du nord ou de rejoindre le sud. Le sud de Kordofan et le Nil Bleu ont une autonomie spéciale et feront des propositions à la présidence du gouvernement de l'unité nationale sur la façon de mettre en place l'Accord de Paix Globale dans la région.

La sécurité alimentaire dans les trois zones demeure fragile et la propriété foncière, hautement inéquitable. Des tensions existantes entre les bergers et les fermiers sur l'utilisation des ressources naturelles ont redoublé à cause de la propagation des grandes cultures mécanisées et de l'exploration pétrolière. Le retour des personnes délocalisées dans leur propre pays et des réfugiés est susceptible d'entraîner l'augmentation des conflits sur l'accès aux terres ancestrales. La présence ou la crainte de mines constitue encore un obstacle à l'utilisation productive des terres dans certaines régions, tandis que d'autres régions souffrent d'exploitation abusive en raison des populations rapatriées.

Les niveaux d'accès à l'eau potable et l'amélioration des services sanitaires et de santé sont bas. Le rapport de mortalité maternelle (MMR) est estimé à 582 morts pour 100 000 naissances vivantes, l'un des plus grands au Soudan. Bien que dans l'ensemble il y ait plus de pauvreté et moins de services dans les régions du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais, il y a des groupes marginalisés dans toutes les parties de la ceinture transitionnelle dont les besoins doivent être compris. L'isolation physique de la partie d'Abey et du sud du Nil Bleu contrôlée par le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais entraîne des pénuries ou des prix extrêmement élevés pour la plupart des marchandises.

La mission d'évaluation conjointe en tant que processus

L'exercice de la mission d'évaluation conjointe au Soudan a été d'une durée, d'une envergure et d'une complexité sans précédent. Initialement prévue pour un processus intensif de 11

semaines, elle a fini par durer 15 mois et devenir une évaluation unique des besoins post-conflit. Au début, les équipes nationales étaient mal préparées, en particulier dans le sud où il a fallu six mois pour développer une équipe du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais viable. Il fallait du temps pour construire un consensus au sein de la grande diversité des parties concernées – l'Autorité Intergouvernementale sur le Développement, les Nations Unies, la Banque Mondiale, proto-gouvernemental, la société civile, les ONG, les donateurs bilatéraux et les organismes d'aide. La construction de la confiance entre les parties nationales impliquées a demandé des mois de dialogues.

Le retard dans l'augmentation du Protocole de Machakos avec un accord de paix formel était inattendu. Cependant, une fois qu'il est apparu clairement que les discussions dans la ville de Naivasha au Kenya n'avaient pas abouti, et que l'Accord de Paix Globale ne serait pas signé comme prévu pour début 2004, le Groupe de Coordination Principale (CCG) de la mission d'évaluation conjointe a reconnu le besoin d'une phase préparatoire pour construire la capacité et une compréhension élargie des buts de la mission d'évaluation conjointe et de ses objectifs. L'opportunité de refléter le processus de paix et peut-être de l'influencer en se concentrant sur un processus de plan stratégique qui voyait plus loin que les difficultés des négociations l'a emporté sur la fatigue. Le niveau de participation des parties et de la communauté internationale a été sans précédent dans les évaluations récentes en besoins post-conflit.

Des contraintes de personnel et de capacité dans le Mouvement de Libération

du Peuple Soudanais sont apparues évidentes, car des personnes affectées à la mission d'évaluation conjointe étaient également impliquées à Naivasha. À Khartoum, l'équipe du gouvernement du Soudan a eu du mal à soulever de l'enthousiasme pour le processus. Bien que beaucoup de travail technique de la mission d'évaluation conjointe ait pu être accompli, les discussions prolongées sur la sécurité et la mise en œuvre à Naivasha ont inévitablement entraîné d'autres retards. Heureusement, la signature des protocoles en juin 2004 a permis aux promesses virtuelles de la mission d'évaluation conjointe de se concrétiser et a procuré un cadre politique et institutionnel qui a ouvert la voie sur un dialogue intense et productif. Cela a permis de convoquer un atelier conjoint entre le gouvernement du Soudan et le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais à Nairobi, au cours duquel pour la première fois, les deux parties sont tombées d'accord sur le cadre conceptuel de la mission d'évaluation conjointe. L'esquisse du rapport final a été acceptée, ainsi qu'une compréhension du fait que :

- des besoins seraient divisés en quatre catégories couvrant le gouvernement de l'unité nationale, les états du sud et du nord et les trois zones.
- les interventions de la mission d'évaluation conjointe démarreraient en même temps que la période temporaire de six ans, tandis que les autres instruments répondraient aux besoins urgents existants.
- les missions seraient entreprises dans les trois zones avec les efforts faits pour instruire les autorités locales sur le quadrillage des déplacements des équipes de la mission d'évaluation conjointe.

Le travail de la mission d'évaluation conjointe a été organisé en neuf regroupements,⁶ qui ont procuré une référence et une consultation pour des missions en visite et ont été directement consultés au cours des rapports finaux. Ils étaient accessibles à tout donateur/ONG/organisme des Nations Unies avec les compétences appropriées. L'accord était encore plus

efficace dans le sud, peut-être à cause d'une plus grande cohésion parmi les organismes opérationnels, de l'engagement personnel du député RC/HC et de la présence d'un plus grand nombre d'organismes de développement (par opposition aux organismes purement humanitaires).

La mission d'évaluation conjointe a aidé à :

- construire la capacité dans le sud du Soudan et à soutenir la naissance du dispositif du nouvel état
- préparer les principaux intéressés dans le Nord à renoncer à certaines responsabilités conformément au principe "un pays, deux systèmes" accepté
- refaçonner les structures de gouvernance en soulignant le besoin d'un gouvernement décentralisé et de reconversion fiscale au sein de l'état fédéral – traduisant ainsi les éléments politiques et parfois ambigus des protocoles de Naivasha en propositions concrètes
- développer un ensemble d'objectifs communs comme base pour une stratégie d'éradication de la pauvreté
- développer des programmes de "besoins urgents", en particulier pour ce qui est des personnes délocalisées dans leur propre pays et des réfugiés
- accomplir le sous-œuvre pour deux fonds de dépôt multi-donateurs (un dans le Nord, un autre dans le Sud) pour recevoir les financements externes de développement.

Le groupe de coordination principale de la mission d'évaluation conjointe a maintenant été remplacé par l'équipe de transition nationale conjointe (JNTT), un organisme mené par des Soudanais avec des observateurs internationaux (donateurs, Nations Unies, Banque Mondiale) invité à se présenter. À la conférence des donateurs d'Oslo sur le Soudan en avril 2005, la présentation des priorités de développement du pays par l'équipe de transition nationale conjointe a marqué la première fois que les parties de l'Accord de Paix Globale présentaient une proposition unifiée à la communauté internationale. L'équipe de transition nationale conjointe utilise maintenant les rapports groupés sur une base de restructuration de l'esquisse programmatique apportée par la mission d'évaluation conjointe dans les propo-

Le Secrétaire Général Kofi Annan écoute les leaders tribaux au Soudan.



sitions du projet de l'entreprise pour les soumettre aux autorités nationales et aux fonds de dépôt multi-donateurs.

La realpolitik des évaluations des besoins

Lors des étapes de fermeture de la mission d'évaluation conjointe, des observateurs internationaux ont émis certaines inquiétudes sur le manque d'importance accordée aux droits de l'homme. Compte tenu des atrocités au Darfur et du legs des nombreuses violations des droits de l'homme perpétrées par tous les protagonistes au cours de la guerre Nord/Sud, certains défenseurs ont plaidé pour une conditionnalité forte dans l'appel de la mission d'évaluation conjointe. Il était nécessaire de faire des compromis sur la langue, en retirant les phrases les plus accusatoires des rapports préparés par des internationaux. C'était particulièrement le cas pour le regroupement 2 (gouvernance). Le gouvernement du Soudan a plaidé qu'il serait difficile de vendre la mission d'évaluation conjointe à sa propre circonscription si un tel langage restait. Le point principal qui est ressorti est sur l'analyse historique

de la "marginalisation" de certaines populations ethniques, religieuses ou géographiques. Le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais pensait que ceci reposait au cœur même de l'accord de paix; le gouvernement du Soudan a souhaité limiter une telle analyse à l'interprétation historique.

Aucun processus n'est jamais parfait et il y a toujours des mécontents parmi ceux qui auraient été "exclus" du dialogue de la mission d'évaluation conjointe. L'omission du Darfur et le coût de substitution politique du fait de n'avoir que le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais et le gouvernement du Soudan comme principaux interlocuteurs ont certainement limité l'envergure du document. Mais la mission d'évaluation conjointe était, tout d'abord et surtout, une déclaration d'intention et d'engagement par ceux qui forment le(s) nouveau(x) gouvernement(s). Elle contient des repères mesurables – une liste de vérification des indicateurs pour chaque semestre jusqu'à la fin de l'année 2007. Ceci, plus que tout, a convaincu la communauté internationale de sa valeur éventuelle. Un travail énorme est

nécessaire pour poser plus de pierres à l'édifice de remise du Soudan, mais la mission d'évaluation conjointe a démarré le processus.

Jon Bennett, directeur de l'équipe des Nations Unies et membre de la mission d'évaluation conjointe est à la fois conseiller indépendant et directeur des conseillers en développement à Oxford. Courriel : jon.bennett@dsl.pipex.com. Le rapport final de la mission d'évaluation conjointe et les rapports groupés des équipes se trouvent en ligne sur le site : www.unsudanig.org/JAM

¹ www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900SID/EVIU-6AZBDB?OpenDocument

² www.igad.org

³ www.usip.org/library/pa/sudan/sudan_machakos07202002_toc.html

⁴ Le Soudan est classé 139ème dans le rapport du programme du PNUD 2004 sur le développement humain. Avec un revenu de 1.820 \$ par habitant, le Soudan a un PIB par habitant plus du double que dans la majorité des autres Etats africains affectés par des conflits. http://hdr.undp.org/statistics/data/country_fact_sheets/cty_fs_SDN.html

⁵ <http://ochaonline.un.org/cap2005/webpage.asp?MenuID=6282&Page=1217>

⁶ Institutional Development and Capacity Building; Governance/Rule of Law; Economic Policy and Management; Productive Sectors; Basic Social Services; Infrastructure; Livelihoods and Social Protection and Information.

Réflexions sur la réalisation de la paix

Lors d'un entretien à Khartoum, le Dr Taj es-Sir Mahjoub, co-leader de l'équipe principale du gouvernement du Soudan, pendant les négociations de paix et Ministre de l'État au Ministère du Travail et de la Réforme Administrative, a parlé à propos de la mission d'évaluation conjointe (JAM) avec le Dr Christoph T Jaeger, recruté par les programmes des Nations Unies pour le développement pour mener le groupe 2 de la mission d'évaluation conjointe (gouvernance de la suprématie du droit).

Christoph Jaeger: *En comparaison avec les précédents exercices de la mission d'évaluation conjointe au Libéria ou en Irak, la mission d'évaluation conjointe au Soudan a duré longtemps. Le processus aurait-il pu être accéléré?*

Taj es-Sir: Nous avons insisté sur le fait que la mission d'évaluation conjointe devrait démarrer avant la finalisation des négociations de paix, parce que nous étions sûrs d'aboutir à un accord de paix et parce que nous avions besoin de temps pour produire un travail exhaustif auquel la

communauté internationale répondrait positivement.

Christoph Jaeger: *Le groupe 2 était le seul à ne pas avoir de co-leader de la Banque Mondiale. Beaucoup de ce qui serait normalement considéré comme une question de gouvernance – surtout les problèmes de décentralisation – a été au lieu de cela traité par le groupe 1 orienté par la Banque Mondiale. Cette séparation des problèmes en deux groupes très différents était-elle une bonne idée?*

Taj es-Sir: Nous avons estimé que le groupe 2 était la clé de voûte de tous les groupes et un problème critique interdisciplinaire. C'est pourquoi nous lui avons accordé plus d'attention. J'étais heureux de la séparation des deux groupes, mais j'aurais espéré plus de coordination parce qu'il est difficile d'avoir une bonne gouvernance sans avoir également affaire à des problèmes comme des questions juridiques et constitutionnelles ou un gouvernement décentralisé.

Christoph Jaeger: *Pendant trois ans, vous avez fait partie de l'équipe de négociations du gouvernement au cours du processus de paix de Machakos/Naivasha. Le travail avec le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais dans le cadre de la mission d'évaluation conjointe était-il différent des négociations précédentes?*

Taj es-Sir: L'engagement des deux parties dans le cadre de la mission

d'évaluation a grandement contribué à la conclusion favorable de l'accord de paix. Dans les négociations de paix, les émotions étaient fortes, ce qui a parfois nuit aux pensées rationnelles, alors que les engagements de la mission d'évaluation conjointe étaient très objectifs en abordant conjointement les problèmes communs. J'ai personnellement apprécié l'exercice de la mission d'évaluation conjointe, parce que cela m'a donné une opportunité de créer un rapport avec les participants du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais et nos partenaires internationaux. Cela nous a également permis d'analyser nos dénominateurs communs, pour faire connaître nos différences et les gérer de manière efficace et professionnelle. La mission d'évaluation conjointe nous a apporté des opportunités d'identifier les besoins de tout le Soudan en travaillant ensemble et cela constitue une étape très importante vers la concrétisation future de l'unité nationale.

Christoph Jaeger: *Comment la mission d'évaluation conjointe a-t-elle affecté les perspectives d'une collaboration et d'une cohabitation futures des deux parties au sein du gouvernement national qui sera formé mi-juillet 2005?*

Taj es-Sir: Je pense que le travail de la mission d'évaluation conjointe aura une influence positive sur la future collaboration et cohabitation des deux parties, car il apporte un programme stratégique exhaustif pour les six années de la période temporaire. Cela aidera les deux parties à travailler ensemble au futur gouvernement national. Cela est parti de la présentation conjointe des aboutissements à Oslo et également des visites conjointes à des pays, comme un indice sur le fait que nous avons la même vision quant à nos demandes pour les réparations et la reconstruction.

Christoph Jaeger: *Selon le protocole de Machakos, le processus de paix après la conclusion de l'Accord de Paix Globale devrait inclure toutes les forces politiques et la société civile. Pensez-vous que la société civile était suffisamment impliquée, que tous les Soudanais ont l'impression de posséder le rapport de la mission d'évaluation conjointe et qu'ils connaissent les résultats de la conférence d'Oslo?*

Taj es-Sir: La société civile était impliquée. Nous avons mené un certain nombre de sessions pour les organisations de la société civile et les partis politiques, ce qui a créé la propriété de l'exercice de la mission d'évaluation conjointe. Nous avons même été plus loin en incluant plusieurs représentants de la société civile dans les équipes nationales et dans certains des ateliers conjoints. Nous avons lancé un certain nombre de programmes sous forme de forums ouverts pour diffuser les résultats de la conférence d'Oslo et pour en informer le public via les médias. De plus, des membres de la société civile et les journalistes qui ont publié les résultats de la conférence d'Oslo étaient présents à la conférence elle-même. Je pense qu'un aspect unique de la mission d'évaluation conjointe au Soudan, qui la démarque des autres missions analogues, est l'inclusion des organisations de la société civile dans toutes les activités, depuis la phase préparatoire jusqu'à la conférence elle-même. Deux jours avant la conférence d'Oslo, deux ateliers ont été convoqués à Oslo, l'un pour les organisations de la société civile et l'autre pour les femmes. Nous avons grandement besoin de publier plus la mission d'évaluation conjointe et Oslo et nous sommes en train de le faire – y compris via les pages de la revue de la migration forcée.

Christoph Jaeger: *Les sujets liés au groupe 2 étaient politiquement sensibles. Les droits de l'homme, le fonctionnement de l'administration judiciaire et légale, le rôle des organismes chargés de l'application des lois et l'indépendance de la presse sont des problèmes sur lesquels la communauté internationale est en désaccord avec le gouvernement. La langue utilisée par beaucoup de rédacteurs à l'origine était souvent considérée inacceptable par le gouvernement, mais une présentation édulcorée aurait pu ne pas apporter l'impact nécessaire à la conférence des donateurs d'Oslo. Etes-vous satisfait du résultat et de la version éditée du rapport de groupe?*

Taj es-Sir: Nous ne sommes pas d'accord avec les observateurs qui ont pensé que les problèmes du groupe 2 étaient délicats. Les thèmes du groupe 2 – le rôle des organismes judiciaires et des organismes chargés de l'application

de la loi, etc. – sont des sujets qui nous importent à nous aussi. Le langage était édulcoré, non pas parce que le gouvernement le considérait inacceptable, mais afin de le rendre culturellement acceptable – ce que les gens trouvent souvent difficile à comprendre. Je pense que le rapport final soumis décrivait correctement et suffisamment les problèmes mentionnés ci-dessus. Si vous regardez la matrice de contrôle, vous verrez que tous ces problèmes sont suffisamment abordés. L'accord de paix traite de ces mêmes problèmes et les gens sont maintenant en train de les placer dans le contexte soudanais approprié.

Christoph Jaeger: *Un problème clé qui doit être abordé pour une paix durable, est celui de la réintégration et du retour des personnes délocalisées dans leur propre pays et des réfugiés. Les groupes 2 et 7 (subsistance et protection sociale) ont initialement abordé ce problème. Pensez-vous que le fait que les équipes internationales des deux groupes n'avaient pratiquement pas de contacts et de relations a eu un impact négatif? Les problèmes des personnes délocalisées dans leur propre pays et des réfugiés ont-ils reçu suffisamment d'attention?*

Taj es-Sir: Le problème des personnes délocalisées dans leur propre pays et des réfugiés a été largement couvert, en particulier dans le groupe 7 et la plupart des problèmes concernant les personnes déplacées et le retour des réfugiés ont reçu toute la considération nécessaire. Dans le groupe d'infrastructure, nous avons souligné l'urgence des besoins d'attention prioritaire en améliorant les transports par voie ferrée et voie fluviale (rivières) pour faciliter le retour des personnes délocalisées dans leur propre pays.

Christoph Jaeger: *A Oslo, les donateurs ont promis environ 4,5 milliards de dollars. Ce montant vous a-t-il surpris? Est-ce que vous pensez que les promesses seront honorées? Le Soudan, en particulier le sud, a-t-il la capacité d'absorption pour utiliser ces fonds de manière efficace et effective?*

Taj es-Sir: Je n'ai pas été surpris du résultat des promesses, parce que nous avons fait notre travail et présenté un rapport convaincant. Nous pensons

que la communauté internationale s'est véritablement engagée à mettre un terme à la guerre la plus longue d'Afrique. Je pense que nous avons une capacité d'absorption raisonnablement bonne. La construction de potentiel de production a été la tâche de l'un de groupes de la mission d'évaluation conjointe. Nous avons été encouragés par le fait que la Banque Mondiale ait accepté le soutien du fonds pour les pays pauvres en difficulté (LICUS) avant la conclusion même de l'accord de paix, afin d'assurer une construc-

tion de potentiel de production dans les délais.

Christoph Jaeger: *Le peuple soudanais et la communauté internationale attendent des réformes, en particulier dans les zones abordées par le groupe 2, afin de donner au Soudan une chance de rester uni au cours de la période temporaire à venir. Ces réformes seront-elles mises en place?*

Taj es-Sir: Je vous assure qu'il y a une volonté politique suffisante pour faire face aux tâches monumentales qui nous

attendent. Les réformes nécessaires, qui sont incluses dans la matrice de contrôle du dossier d'Oslo, seront mises en place parce que nous avons intérêt à atteindre une paix durable et à créer le travail de surface du futur développement du pays. Nous convaincrions nos partenaires internationaux que nous sommes capables de relever le défi.

Courriel: dr_tagelsir@hotmail.com; cthjaeger@aol.com

Le rôle de la communauté internationale

par Gunnar M Sørbo

L'Accord de Paix Globale représente une opportunité majeure de changement positif et de paix durable au Soudan. L'histoire montre cependant que les risques de rupture de la paix sont grands. L'engagement assidu de la communauté internationale pourrait s'avérer crucial.

Le déclenchement de la guerre et de la violence a fait suite à l'échec des accords de paix dans plusieurs pays africains, entraînant de hauts bilans de morts, une énorme souffrance humaine et une grande destruction. Le manque d'engagement international durable et coordonné a été l'un des principaux facteurs contributifs à ces cas. L'importance du rôle de la communauté internationale ne doit pas être ignorée dans la transition vers la paix au Soudan.

Les étapes vers la paix

Tout d'abord, les donateurs doivent honorer les promesses faites pour soutenir le processus de paix au Soudan. La conférence des donateurs d'Oslo en avril 2005 a généré des engagements substantiels de 4,5 milliards de dollars, mais de tels rassemblements ont par le passé généré des sommes plus petites que celles promises sur une période à beaucoup plus long terme que ce qui était initialement prévu. Les donateurs ont clairement indiqué leur embarras de libérer des fonds, alors que la violence persiste au Darfur et qu'il y a déjà eu des problèmes de garantie de fonds pour les besoins humanitaires dans le sud du Soudan. Les capacités rudimentaires du gouvernement dans le sud complique-

ront également la transparence et l'efficacité de l'utilisation des fonds qu'exigent les donateurs. Cela semble mener à un démarrage lent pour la nouvelle période d'après-guerre – une situation dangereuse, compte-tenu des défis politiques considérables à affronter et des espoirs que le gouvernement et le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais ont fondés depuis que l'Accord de Paix Globale a été signé.

De plus, l'assistance internationale doit être suffisamment coordonnée. La coordination est toutefois souvent compliquée, du fait que de grands organismes tendent à s'impliquer sous divers aspects ainsi que par la présence de différents acteurs dans le système des Nations Unies et de nombreuses ONG, financés bilatéralement à travers des donateurs. En Afghanistan, les donateurs et les organismes d'aide ont reconnu l'importance d'avoir une structure de coordination distincte qui était initialement située dans le bureau du représentant spécial du député du secrétaire général (SRSG).

Sans pouvoir budgétaire et en personnel sur les organismes, le SRSG a peu de capacités pour faciliter la coordination – et les institutions financières internationales étaient encore plus hors

d'atteinte de son autorité formelle. En conséquence, la coordination a suivi le format volontaire habituel. Dans un élan d'innovation, l'ancienne responsabilité pour la coordination avait ensuite été prise par les autorités afghanes. La coordination stratégique – autre que la coordination tactique des programmes – englobe la rationalisation des intérêts de politique des acteurs externes. Bien que le consensus naissant parmi les principaux acteurs sur ce qui constitue les principes d'une bonne gouvernance, a amélioré les perspectives de coordination, les divisions demeurent. Au Rwanda, les donateurs étaient profondément divisés sur la mesure dans laquelle ils pouvaient faire pression sur le gouvernement après le génocide sur tout problème de gouvernance. En Afghanistan, les donateurs sont divisés sur la façon de promouvoir les droits de l'homme et la démocratie, de crainte de fragiliser la stabilité. Et dans les Balkans, au Cambodge et en Afghanistan, les acteurs externes importants ont des divergences d'intérêts et de priorités. La "guerre contre le terrorisme" a encore plus divisé les acteurs Américains et Européens sur des questions de quand et comme introduire des mesures de gouvernance dans les deux seules affaires après les attentats du 11 septembre, jusqu'à ce jour – en Afghanistan et en Irak. Il y a également eu de graves divisions parmi les membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur la façon de traiter la crise au Darfur. La mission des Nations Unies au Soudan



(UNMIS),¹ menée par Jan Pronk du SRSG, est prévue pour jouer un rôle clé dans la mise en œuvre de la paix, mais il y a des questions quant aux limitations possibles d'une approche unifiée de la mission dans la structure actuelle des Nations Unies. Malgré tout, une approche coordonnée sera cruciale et, si la mission des Nations Unies au Soudan s'avère insuffisante, elle peut être soutenue par des mécanismes de coordination par où les acteurs doivent travailler au sein d'un cadre opérationnel commun. L'expérience montre que c'est plus facile à accomplir s'il y a une continuité d'acteurs clé (depuis l'étape de négociations en passant par l'étape de mise en œuvre) et/ou s'il y a des groupes "amis" pour agir en tant que sources importantes de coordination stratégique parmi les acteurs bilatéraux et un moyen par lequel le SRSG ou d'autres peuvent

soutenir leur autorité et leurs pouvoirs de coordination. Troisièmement, il faut reconnaître que la réalité de la construction de la paix et de la reconstruction au Soudan, comme ailleurs, repose sur le pouvoir et la politique. Les étrangers doivent être sensibles et ne pas pousser en avant les dynamiques politiques locales.

Même un programme efficace de désarmement, de démobilisation et de réintégration requiert de profondes connaissances du contexte politique et de ses dynamiques au jour le jour. Les perspectives de développement du Soudan dépendront dans une grande mesure sur la coalition des groupes d'intérêts qui réussit à dominer la paix et si la coalition soutient un développement économique et social progressif. Il est généralement accepté que la communauté internationale a fait des progrès au cours des dernières années dans sa capacité à planifier et à mettre en œuvre la phase d'urgence d'une mission de paix. Cependant, l'aide s'est concentrée sur les crises plutôt que sur un développement à long terme et une attention insuffisante à la capacité de construction. De telles faiblesses devront être minimisées, voire élimi-

nées si la paix doit être correctement mise en œuvre au Soudan. Afin de développer des stratégies efficaces pour mettre un terme aux divers conflits au Soudan, il faut d'abord comprendre la complexité de leurs dynamiques et les différents intérêts impliqués à leur maintien. Ce qui est plus important, la réussite dépendra principalement des Soudanais eux-mêmes en assumant leur principale responsabilité pour la mise en œuvre de l'Accord de Paix Globale, la coordination et la gestion de l'aide. La communauté internationale ne doit pas être perçue comme interférant trop dans les activités de délibération et de tous les jours. Une aide appropriée peut aider à construire la paix, mais une aide inappropriée peut alimenter la guerre et éroder plutôt que d'améliorer la capacité locale. Par conséquent, la coordination n'est pas seulement destinée à ce que les acteurs externes réussissent, mais aussi à ce que le gouvernement d'accueil dirige. Le Soudan doit véritablement "posséder" le processus. Il faut un transfert progressif de la gestion technique et politique de l'aide. Il faudra du temps, surtout dans le sud, et ceux qui sont impliqués dans l'apport de la paix au Soudan, le plus grand pays encore divisé en Afrique, devront y être sensibles et en prendre conscience.

Gunnar M Sorbo est directeur du CMI (Chr. Michelsen Institute). Courriel : gunnar.sorbo@cmi.no

¹ www.un.org/Depts/dpko/missions/unmis/

L'Accord de Paix Globale: sera-t-il également déshonoré?

par Luka Biong

L'Accord de Paix Globale offre une opportunité unique de résoudre l'une des guerres civiles les plus complexes et les plus longues en Afrique et fournit une nouvelle base pour une unité nationale basée sur la volonté libre du peuple soudanais. L'Accord de Paix Globale sera-t-il soutenu? Peut-il survivre aux menaces des extrémistes islamiques et à l'impact du choc de la mort du Dr John Garang?

L'état du Soudan a été créé de manière arbitraire par des colonialistes sans égard aux points de vue des communau-

tés concernées, en particulier le peuple du sud du Soudan. La manière dont l'élite dirigeante du nord a précipité le

Soudan dans l'indépendance par le biais d'une déclaration unilatérale non basée sur un consensus national, explique la fragilité de la construction d'une nation au Soudan. Depuis l'indépendance en 1956, le Soudan est en guerre avec lui-même. Les principaux conflits (1955-1972 et 1982-2005) ont entraîné la mort de plus de deux millions de personnes et des délocalisations massives. Le manque de consensus sur les causes d'origine des guerres internes récurrentes explique largement pourquoi beaucoup d'accords

de paix ont été déshonorés ou n'ont pas été soutenus. Tandis que les Soudanais du nord, en particulier l'élite dirigeante, perçoivent la guerre civile comme un problème du sud causé par l'interférence internationale, la plupart des Soudanais du sud voient les causes comme issues de questions ethniques et religieuses.

L'influence urbaine et les régimes fortement centralisés favorisant les populations qui vivent autour de la capitale et dans le centre du Soudan ont été hérités du colonialisme. Tandis que les Britanniques ont cherché à moderniser l'économie et à construire des infrastructures dans le nord, ils ont confié aux missionnaires chrétiens la diffusion de directions morales dans le sud, une qualité jugée plus essentielle que le développement économique. La disparité socio-économique du fait du manque de développement rural sous l'autorité coloniale s'est élargie après l'indépendance. La profonde disparité socio-économique a engendré un sentiment de frustration et d'injustice qui a par la suite amené le peuple du sud à décider de prendre les armes.

Les perceptions populaires sur l'Accord de Paix Globale sont positives. Une série d'interviews de groupes témoins menées vers la fin de l'année 2004 par l'institut démocratique national et le nouveau centre soudanais de statistiques et d'évaluation ont indiqué un soutien majeur pour l'Accord de Paix Globale et l'assurance que le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais a négocié une opération équitable.¹ Cependant, ceux qui en ont fait partie sont préoccupés sur l'avenir de la paix, car le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais n'a pas résolument gagné la guerre. Tous les soudanais du sud ont conscience de la façon dont les accords de paix précédents (Addis Ababa en 1972 et Khartoum en 1992) ont été nullifiés unilatéralement par le gouvernement central à Khartoum. L'état précaire de la paix a été résumé par une veuve de guerre qui a fait remarquer lors d'une discussion que: "Cette paix qui est la nôtre est comme un homme malade à l'hôpital. On ne veut pas affirmer qu'il va rentrer chez lui parce que tant qu'il est à l'hôpital et malade, il risque quand même de mourir."

La viabilité de la paix dépendra largement de la stabilité dans les régions de transition d'Abyei, des montagnes

Nuba, du Nil Bleu (les trois zones), dans l'est du Soudan et au Darfur, régions peuplées par les Soudanais ruraux les plus marginalisés. La mise en œuvre de protocoles pour les montagnes Nuba et le Nil Bleu constituera un élément clé de l'ensemble de la mise en place de l'Accord de Paix Globale dans d'autres régions touchées du Soudan par la guerre, comme le Darfur et l'est du Soudan.

Les plus grands risques d'entraves à l'Accord de Paix Globale sont les extrémistes, frustrés que l'Accord de Paix Globale limite leur projet d'extension de l'influence islamique et arabe dans le sud du Soudan et plus loin. Après l'arrivée de l'équipe de préparation du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais à Khartoum pour la première fois au milieu de l'année 2005, un groupe qui s'appelle l'association légale des savants musulmans a publié une *fatwa* taxant le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais et ses défenseurs d'infidèles et a appelé à un *jihad* contre leur idéologie de laïcisme.

Les forces de l'Accord de Paix Globale

Il a fallu presque dix ans pour conclure l'Accord de Paix Globale, ce qui en fait l'une des négociations d'accord de paix les plus longues et les plus minutieuses. Contrairement aux accords de paix précédents au Soudan, il n'a été signé qu'après que les protagonistes fatigués par la guerre ont été convaincus que la victoire militaire ne serait pas réalisable. En tant que telles, les parties au conflit ont conclu l'Accord de Paix Globale sur une base paritaire, chacune reconnaissant la force politique et militaire de l'autre camp. Malgré l'impopularité du parti du congrès national, ce dernier a eu suffisamment de cran – contrairement aux autres partis politiques du nord – pour prendre la décision politique courageuse d'accepter le droit à l'autonomie du sud du Soudan. La nature paritaire de l'Accord de Paix Globale est l'un des mécanismes inhérents qui contribuera sans doute à la mise en œuvre totale de l'Accord de Paix Globale.

L'Accord de Paix Globale est également différent des accords précédents, car:

- il permet la dévolution des fonctions et des pouvoirs du gouvernement – et la décentralisation des revenus

fiscaux – pour permettre au peuple à des niveaux appropriés de gérer et de diriger leurs propres affaires

- il prévoit une déclaration des droits, maintenant comprise dans la constitution nationale temporaire, ce qui oblige le gouvernement à tous les niveaux à respecter, maintenir et promouvoir les droits et l'homme et les libertés fondamentales
- il apporte au peuple du sud du Soudan leur première opportunité d'exercer le droit d'autonomie – un cadre pour assurer que l'unité du Soudan est basée sur la volonté libre de son peuple
- il a détaillé les modalités de mise en œuvre (la "matrice globale") avec des mécanismes mesurables et planifiés pour un contrôle effectif
- il permet le développement d'institutions constitutionnelles solides
- il contient un accord pour créer de nouvelles forces armées nationales composées des forces armées du Soudan (SAF) et de l'armée de libération du peuple soudanais (SPLA) en tant que forces armées séparées et non partisans avec pour mission de défendre l'ordre constitutionnel
- il a détaillé les accords pour les transferts de revenus, dont l'insuffisance avait été l'une des principales raisons de l'effondrement de l'Accord de Paix d'Addis Ababa. Le fait que le gouvernement du sud du Soudan ait reçu 50% des revenus nets du pétrole générés par les champs pétrolifères dans le sud du Soudan apporte une garantie économique majeure pour la mise en œuvre effective de l'Accord de Paix Globale.
- il possède un vaste réseau de témoins et de défenseurs institutionnels et nationaux : l'autorité intergouvernementale sur le développement (IGAD), l'Union Africaine, l'Union Européenne, la Ligue des États Arabes, les Nations Unies, le Kenya, l'Ouganda, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et les États-Unis se sont formellement engagés à jouer un rôle dans la concrétisation de la paix.
- il a donné à la communauté internationale un rôle majeur au sein de la commission indépendante d'estimation et d'évaluation : la fonction principale de la commission consistera à mener une évaluation à



pour l'Afrique. L'Accord de Paix Globale apporte un mécanisme de résolution des problèmes complexes de diversité et d'identité et de mise en place d'une nouvelle base pour une unité nationale basée sur la volonté libre du peuple. Ceux qui ont travaillé si dur pour atteindre l'Accord de Paix Globale ont tenté de répondre à la plupart des attentes et ont donné au peuple du Soudan rural une chance de participer activement aux

Le Conseil législatif intérimaire du Soudan méridional, qui rassemble beaucoup d'anciens adversaires militaires et politiques, a été officiellement inauguré le 30 septembre à Juba, la capitale soudanaise méridionale.

mi-chemin sur la façon dont l'Accord de Paix Globale est mis en place. L'engagement international dans la reconstruction du Soudan a été confirmé par la générosité des donateurs au cours de la conférence d'Oslo en avril 2005. Les 4,53 milliards de dollars qu'ils ont promis dépassent en réalité les besoins externes humanitaires, de redressement et de développement estimés par la mission d'évaluation conjointe au Soudan – mais sont légèrement inférieurs si les programmes autres que la mission d'évaluation conjointe, comme la démobilisation, le désarmement et la réintégration (DDR) et les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, sont pris en compte. Si elles sont réalisées, ces promesses contribueront sans doute au soutien de la paix, du développement et de l'éradication de la pauvreté et de la famine les plus extrêmes et à l'accomplissement des objectifs de développement du millénaire.

Les répercussions probables de la mort de John Garang

Pour beaucoup de soudanais ruraux marginalisés, le fondateur et dirigeant du Mouvement de Libération du

Peuple Soudanais était perçu comme leur sauveur et libérateur, flambeau de leur combat et de leurs aspirations. Quelques-unes des descriptions enregistrées au cours des entretiens avec des groupes témoins: "Il est comme Jésus Christ;" "nous considérons Garang comme Moïse, qui a emmené son peuple hors de l'Egypte;" "si John Garang pouvait être cloné 100 fois, ce serait formidable." Le Dr John Garang était sans doute la seule personne qui pouvait exprimer et réconcilier le désir immense du sud à faire une sécession paisible, par sa vision de donner à l'unité une chance au cours de la période temporaire de six ans. Si sa mort tragique encourage les éléments anti-nouveau Soudan au sein du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais à parler en faveur de la sécession, le processus d'autonomie risque d'être menacé. Les nouveaux dirigeants du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais peuvent avoir beaucoup de difficultés à embellir la vision du nouveau Soudan aux yeux du peuple du sud du Soudan.

L'Accord de Paix Globale doit être reconnu en tant qu'accomplissement majeur, à la fois pour le Soudan et

affaires publiques et aux prises de décision.

Grâce à ses mécanismes organiques et externes, l'Accord de Paix Globale a de meilleures chances que tout autre accord de paix précédent. Toute infraction à ses conditions équivaldrait à un désordre constitutionnel et risquerait de forcer le peuple du sud du Soudan à déclarer unilatéralement son indépendance. On espère que l'Accord de Paix Globale survivra au choc de la mort du dirigeant du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais.

Dr Luka Biong Deng est directeur du nouveau centre soudanais de statistiques et d'évaluation. Il était membre de l'équipe de négociation de la paix du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais, secrétaire du comité technique d'élaboration constitutionnelle du sud du Soudan et chef du groupe d'informations et de statistiques du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais pour la mission d'évaluation conjointe au Soudan. Courriel : lukabiongus@hotmail.com

¹ www.accessdemocracy.org/library/1781_su_fo-cus_122004.pdf

Transformation développementale et consolidation de la paix au Soudan méridional

par Jeni Klugman et Emily Gosse Kallaur

Construire la capacité du gouvernement du Soudan méridional (GoSS) est le dernier défi dans la transformation du Mouvement de Libération du Peuple du Soudan (SPLM) du mouvement rebelle au partenaire au pouvoir.

En reconnaissant la nécessité d'établir un bras administratif pour gouverner le territoire sur lequel il a gagné le contrôle, le SPLM a installé l'Autorité Civile pour le Nouveau Soudan (CANS) dès 1996. Tandis que CANS a exécuté quelques fonctions typiques de gouvernement, le personnel n'a pas été payé régulièrement ou n'a pas reçu de contrats d'emploi formels. Certains sont financés par des projets de donateurs spécifiques, alors que d'autres ont été financés par des ONG et, dans certains cas, par les communautés. Leur manque de ressources et d'équipement a signifié que la fourniture de marchandises publiques a été minimale. Jusqu'ici, beaucoup de services essentiels limités du Soudan méridional ont été fournis par l'Opération Ligne de Vie Soudan sous l'égide de l'ONU, par des ONG financées extérieurement fonctionnant indépendamment du CANS et par des groupes de citoyens locaux.

Pendant le conflit, l'économie du Soudan méridional a languie sous des contraintes incroyablement difficiles. En plus de l'insécurité de base et du manque de nourriture, il n'y a aucune route pavée en dehors des villes principales. La pose des mines de terre le long des itinéraires principaux a laissé les communautés isolées et incapables de mettre leurs marchandises sur le marché. Les ponts se sont effondrés et les liens commerciaux traditionnels avec les pays voisins se sont interrompus. Dans une région où le revenu par habitant est de moins de 100.00 dollars et l'accès aux services sociaux de base parmi le plus bas au monde, les espérances des personnes pour un dividende de paix réelle sont hautes. Cependant, il y a un besoin de se déplacer pour profiter de la fenêtre d'opportunité afin de maximiser

l'accomplissement de l'Accord Global de Paix (CPA) et de mettre la région sur la voie pour réaliser les Objectifs de Développement du Millénaire.

La paix nécessite que les SPLM évoluent d'un mouvement de libération à une organisation politique capable de diriger dans un contexte concurrentiel et démocratique. Il doit démontrer qu'il peut se préparer aux élections nationales et former des structures législatives. Jusqu'ici, les réformes rendues nécessaires par le CPA ont pris du retard dû à plusieurs facteurs, certains liés à la capacité, d'autres dus aux différences avec le gouvernement dans le nord, avec la situation rendue considérablement plus difficile avec la mort du premier vice-président, Dr John Garang de Mabior. Déjà en juillet 2005, le rapport du Groupe de Crise International avait défié le SPLM pour réaliser ses promesses d'autoriser les institutions civiles naissantes et noté que son manque d'inclusivité et de prise de décision transparente avait persisté.¹ L'ICG a invité le GoSS à établir une commission anti-corruption (comme prévu), pour développer un code de conduite pour les fonctionnaires et pour cesser de faire affaire avec les compagnies pétrolières en violation de l'esprit du CPA.

Tandis que le SPLM a la volonté politique de mettre en application le CPA il est bloqué par le manque chronique de capacité et de structures institutionnelles, un danger grave à un moment où des ressources sans précédent sont prêtes à couler dans ses coffres. Le SPLM a fonctionné sur un budget d'environ 10000 dollars par mois mais est prévu d'avoir bientôt un budget mensuel dans les dizaines de millions. Tandis que des ressources de cet ordre de grandeur entièrement différent

peuvent être utilisées pour lancer le développement, l'utilisation efficace de ces ressources signifie que la mise en place d'une administration publique qualifiée et responsable est une première priorité. Sans un cadre de personnes équipées pour gérer ces ressources il y a des dangers de copinage ou même de retour au conflit. Dans l'identification de ces risques, le SPLM a travaillé avec la Mission d'Évaluation Conjointe afin de produire un tableau chronologique pour l'exécution étape par étape des réformes et des programmes. Le développement de la surveillance et de la capacité et des structures d'évaluation doit être une priorité.

Les futurs défis

Dans le sud contrôlé par le SPLM, le citoyen moyen a eu une seule année d'instruction, dans un contexte où seulement 7% de professeurs ont eu une formation officielle. Le GoSS doit rapidement pourvoir en personnel son service public bien que beaucoup de travailleurs qualifiés sont situés dans des "villes de garnison" (ceux qui sont restés sous le contrôle nordique pendant la guerre civile) et le retour des sudistes qualifiés du nord et de la diaspora est loin d'être assuré.

Une administration efficace exige non seulement une telle infrastructure physique comme les bâtiments pour les bureaux et les systèmes informatiques, mais plus important, des systèmes qui mettent des normes de base en place pour le recrutement du personnel, de la fourniture des biens et des services, la gestion et l'audit des ressources publiques. L'assistance technique pour aider à satisfaire ces besoins est prévue et instamment nécessaire.

La décentralisation est un autre défi pour un mouvement autrefois centralisé. Le CPA envisage l'habilitation des administrations régionales et locales, dont beaucoup manquent actuellement de capacités ou de ressources. Le GoSS est confronté à des choix difficiles en ce

qui concerne les rôles et la taille relative des gouvernements central et local et de la nature des transferts financiers intergouvernementaux internes.

Le Soudan méridional a une vaste forêt et des ressources minérales, un grand potentiel dans le bétail et la sylviculture et presque 50 millions d'hectares de zone agricole de premier choix mais l'activité économique demeure à un niveau minimum juste pour vivre. On estime que moins de 1% de la terre à potentiel agricole est cultivé, alors qu'en même temps l'insécurité en nourriture est chronique et répandue. Non seulement le GoSS doit stimuler l'économie méridionale en fournissant des transports et toute autre infrastructure pour développer les villes de marché mais il doit développer des politiques et des réglementations pour attirer l'investissement privé localement et de l'étranger, et pour gérer durablement les ressources environnementales.

La capacité de secteur privé formel demeure faible, rendant probable que dans les phases initiales de l'ère post-conflit le GoSS n'aura pas de fortes contreparties domestiques.

L'expérience internationale de post-conflit montre que des distorsions peuvent résulter d'une concentration d'un grand nombre de civils et de personnel militaire qui créent des enclaves économiques en termes de demande de bien et de services. Cependant, les occasions existent, particulièrement en raison de la probabilité d'une montée subite dans l'activité de la construction et du service. Le GoSS doit faciliter la croissance d'un secteur bancaire commercial efficace et fiable et permettre à des entreprises soudanaises d'accéder à des informations sur les nouvelles opportunités.

Au niveau local, les défis économiques et de livraison de services seront multipliés par l'afflux prévu énorme de personnes déplacées dans leur pays et de réfugiés. Beaucoup reviendront dans leurs communautés où des mécanismes informels pour faire face aux chocs ont été épuisés, où l'accès à l'eau potable est limité, et où la terre a été labourée pendant des années par ceux qui sont restés derrière. Ceci fera pression sur les mécanismes pour résoudre les conflits et intensifiera l'urgence de passer en revue les lois et les pratiques courantes afin de les intégrer dans un système juridique qui peut simultanément respecter les principes internationaux des droits de l'homme (en particulier en ce qui concerne les femmes) et identifier les riches traditions et diversité du Soudan méridional.

Des structures légales et juridiques justes et prévisibles et les organismes chargés de l'application de la loi doivent être développés. Actuellement le maintien de l'ordre est la plupart du temps effectué par d'anciens soldats non qualifiés pour l'application de la loi civile. Un défi associé est la transformation de l'Armée de Libération des Personnes du Soudan (SPLA) d'une guérilla de libération en une armée professionnelle comme composant des Forces Armées Nationales du Soudan.

Commencer un nouveau chapitre

La signature réussie du CPA a mené le Soudan au bout d'un nouveau chapitre de son histoire, et la tâche critique pour le Gouvernement

d'Unité Nationale et du GoSS sera d'élever le pays dans la paix, la sécurité et le développement durable.

La responsabilité et la transparence seront des facteurs clés. La société civile naissante du Soudan méridional, aidée par le développement de médias indépendants dynamiques, aura un rôle en demandant des comptes au GoSS et en favorisant la réconciliation. La communauté internationale a également une responsabilité de fournir l'aide financière conformément à ses engagements à la conférence des donateurs d'Oslo et pour aider à surveiller l'adhérence du GoSS et du Gouvernement National, à ses engagements. En même temps, les donateurs doivent permuter de la situation de fournir l'aide humanitaire focalisée sur la crise à une association moderne qui identifie l'importance de la propriété de pays et travaille à réduire les fardeaux sur le GoSS en harmonisant les exigences de reportage, travaillant aussi loin que possible par des mécanismes tels que les caisses centrale de donateurs multiples mettent les ressources en commun. Pour le GoSS, créer des résultats positifs sur la terre dépendra en grande partie de la capacité de mobilisation, avec l'aide des associés nationaux et internationaux, pour aborder des défis institutionnels et économiques intimidants.

Jeni Klugman est chef économiste, pour le Soudan et l'Éthiopie, à la Banque Mondiale. Elle était co-chef d'équipe (avec Jon Bennett) de la Mission Conjointe d'Évaluation, Soudan. Courriel : jklugman@worldbank.org. Emily Gosse Kallaur est une analyste de recherches dans l'unité de Gestion Economique de la Réduction de la Pauvreté de la région d'Afrique de la banque mondiale, et a été un membre de l'équipe central JAM. Courriel: ekallaur@worldbank.org

Les opinions exprimées dans cet article sont entièrement celles des auteurs. Elles ne représentent pas nécessairement l'opinion de la Banque Mondiale, de ses directeurs exécutifs ou des pays qu'elles représentent.

¹ www.crisisgroup.org/library/documents/africa/horn_of_africa/096_the_khartoum_splm_agreement_sudan_uncertain_peace.pdf. Voir également pp...

Des femmes soudanaises travaillent pour dégager les mines au sud de Yei

UNHCR/Mark Pearson



Réflexions sur la mission d'évaluation conjointe

par Michael Kevane

La mission d'évaluation conjointe (JAM) au Soudan était un processus ouvert et consultatif – et a produit des archives impressionnantes pour les étudiants sur la reconstruction de l'après-guerre – mais a prêté une attention insuffisante aux problèmes de la justice et a échoué à fournir des mesures de sécurité pour les ménages marginalisés.

Le prétendu Gouvernement de l'Unité Nationale, le Gouvernement du Soudan du sud et les donateurs sont engagés, dans le cadre du budget présenté par la JAM en mai 2005, à des dépenses de développement d'un peu moins de 8 milliards de dollars dans les deux prochaines années et demie.

Le budget est une réflexion intéressante de la pensée contemporaine concernant le développement mais également sur le fait de continuer des priorités mal placées. La construction d'écoles, de cliniques de santé et de routes prend la plus grosse part du budget. Quand les dépenses publiques montent soudainement, les constructeurs en sont les premiers bénéficiaires. 200000 dollars sont attribués à la politique des terres au Soudan méridional mais, bizarrement, 48 millions de dollars sont assignés aux médias de la région. Donc 240 fois plus sera dépensé pour les médias que pour les politiques de développement afin d'éviter le risque que les conflits concernant les terres ne remettent en question la paix. Les faiseurs du budget ont attribué 119 millions au fonctionnement de la banque centrale du Soudan mais seulement 1,9 millions pour l'intégration des femmes dans la politique et la pratique du gouvernement.

Pourquoi faire cadeau de 8 milliards de dollars?

Quand on considère que les dépenses de reconstruction ont pour objectif 20 millions de soudanais marginalisés (sur une population totale d'environ 32 millions) alors vous avez une dépense d'environ de 160 dollars par personne. Après avoir soustrait les coûts modestes de la bureaucratie, de conseil et autres livraisons, ceci s'élève à un paiement annuel de 150 dollars pour chaque personne pauvre au Soudan pendant

les années à venir. La plupart de ces personnes pauvres préféreraient assurément recevoir une telle somme comme supplément de revenu plutôt que comme sous forme d'offre de services. Pourquoi les auteurs de JAM ont-ils supposé qu'ils pourraient planifier plus sagement et que les contreparties du gouvernement dans le GoS ou le SPLM pourraient-elles dépenser plus efficacement, que les pauvres citoyens de Bahr Al-Ghazal, des montagnes de Nouba ou des Collines de la Mer Rouge? Pourquoi ne devrions-nous pas faire confiance aux soudanais pour faire les choix stratégiques et ainsi améliorer leurs moyens d'existence – un fermier pour acheter un âne plus jeune et plus fort, des parents pour envoyer leurs enfants à une meilleure école ou un vendeur de thé pour investir dans un autre ensemble de verres à thé?

Il est décevant qu'aucune considération ne semble avoir été accordée à un schéma de soutien de revenu, aux moins pour les vieilles femmes et familles avec des enfants en âge de scolarisation. De nombreuses études ont prouvé que ces programmes peuvent être juste aussi efficaces que les dépenses par le gouvernement, et qu'ils ont des effets multiplicateurs dans tout le secteur privé.

L'éducation et les routes forment la majeure partie du budget de JAM. On doit se demander si le secteur privé ne peut pas contrôler l'éducation avec succès, particulièrement dans le sud où les missionnaires chrétiens et les ONG chrétiennes sont plus que désireux de subventionner l'instruction. Tout le monde aime l'idée de construire des routes. Mais les pauvres, au Soudan et ailleurs, savent que leurs avantages vont d'une façon disproportionnée aux riches. Aucun doute qu'ils préféreraient plutôt des bicyclettes, pourtant ces dernières ne sont aucunement mention-

nées dans les documents de JAM. De la reconstruction du Soudan, il y a un vrai danger que l'intelligent et le riche tireront profit de l'investissement public, alors que tout le reste demeurera au plus profond du puits.

Une autre imperfection majeure, et associée, du budget de JAM est qu'il manque de tout composant de justice. Ceux qui sont victimes des auteurs de la guerre ont droit à restitution. Le compte rendu évite de blâmer tous les détenteurs de pouvoir – à Khartoum ou au SPLA – pour les attaques sur les civils, l'armement de la milice par procuration et les violations des droits de l'homme. Le blanchissement diplomatique laisse une impression prolongée que le seul chef qui porte toutes les responsabilités est Al-Numeiri de Jaafar, l'homme fort militaire évincé du pouvoir il y a deux décennies. La guerre civile du Soudan est à la place présentée en tant qu'éclatement presque inévitable des tensions locales résultant de la pression due à une base de ressources en diminution. Le focus de JAM sur le conflit au niveau local implique que les pauvres – les pasteurs nomades et les fermiers qui ne pouvaient pas s'entendre – étaient responsables de la guerre et doivent maintenant être enseignés comment ils doivent coopérer. Et puisqu'ils étaient la cause de la guerre et que rien ne leur a été pris, ils n'ont droit à aucune restitution.

Les érudits impliqués avec le Soudan doivent rappeler aux stratèges politiques que les programmes de garantie et de restitution de revenu, plutôt qu'un développement dirigé par l'état, peuvent être préférés par les pauvres. De tels programmes peuvent être plus efficaces en allégeant la pauvreté, en produisant la croissance et en restaurant la justice.

M. Michael Kevane, président sortant de l'Association des Etudes sur le Soudan (www.sudanstudies.org) enseigne au Département des Sciences Economiques de l'université de Santa Clara en Californie. Courriel: mkevane@scu.edu. Veuillez également consulter le site à: <http://lsb.scu.edu/~mkevane/sudan.htm>.

Soutenir lever pour les partenariats JAM

par Jeni Klugman et Maude Svensson

Le Soudan est une nation avec un énorme potentiel, mais où la pauvreté et les standards de vie de beaucoup de gens sont parmi les plus mauvais au monde. Le niveau des services publics et de l'investissement a été érodé pendant des décennies de guerres et de conflits. Ni les investissements publics ou privés n'ont atteint les régions pauvres et marginalisées du pays, nourrissant le conflit et créant davantage d'appauvrissement.

Le processus JAM a résulté en des engagements substantiels des premiers stratèges pour investir dans le développement humain et l'éradication de la pauvreté, particulièrement dans les régions marginalisées du Soudan. Des objectifs ambitieux mais réalistes ont été déterminés – comprenant l'accès à l'eau potable, les filles à l'école, du crédit aux petits fermiers et l'enlèvement des mines enterrées. Le développement réussi au Soudan devra être basé sur des partenariats – de manière primordiale, comme M. Michael Kevane précise dans l'article précédent, ceux des soudanais mêmes – mais être soutenu solidement par les secteurs publics fiables et par la communauté internationale.

La vision JAM repose sur la notion de l'importance d'un secteur public efficace et responsable. M. Kevane peut ne pas l'aimer mais ceci est maintenant identifié par des praticiens du développement et des agences importantes telles que la banque mondiale comme essentiel pour un développement durable. Ceci n'est pas une pensée mal placée mais basée sur des leçons apprises durant des décennies d'expérience d'échec du développement. Le rôle de l'état dans l'approvisionnement de marchandises publiques est sans aucune discussion bien plus critique dans des cadres d'après conflit – dans lesquels les besoins sont nombreux, le capital social est érodé et le risque d'un retour du conflit est élevé. Des solutions institutionnelles robustes et flexibles sont nécessaires comme créer des mécanismes de livraison d'aide ad hoc ne laisse pas le pays mieux équipé contre les futurs défis et perpétue la dépendance sur l'aide internationale. Les dépenses publiques ne sont pas une panacée mais il est bien

certain que l'investissement privé ne peut pas tout résoudre.

Donner la priorité aux besoins est toujours un défi. L'ONU a une liste extensive des besoins immédiats pour lesquels on recherche du financement sur une base annuelle. Cependant, le rapport final de JAM s'est concentré sur le long terme et ce qui est nécessaire pour répondre aux aspirations du soudanais en termes de développement rural, d'éducation, de santé et d'eau en construisant des structures durables. Le Soudan ne pourra pas émuler le progrès que les nations comme la Tanzanie ou le Mozambique accomplissent vers les Objectifs de Développement du Millénaire aussi longtemps qu'il manque de structures efficaces obligatoires pour le développement moderne.

Effectuer des compromis monétaires parmi une foule de priorités en concurrence est, naturellement, toujours difficile et réveille la polémique. Les critiques devraient noter que le processus budgétaire de JAM était complet, qu'il a utilisé une approche ascendante et des méthodes de coût bien recherchées et a été basé sur 15 mois de dialogue continu entre les partenaires soudanais et les experts internationaux. Pour clarifier les détails sur combien de financement a été attribué à une activité particulière ou secteur au sein des huit équipes groupées et les 20 sous-secteurs JAM requiert l'analyse des trois Volumes, y compris les Matrices de résultat. Beaucoup de centres d'intérêt – comme la prévention concernant le genre et les conflits – sont développés à travers les groupes, les sous-secteurs et les secteurs géographiques.

Ceux intéressés à analyser les matériaux de JAM – qui sont tous en ligne – trouveraient :

- Il y a une attribution substantielle – équivalente à 20 dollars par personne par an directement aux autorités locales dans le sud pour satisfaire les besoins locaux de la communauté. La vision de décentralisation enchâssée dans le CPA et l'approche de récupération menée par la communauté met en évidence le but de JAM à décaler de manière permanente le lieu de la prise de décision.

- Reconstituer et renforcer la justice et l'application de la loi sont prioritaires. De telles activités sont présentées dans les groupes 1, 2, et 7 et nécessitent l'attribution d'environ de 8 à 10% des fonds totaux de JAM. Ceci indique l'importance que l'on leur attache car beaucoup de ces activités sont normalement de type "logicielles" (construction de capacité, augmentation de la prise de conscience, sensibilisation etc.) et ainsi considérablement moins chères que le soutien de type "matériau" comme la construction de routes et de chemins de fer.
- Il y a des programmes principaux pour soutenir les femmes et les filles dans tout le rapport, y compris des propositions pour des bourses pour chaque écolière au Soudan méridional. Au sein du judiciaire des fonds spéciaux sont assignés pour l'équité entre les genres.
- L'attribution de la banque centrale est principalement pour favoriser la nouvelle devise. C'est une mesure pratique de faciliter des marchés dans le sud (où la circulation simultanée de plusieurs monnaies empêche le commerce) et pour unifier le pays selon le protocole de partage des richesses, un élément principal du CPA.

La consolidation d'une paix encore précaire exige une réparation rapide et évidente des causes structurales fondamentales du conflit et du sous-développement. La redistribution des richesses doit être accompagnée d'une révision de l'appareil gouvernemental. Sans ces problèmes très fermement sur la table, le développement et la réduction à long terme de la pauvreté ne réussiront jamais au Soudan. Donner de l'argent, tout en laissant les règles du jeu inchangées, négale pas à responsabiliser ou ne favorise pas une réduction durable de la pauvreté.

Jeni Klugman était co-chef d'équipe de la Mission d'Évaluation Commune (JAM), Soudan. Se reporter à pp. 18-19 pour son article sur la construction de capacité au Soudan méridional. Courriel: jklugman@worldbank.org. Maude Svensson est conseiller principal auprès de la banque mondiale. Courriel: msvensson@worldbank.org.

Les terres et la transition soudanaise vers la paix

par Domenico Polloni

Les problèmes de politique foncière ne sont pas totalement abordés dans l'Accord de Paix Globale. Comme les personnes déplacées rentrent chez elles et déposent des réclamations concernant les droits d'utilisation des terres et de l'eau, les litiges risquent de menacer la stabilité dans le sud du Soudan, les trois zones, au Darfur et dans l'est du Soudan.

L'accord de partage des richesses signé entre le gouvernement du Soudan et le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais en janvier 2004¹ souligne la nature transitionnelle des accords fonciers. En se concentrant sur les droits d'usage, il évite explicitement d'aborder le problème de propriété foncière. Il y a un risque que la régulation des droits territoriaux et l'utilisation des terres par différents niveaux du gouvernement ne soient pas synchronisées. Le statut légal des organismes décisionnaires, leur hiérarchie, leur fonctionnement interne et les procédures d'orientation vers le tribunal constitutionnel demeurent troubles. Les progrès de l'incorporation des normes et des pratiques coutumières dans la législation ont été plus lents que prévu.

Les principaux instruments de gestion de l'utilisation des terres au cours de la période temporaire de six ans sont des commissions territoriales – un organisme national, une commission territoriale du sud du Soudan et les commissions d'état

dans les zones affectées par le conflit au sud de Kordofan et au Nil Bleu. Les commissions doivent coordonner leurs activités et définir des normes pour la résolution des conflits. Leurs fonctions peuvent inclure – à leur discrétion – l'arbitrage, les conseils sur les réformes foncières et les droits fonciers coutumiers, l'évaluation des compensations et l'enregistrement des pratiques d'utilisation des terres. Ce sont des incertitudes concernant la nature de la loi sur laquelle se base l'arbitrage: la reconnaissance du droit coutumier; l'exécution d'attributions de terres; les alternatives de redressement dans le cas où une commission refuserait de considérer une réclamation; et les possibilités de faire appel. Si les commissions nationales et sudistes ne parviennent pas à conclure un accord, l'affaire doit être renvoyée au tribunal constitutionnel, mais la question de savoir si le tribunal constitutionnel basera sa décision sur la législation statutaire ou coutumière ou sur les principes d'équité

reste trouble. Aucune des commissions n'a été formée pour l'instant.

La communauté internationale devra apporter le financement et l'expertise. Les meilleures pratiques internationales doivent être suivies dans les domaines de l'arbitrage, de la médiation et de la conciliation et en évitant un conflit entre les normes coutumières et statutaires. L'union et la consolidation de toutes les normes coutumières existantes doivent être une priorité. L'approche vers une consolidation juridique doit être participative et les informations légales – et quand nécessaire, l'aide juridique – doivent être accessibles aux communautés et aux femmes analphabètes.

La réforme dans le nord

Beaucoup d'études ont souligné le besoin de réforme de l'exploitation et de l'administration des terres rurales dans le nord du Soudan. Ceci apparaît d'autant plus clair alors que le conflit en cours au Darfur provient entre autres de conflits sur les terres disponibles. Tandis qu'il se peut qu'il faille fournir des solutions spécifiques au Darfur et dans l'est du Soudan, les principaux inconvénients du système actuel à travers le pays sont :

- la vulnérabilité des petits exploitants agricoles au risque d'être délogés des terres communales par des investisseurs plus riches
- le manque de politique claire pour une utilisation des terres viable pour l'environnement
- le fait de ne pas systématiquement faire appliquer les droits d'utilisation des terres nomades – constante source de tensions
- le manque de consultation avec les communautés locales sur les questions d'utilisation des terres
- la coordination médiocre et la décentralisation inefficace des services d'extension et de commercialisation
- l'utilisation extensive des semences de basse qualité avec de plus grands risques de maladies et de diminution des récoltes
- le manque de reconnaissance statutaire des droits aux ressources naturelles
- une structure de crédit agricole largement orientée contre les petits

Des nomades arabes dans le Nord du Darfour voyageant durant la saison des pluies, Juillet 2005.



exploitants traditionnels. Tel que présenté ailleurs dans cette publication,² le statut foncier dans Khartoum et aux alentours et dans certains centres urbains dans le nord où les personnes déplacées ont construit des logements temporaires est une importante source d'inquiétude. Les déplacements forcés, bien qu'ils soient en accord avec la loi et exécutés au nom du "renouveau urbain," contredisent les standards internationaux des droits de l'homme. Le plus grand défi est d'assurer que l'intégration dans les centres urbains de la vallée du Nil est une option valable pour les personnes délocalisées par la guerre qui peuvent ne pas souhaiter retourner dans le sud, dans les zones touchées par le conflit dans le centre du Soudan ou dans l'ouest. Ceci suppose une accélération de l'aménagement urbain, une assistance à l'accès légal à un lopin de terre pour y résider et un investissement dans les services d'eau et d'électricité et éventuellement dans des logements abordables subventionnés par le gouvernement. Le besoin des résidents urbains d'accéder aux terres de jachère périurbaines pour leur autonomie doit faire l'objet d'affacturage, éventuellement en développant des zones vertes autour des villes. La communauté internationale doit entamer un dialogue beaucoup plus soutenu et cohérent sur la politique avec le gouvernement national et les gouvernements étatiques concernés si des normes significatives doivent émerger.

Politique foncière dans le sud

Conformément au principe général que "les terres dans le nouveau Soudan appartiennent aux communautés," le système judiciaire du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais repose principalement sur la législation coutumière. Ceci se caractérise par l'absence de cadastres formels, la prédominance des droits d'utilisation des terres (par opposition aux droits fonciers), l'acquisition du pouvoir d'attribution des terres aux chefs tribaux, la perte de droits fonciers en cas de non utilisation prolongée, l'absence virtuelle de ventes de terres et la coexistence possible des droits qui se chevauchent sur le même territoire. Les coutumes doivent être acceptées comme des solutions légales légitimes. Il est peut-être intéressant de rechercher dans quelle mesure les droits fonciers coutumiers pourraient être convertis en droits fonciers statutaires à travers le cadastre approprié. Cela pourrait protéger les communautés locales

de la pression excessive des rapatriés ou d'étrangers puissants, neutraliser les litiges issus du chevauchement de coutumes ethniques différentes et restreindre la spéculation foncière potentielle.

La plupart des régimes coutumiers acceptés par le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais en tant que base de règlement de litiges fonciers impliquent l'arbitrage des litiges familiaux par des chefs ou des sous-chefs et la remise de l'affaire aux chefs exécutifs plus importants ou au tribunal régional lorsque l'une des parties n'accepte pas le résultat. Les défauts de ce régime peuvent être notamment le manque de clarté des règles d'arbitrage, la nature non exécutoire de l'arbitrage et le risque que les parties intéressées, surtout si elles sont de tribus différentes, puissent ne pas accepter de lancer une cause d'arbitrage. Aussi, le droit foncier coutumier est documenté de manière inégale – plus richement dans les territoires Dinka et Nuer, de manière beaucoup plus éparse en Équatoria. Finalement, la caractéristique commune des régimes traditionnels de gestion de territoire est leur discrimination contre les droits fonciers des femmes.

Le développement des politiques foncières semble reposer sur des hypothèses non vérifiées – que les retours seront définis (soit dans les zones rurales, soit dans les zones urbaines), que les rapatriés se satisferont de ce qui est disponible et que le processus sera échelonné. Elles ignorent la tendance naissante à former de nouveaux centres urbains et le besoin de ré-établir un équilibre durable entre les populations rurales et urbaines. Les ménages ruraux, surtout s'ils sont pastoraux, doivent accéder à une variété de sols et de ressources naturelles différents pour vivre. Pour accéder aux terres dans les régions rurales, il ne s'agit donc pas simplement d'avoir un lopin pour y construire un abri, un jardin adjacent et un champ de culture. L'utilisation non agricole de la terre est un défi similaire dans le sud comme dans le nord, surtout là où l'insécurité a restreint les déplacements des bergers et les a impliqués dans des litiges prolongés.

Le régime foncier dans les zones urbaines tenues par le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais est un défi considérable, car c'est là que les problèmes des retours risquent de se faire sentir le plus fort. Les zones urbaines sont supposées passer sous la juridiction directe du gouvernement du sud du Soudan, mais aucune législation foncière statutaire n'a encore été émise en raison

de l'occupation militaire prolongée par les forces armées soudanaises ou par le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais. Un nombre croissant de transactions est mené sur une base juridique instable. Dans le nord, le besoin des résidents urbains d'accéder aux terres de jachère périurbaines pour une subsistance durable doit être considéré en aménagement urbain, afin de développer des zones vertes autour des villes, ce qui se passe spontanément autour de Juba. Si les rapatriés doivent particulièrement être affectés dans différents quartiers ou installés dans de nouvelles régions est une question ouverte qui soulève des craintes que des ghettos se forment si la dernière option est choisie. D'autres problèmes sont associés à des constructions non autorisées, aux transactions passées sur des terres non possédées et à l'interdiction militaire d'accès aux terres. Dans le sud anciennement contrôlé par le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais, l'ancienne administration foncière a été complètement détruite par la guerre. Les cas de documentation perdue ou incomplète, de topographie médiocre, voire absente et de manque d'installations techniques sont proportionnellement plus importants que dans les régions anciennement contrôlées par le gouvernement du sud Soudan.

Conclusion

Les défis issus des problèmes de politique territoriale au Soudan semblent presque insurmontables, pourtant il existe beaucoup d'exemples de solutions satisfaisantes dans divers pays qui viennent de subir un conflit. Après plus de deux décennies de guerre civile, il est vital que la communauté internationale comprenne l'importance des problèmes territoriaux au Soudan et qu'elle reste concentrée sur le dialogue de politique et le support institutionnel.

Domenico Polloni était conseiller supérieur en politique auprès du bureau des Nations Unies du RC/HC, Khartoum/Nairobi et conseiller en conflits sur la mission d'évaluation conjointe des Nations Unies. Il travaille actuellement dans le département des affaires politiques de la mission des Nations Unies au Soudan (UNMIS). Courriel : polloni@un.org. Cet article a été écrit à titre personnel et ne reflète pas forcément le point de vue des Nations Unies.

¹ www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900SID/SZIE-SZJSKB?OpenDocument

² Se reporter aux articles aux pages 41 et pages 42

Promesses contre engagements

par Toby Lanzer

Environ 400 représentants venus de plus de 60 pays et organisations se sont rencontrés à Oslo en avril 2005 pour une conférence des donateurs du Soudan. Six mois plus tard, les attentes ont-elles été satisfaites?

Le principal objectif de la conférence accueillie par le gouvernement norvégien était de solliciter les donateurs pour qu'ils soutiennent le Soudan jusqu'à la fin de l'année 2007. Deux types de soutien étaient recherchés. D'abord, un montant de 2,6 milliards de dollars comme contribution de la communauté internationale pour la première phase du programme de développement de l'équipe de transition nationale conjointe. (Ceci présentait les coûts des programmes identifiés au cours de la mission d'évaluation conjointe et encourageait le Soudan à apporter 5,3 milliards de dollars sur les 7,9 milliards de dollars requis) La seconde requête était de 1,5 milliards de dollars pour les besoins humanitaires et en réparations, tels qu'identifiés dans le programme de mise en œuvre 2005 des Nations Unies, qui élabore les secours, les premières réparations et les initiatives de développement. Ce chiffre global de 4,1 milliards de dollars n'incluait pas les requêtes financières pour l'action humanitaire, les activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR), l'allègement de la dette ou la mission au Darfur de l'Union Africaine.

Au cours de la conférence, les délégués ont fait des promesses substantielles qui se montaient à 4,5 milliards de dollars (bien qu'une partie soit pour l'Union Africaine). Tandis que les donateurs ont reconnu leurs responsabilités en apportant un soutien financier au Soudan, ils ont souligné le fait qu'ils attendaient des parties qu'elles mettent en œuvre – en toute bonne foi et dans les délais – l'Accord de Paix Globale (CPA) signé trois mois plus tôt. Certaines délégations ont été plus loin en déclarant que des améliorations significatives devaient être vues au Darfur et qu'elles devaient respecter les droits de l'homme à travers le pays avant que les promesses ne soient totalement engagées. Dans l'ensemble cependant,

les donateurs ont conclu sur un ton positif et il semblait que l'objectif de 4,1 milliards de dollars avait été atteint.

Le décryptage des 4,5 milliards de dollars promis par des dizaines de délégations pour divers buts au cours des trois années a constitué un défi. À la clôture de la conférence, le ministre du développement norvégien, Hilde F Johnson, a fait remarquer qu'environ 2 milliards de dollars seraient pour des réparations à plus long terme, dont 500 millions de dollars allaient être acheminés à travers un Fonds de Dépôt multi-donneurs (MDTF) géré par la Banque Mondiale. Ceci a laissé un écart d'environ 600 millions de dollars pour le plus long terme. Environ 1,1 milliards de dollars ont été promis pour les programmes humanitaires et de premières réparations, dont seulement 306 millions de dollars ont été clairement promis pour le programme de mise en œuvre, qui se retrouve avec un grand manque de financement. Que s'est-il passé depuis?

Divers représentants des Nations Unies dans le monde continuent à travailler avec les donateurs pour assurer que les promesses se concrétisent. Les promesses pour l'aide humanitaire sont suivies dans l'ensemble par le service de suivi financier¹ au bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) à Genève. Dans le cas du Soudan, ceci est soutenu par une base de données gérée par les Nations Unies à Khartoum. Les deux présentent la même histoire intéressante. À la base, les promesses d'actions humanitaires et de premières réparations ont été engagées. Dans ce sens, les promesses faites à Oslo ont abouti. Toutefois, compte tenu des besoins précis des gens, les Nations Unies ont dû augmenter les conditions du programme de mise en œuvre de 1,5 à 1,9 milliards de dollars et ainsi pas plus de 50% sont financés. Un supplément d'argent est nécessaire aujourd'hui pour soutenir les

Soudanais, en particulier dans le sud, où des dizaines de milliers de rapatriés comptent sur les programmes de secours et de réparation pour les aider à refaire leurs vies.

Le suivi des promesses d'aide au développement est l'envoi du comité d'assistance au développement au sein de l'organisation pour la coopération et le développement économique² et, pour ce faire, il faut un temps considérable compte tenu de la nature des programmes à plus long terme. Ainsi, il serait prématuré d'avancer que toutes les promesses d'Oslo ont été engagées, mais il est au moins évident que les engagements restent à la traîne dans un secteur particulier. Sur les 500 millions de dollars destinés à être acheminés à travers le fonds de dépôt multi-donneurs, au cours de la période 2005-07, environ 102 millions de dollars se sont matérialisés jusqu'à présent, laissant un manque à gagner de 80 millions de dollars pour 2005. Six mois après Oslo, il est temps que les donateurs transforment leurs promesses en engagements. Le financement est vital pour constituer la base de la reconstruction et du rétablissement de la paix au Soudan.

La conférence d'Oslo a procuré un forum important pour que l'équipe de transition nationale conjointe élabore ses programmes et que la communauté internationale exprime son soutien. Les promesses se transforment en engagements, encore que ce soit lent. Ce n'est que lorsque toutes les promesses – politiques et financières – seront honorées que la conférence pourra être reconnue en tant que réussite.

Toby Lanzer (ancien visiteur associé au Centre d'Études sur les Réfugiés) est le directeur du Processus d'Appel Consolidé (CAP) au bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), à Genève. Cet article a été écrit à titre personnel. Courriel : lanzer@un.org.

¹ www.reliefweb.int/fts

² www.oecd.org/dac/stats

Perspectives sur l'Accord de Paix Globale

par Endre Stiansen

Les protocoles sur le partage des richesses et des pouvoirs sont au cœur de l'Accord de Paix Globale et constituent les clés de voûte du processus de construction d'un nouveau Soudan

L'Accord de Paix Globale (CPA) a émergé d'une crise nationale extrêmement complexe. La guerre civile avait éclaté avant même l'indépendance en 1956; les chiffres de la mortalité rapportent jusqu'à deux millions de morts; les principaux protagonistes représentaient deux idéologies distinctes – l'islamisme et le laïcisme – qui ont nourri des visions du Soudan concurrentes; et les deux parties – le gouvernement du Soudan et le Mouvement/l'Armée de Libération du Peuple Soudanais – savaient qu'elles ne pouvaient pas gagner une victoire militaire directe. L'Accord de Paix Globale¹ est radical dans sa proposition de solutions innovantes pour corriger les causes d'origine de la longue guerre civile au Soudan, prudent dans le sens où les principaux problèmes restent irrésolus et conservateur depuis que les parties aux négociations conservent le contrôle dans leurs principales sphères d'intérêts (respectivement le nord et le sud du Soudan). L'Accord de Paix Globale tentait à la fois de porter secours à un pays profondément divisé en abordant les causes d'origine du conflit et pour résoudre des problèmes fondamentaux qui ne pouvaient pas être résolus par la force militaire.

Quelles causes d'origines les parties aux négociations ont-elles vues? L'Accord de Paix Globale donne des réponses tout à fait claires. Pendant trop longtemps, le pouvoir politique et économique avait été concentré dans le centre. Le "Nouveau Soudan" exigeait le partage du pouvoir et le partage des richesses. En retour, ceci demandait de trouver les moyens de garantir une représentation centrale de toutes les régions périphériques et de transférer un partage équitable des richesses nationales depuis le centre des régions. Les négociations étaient structurées autour de ces thèmes et les protocoles sur le partage du pouvoir et des richesses forment le cœur des Accords de Paix Globale.

La sécurité et les trois zones

Cela ne sous-entend pas que les autres protocoles de l'Accord de Paix Globale – l'accord de sécurité et les accords sur les "trois zones" (les zones contestées d'Abyei, des montagnes Nuba et du Nil Bleu) – étaient moins importants. Au contraire, pour le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais, le protocole de sécurité (qui reconnaît le rôle de l'Armée de Libération du Peuple Soudanais en tant que "forces armées régulières, professionnelles et non partisans"²) était nécessaire, parce que seule l'arrivée de l'Armée de Libération du Peuple Soudanais apporterait une protection suffisante au droit de faire sécession si le peuple du sud du Soudan vote en faveur de la sécession à la fin de la période temporaire de six ans. Les protocoles sur les trois zones étaient également essentiels parce que le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais a toujours déclaré représenter les intérêts de ces zones et ne pas conclure quoi que ce soit de moins que des accords séparés éloignerait de la légitimité du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais. De plus, l'accord des montagnes Nuba/Nil Bleu sont devenus le terrain d'essai de ce que les principes de partage du pouvoir et des richesses signifierait dans le nord du Soudan. Les représentants à la fois du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais et du gouvernement du Soudan ont suggéré qu'un arrangement pour les montagnes Nuba et le Nil Bleu pourrait servir de modèle pour les autres régions dans le pays, telles que le Darfur et la province de l'est.

Le protocole sur Abyei forme une partie unique de l'Accord de Paix Globale dans le fait que c'est le seul corps de texte duquel les parties ne revendiquent pas d'être les auteurs.³ C'est significatif et peut indiquer un souhait – par les deux parties – de se distancer de cette partie de l'ensemble de l'accord avec laquelle ils trouveront qu'il est le plus difficile

de vivre lorsque la période temporaire de six ans se fermera. Il y a toujours beaucoup d'incertitudes quant à la façon de résoudre le problème d'Abyei – à savoir si elle rejoindra le sud du Soudan (et fera peut-être partie d'un nouveau pays indépendant) ou si elle fera toujours partie du nord du Soudan. Déjà les chefs de certaines tribus arabes dans la région – des circonscriptions importantes du parti dirigeant du congrès national – ont signalé qu'ils ne souhaitent pas faire partie du sud du Soudan. De même, il y a des chefs issus des populations africaines de la région qui insistent pour qu'Abyei soit re-transférée au sud du Soudan. Le rapport de la commission sur la frontière d'Abyei visait à aborder certains des problèmes les plus controversés mais a attisé encore plus les émotions. Si un compromis global avec lequel tout le monde peut vivre n'est pas atteint, Abyei pourrait se transformer en un autre Cachemire.

Le partage des richesses et du pouvoir

"Pour rendre l'unité attrayante" est une phrase clé de l'Accord de Paix Globale. Au cours des négociations, il est apparu clairement que les parties en avaient une compréhension différente. Pour le gouvernement du Soudan, rendre l'unité attrayante était une responsabilité conjointe et le but ultime des négociations. La position du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais était plus nuancée. Tandis que le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais en tant que mouvement politique encourageait à une réforme totale des structures politiques et économiques de l'ensemble du Soudan, il était bien connu que la plupart des cadres dirigeants du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais, ainsi que la vaste majorité du peuple du sud du Soudan, préféraient une sécession à une unité continue. Pour cette raison, ils ont pensé que la principale responsabilité pour rendre l'unité attrayante reposait sur le gouvernement attiré de Khartoum et les futurs gouvernements nationaux. Par exemple, la continuation d'un système très centralisé de gouvernement

ne rendrait pas l'unité attractive. Le gouvernement du Soudan a donc dû accepter un système de gouvernance qui s'orientait sur une prise de pouvoir réelle des états et des régions. De plus, la direction à prédominance non musulmane du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais n'était pas préparée à vivre sous des lois islamiques et de ce fait le gouvernement du Soudan devait accepter qu'il n'y ait que la loi sharia dans le nord.

Les négociateurs du gouvernement du Soudan ont fait des concessions majeures pour rendre l'unité attrayante. Les principes de décentralisation sont au cœur de l'accord et les pouvoirs accordés au gouvernement du sud du Soudan (GoSS) sont étendus. Le protocole de partage des richesses donne au gouvernement du sud du Soudan environ 50% du revenu net du pétrole produit dans le sud du Soudan, privant le trésor central d'une grande partie de la base de ses revenus potentiels. Les prix exorbitants du pétrole ont, dans une certaine mesure, mitigé l'impact de cette concession, mais il faudra du temps pour compenser la perte de revenus. La sécession du sud du Soudan, où la plupart des réserves de pétrole sont supposées avoir été situées, aurait évidemment des conséquences encore plus grandes pour le trésor à Khartoum.

Le nouveau Soudan

Personne n'a articulé la vision du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais d'un Soudan transformé – le "nouveau Soudan" – avec plus de conviction que feu Dr John Garang. Les ambitions nationales du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais se reflètent dans le protocole de partage du pouvoir. Le président du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais est également premier vice-président du Soudan et les représentants du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais seront désignés à environ un tiers de tous les postes ministériels lorsque le gouvernement de l'unité nationale sera formé. De plus, la composition du service civil national sera réformée pour qu'elle reflète plus la nation en tant que tout. L'Accord de Paix Globale trace également la route au Mouvement de Libération du Peuple Soudanais pour s'établir en tant que force politique à compter avec le nord du Soudan. Jusqu'à ce que les élections soient tenues après environ trois ans, les

membres du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais tiendront 10% des sièges dans les législatures des états du nord, servant de tremplin au mouvement pour s'établir en tant que mouvement national.⁴

La mort soudaine du Dr Garang a conduit beaucoup d'observateurs à se demander sur le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais minimisera ses aspirations nationales en faveur de la préparation à une indépendance totale dans six ans. Le nouveau président, Salva Kiir, n'a pas la même expérience d'articulation d'un programme national (malgré son discours d'inauguration dans lequel il a refusé les suggestions prétendant qu'il était en faveur de l'indépendance⁵) et le nouveau président député, Riek Machar, s'est avancé en 1991 quand il a cherché à remplacer Garang en partie parce que ce dernier n'était pas en faveur de la sécession. L'engagement – ou non – de la direction du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais dans un programme national n'aura aucune conséquence importante pour la mise en œuvre des arrangements de partage du pouvoir. Une autre dimension de cette question est comment le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais s'associera aux partis politiques établis dans le nord du Soudan. Puisqu'il n'y a pas lieu de croire que le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais perdra sa position de prédominance dans le paysage politique du sud du Soudan, tout laisse à penser que quelque alliance politique conclue par le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais deviendra la force politique prédominante dans le pays. Ceci explique pourquoi tant de prétendants de l'ensemble du paysage politique soudanais flattaient le Dr Garang. Salva Kiir a hérité du rôle de faiseur de rois potentiel mais peut ne pas vouloir consacrer beaucoup de temps à la politique au niveau national.

La mise en œuvre de l'Accord de Paix Globale est également une question de capacité. La différence entre le nord et le sud est totale. Dans le nord, les capacités existantes ont été améliorées; dans le sud, les systèmes doivent être construits pratiquement de rien. Le secteur financier est un bon exemple. Il y a des banques dans la plupart des centres commerciaux dans le nord du Soudan et le système bancaire est stable. À l'exception des villes principales dans le sud du Soudan, il n'y a pas de banques, ce qui veut dire que les

transferts d'argent sont difficiles, que le public doit transporter de l'argent liquide et que le secteur commercial n'a aucun accès aux marchés financiers qui offrent des prêts à des taux concurrentiels. Il faudra du temps pour que la capacité institutionnelle dans le sud du Soudan se développe, même avec le support élargi de la communauté internationale.

Conclusion

Deux parties ont négocié l'Accord de Paix Globale. Les critiques ont accusé le processus d'être exclusif et d'autres forces politiques ont exigé d'être incluses. Les parties ont reconnu que lors de la phase post conflit, il serait essentiel d'élargir le processus politique. La préparation et l'adoption de la constitution temporaire nationale a démontré à la fois la volonté d'inclure d'autres groupes et la volonté de tels groupes à participer. Mais ce n'était qu'un test et probablement relativement simple. La crise au Darfur et l'agitation en effervescence dans les régions de l'est du pays posent d'autres défis plus considérables. L'Accord de Paix Globale fournit un cadre pour faire face à ces défis. La réussite ou l'échec peuvent dépendre du degré de volonté du nouvel effectif politique de Khartoum de prendre les principes du partage du pouvoir et des richesses.

Endre Stiansen est chercheur à l'Institut de Recherches sur la Paix Internationale à Oslo. Il a participé aux négociations du gouvernement du Soudan-Mouvement de Libération du Peuple Soudanais, initialement en tant qu'observateur norvégien, puis plus tard en tant que personne ressource sur le partage des richesses pour le secrétariat de l'Autorité Intergouvernementale sur le Développement et la Paix au Soudan. Aucun des points de vue exprimés dans cet article ne doivent être entendus comme les points de vue du gouvernement norvégien ou de l'Autorité Intergouvernementale sur le Développement. Courriel : es@prio.no.

¹ Texte complet à www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900SID/EVIU-6AZBDB?OpenDocument

² www.justiceafrica.org/Final_Cease_Fire_agreement.pdf

³ Une note en bas de page explique que le Protocole "est le texte complet de la proposition se trouvant dans les <Principes de l'accord d' Abyei >, présentée par l'Envoyé Spécial des Etats-Unis, le Sénateur John Danforth, au Premier Vice Président Ali Osman Mohamed Taha (HE) et au Président Dr John Garang (SPLM/A)...Les Parties déclarent, par la présente, adopter ces Principes en tant que bases pour la résolution du Conflit d' Abyei.

⁴ Le CPA confère également 10% des sièges au Parlement au Parti du Congrès National dans le Sud du Soudan, lui garantissant de rester une force considérable au Sud du Soudan.

⁵ <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/4142554.stm>.

La paix peut-elle s'effilocheur?

par Suliman Baldo

SOUDDAN

Si la communauté internationale n'affronte pas les problèmes graves – en mettant un terme au soutien du parti dirigeant pour ses milices mandataires du sud, en défiant la corruption, en encourageant la démocratie, la participation croissante et la transparence (en particulier par rapport aux revenus pétroliers) – le répit de la guerre au Soudan risque d'être éphémère.

Comme la plupart des accords négociés, les dispositions de l'Accord de Paix Globale (CPA) concernaient tout le monde, mais laissaient toutes les parties sur leur faim quant à l'aboutissement de leurs objectifs. L'accord était prévu sur un partage extensif du pouvoir, des richesses et des accords de sécurité et établissait un système fédéral asymétrique, avec le gouvernement du sud du Soudan (GoSS) en tant qu'intermédiaire entre le gouvernement central et les états du sud, mais aucun gouvernement régional dans le nord.

Bien que l'Accord de Paix Globale soit détaillé et global, il reflète les intérêts directs du Mouvement / Armée de Libération du Peuple Soudanais (SPLM) et du Parti dirigeant du Congrès National (NCP) uniquement. L'exclusion de beaucoup d'autres groupes en périphérie menace la viabilité à long terme de l'accord. Le Parti du Congrès National et le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais – ennemis jurés de longue date – forment un étrange tandem qui doit travailler ensemble sur la mise en place de l'accord de paix aux frais d'anciens alliés laissés en dehors.

L'accord de paix pose une menace réelle pour de nombreux groupes associés au régime du Parti du Congrès National qui ont signé l'Accord de Paix Globale sous la contrainte, à la fois pour éviter la pression internationale sur le Darfour et pour renforcer la base de son pouvoir domestique en concluant un partenariat avec le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais. La plupart des membres du Parti du Congrès National s'aperçoivent que les élections libres et équitables prévues pour 2009 par l'Accord de Paix Globale les éloigneraient probablement du pouvoir. Beaucoup craignent également que le référendum sur l'autonomie produise un sud

indépendant, coûtant ainsi à Khartoum une grande partie de son contrôle sur le pétrole et d'autres ressources naturelles et minérales du sud. Des signes montrent que le Parti du Congrès National cherche à affaiblir la mise en place de l'accord de paix en utilisant la milice, la corruption et les tactiques des Forces de Défense du Sud du Soudan (SSDF) de "diviser pour mieux régner." Il encourage activement les hostilités entre les groupes du sud, dans l'espoir que des combats entre sudistes s'avèreront suffisamment déstabilisants pour que le référendum soit repoussé indéfiniment sans en porter la responsabilité.

Ces tactiques sont susceptibles de s'intensifier si la pression sur le Darfour diminue et si les discussions promues par l'Union Africaine à Abuja demeurent au point mort en raison de divisions entre les deux principaux mouvements rebelles. Les politiques de régime vis-à-vis du Darfour n'ont pas changé, malgré la désapprobation étrangère. Les auteurs des nettoyages ethniques conservent un pouvoir non négligeable dans le nouveau gouvernement de l'unité nationale, qui reste ainsi sur sa position de refus de prendre les mesures militaires et politiques nécessaires à la résolution du conflit: neutraliser les milices Janjaweed et établir un pouvoir et un partage des richesses réels entre le Darfour et Khartoum.

En préparation à l'arrivée du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais à Khartoum, les dirigeants du Parti du Congrès National ont élaboré plusieurs encouragements. Un dirigeant du Parti du Congrès National a dit au Groupe de Crise International (ICG): "Ils ont de nouvelles voitures et de nouvelles maisons de côté à offrir. Chaque figure préminente du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais se verra désigner un député des services de sécurité du gouvernement pour les surveiller." Les membres de la première délégation du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais à toucher le capital ont plaisanté en disant qu'ils seraient "subdivisés" à leur arrivée. C'est ce qui s'est passé avec beaucoup de politiciens du sud au cours de l'interlude de paix de 1972 à 1983 qui a été introduit par l'Accord d'Addis Ababa et c'est ce qui a été fait pour

affaiblir d'autres groupes de l'opposition depuis que les dirigeants actuels ont pris le pouvoir en 1989. L'intransigeance du Parti du Congrès National au cours des négociations pour la mise en place du gouvernement de l'Unité Nationale et la nomination de ses éléments irréductibles notoires aux ministères clé de la sécurité et de l'économie et en tant que conseillers du président a indiqué sa détermination à conserver le contrôle. En réalisant les conséquences d'avoir été manœuvrés, l'ambiance au sein du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais et de l'opposition du nord était morose lorsque la mise en place longuement attendue de l'Accord de Paix Globale a été amorcée.

John Garang a survécu à de nombreux défis et à des ruptures pour maintenir le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais, pour finalement mourir tragiquement lors d'un accident d'hélicoptère après trois semaines de mise en place de l'Accord de Paix Globale. Les négociations de paix ont été menées par un groupe sélectionné autour de Garang, créant des ressentiments parmi les exclus. Salva Kiir, le nouveau Président du sud du Soudan, était en profond désaccord avec Garang entre novembre et décembre 2004 sur le manque de transparence et de consultation dans les prises de décision. Refaire du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais un organisme ouvert et transparent inclusif dans ses prises de décisions était un défi important que Garang venait d'entamer; c'est plus crucial que jamais, maintenant qu'il n'est plus là. Aujourd'hui, il est moins susceptible de pouvoir faire d'importantes contributions vers une résolution de la guerre et des catastrophes humanitaires au Darfour ou des problèmes en ébullition dans l'est du Soudan. Les chances de la sécession du sud ont augmenté.

Si le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais doit exécuter sa part dans la prévention d'une crise éventuelle de l'Accord de Paix Globale et retourner à la guerre, il doit effectuer des transformations essentielles dans sa façon d'opérer. Il a lutté toutefois dans sa transition d'un mouvement rebelle à un parti politique. Son manque d'inclusion et de transparence dans ses prises de décisions a reflété d'une certaine façon

son approche d'adversaire de longue date à la gouvernance. Il est loin derrière son programme pour convertir ses guérillas en une nouvelle armée et a fait peu de progrès en ce qui concerne la création de structures institutionnelles de gouvernance et un changement de méthodes excessivement centralisées des prises de décisions, faiblesses générées par un manque d'argent. La frustration croît lorsque les objectifs de paix n'ont pas été atteints.

Un renforcement du soutien public et diplomatique pour l'accord de paix et en particulier pour le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais est nécessaire en cette période difficile. Les partenaires de la Troïka, les États-Unis, le Royaume-Uni et la Norvège ont une responsabilité particulière. Il faut faire plus pour assurer que les éléments irréductibles à Khartoum opposés à l'Accord de Paix Globale n'exploitent pas la mort de Garang pour remettre en cause sa mise en place stricte. Le Conseil de Sécurité des Nations Unies doit réagir rapidement à toute violation du programme de l'Accord de Paix Globale afin de maintenir les parties dans le processus.

Les accords récents signés par le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais pour développer des concessions pétrolières dans le sud enfraignent l'Accord de Paix Globale et ont généré des critiques du gouvernement, comme au sein du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais lui-même et devraient être mis au rebus. Compte-tenu du fait que l'approche de Khartoum sur le pétrole a été encore plus problématique

depuis longtemps, il est urgent de revoir tous les contrats signés au cours de l'année passée. L'inquiétant est que l'Accord de Paix Globale ne possède aucun mécanisme pour résoudre rapidement les litiges qui ont émergé sur les frontières nord-sud dans les zones pétrolières, risquant un délai supplémentaire dans le déboursement indispensable des revenus pétroliers au gouvernement du sud du Soudan.

Les principales recommandations faites par le Groupe de Crise Internationale sont :

- Le Parti du Congrès National doit cesser de soutenir de quelque façon que ce soit les membres des Forces de Défense du Sud du Soudan qui n'ont pas été intégrées dans les Forces Armées Soudanaises.
- L'Autorité Intergouvernementale pour le Développement, les États-Unis et le Royaume-Uni doivent établir une commission, similaire à la Commission de la frontière d'Abeyi, pour déterminer les frontières nord-sud dans les zones de production pétrolière.
- La communauté internationale doit fournir une expertise technique pour assister la transition de l'Armée de Libération du Peuple Soudanais d'une force de guérilla à une armée professionnelle.
- Les églises, les organisations de femmes et les autres groupes de société civile doivent améliorer leur capacité à promouvoir un dialogue sud-sud.
- La Mission Préparatoire des Nations Unies au Soudan doit apporter une force de maintien de la paix dans le

sud avec une capacité de réponse rapide pour protéger les civils et répondre aux explosions de violence, en particulier aux actions offensives perpétrées par les milices infidèles.

- Le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais doit traiter la transparence et la responsabilité du nouveau gouvernement du sud du Soudan par la mise en place d'une commission anti-corruption, la création d'un poste de vérificateur général, demandant aux ministres de déclarer les actifs et de développer un code de conduite applicable pour les fonctionnaires.
- Plus de femmes doivent être incluses dans toutes les agences gouvernementales et les commissions.

Même si la mise en place de l'accord de paix avance, il est prévisible que le Soudan restera instable, compte-tenu des problèmes au Darfour et ailleurs, pour lesquels les réponses ne sont pas faciles. Avec l'Accord de Paix Globale, le peuple du Soudan a fait un petit pas en avant, mais un pas important vers la transformation du pays, dans une voie qui est cependant loin d'être sûre.

Suliman Baldo est directeur du Programme Africa, Groupe de Crise Internationale. Courriel : sbaldo@crisisgroup.org. Pour en savoir plus, reportez-vous aux rapports du Groupe de Crise Internationale au Soudan sur le site : www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=1230&l=1

La coordination des ONG au sud du Soudan

par Adele Sowinska and Wendy Fenton

L'accord de paix et la mise en place d'un gouvernement dans le sud du Soudan pose de nouveaux défis pour établir les moyens de coordinations des ONG.

Le forum des ONG a démarré en 1996 pour rassembler les ONG internationales (INGOs) associées à l'opération de survie au Soudan (OLS) – l'opération d'encadrement pour les organismes des Nations Unies et les ONG qui travaillent dans le sud du Soudan, établies en 1989. Le forum a été créé pour discuter des

problèmes autour de la programmation, de l'apport d'aides humanitaires et d'accès et ont éventuellement évolué pour inclure des membres extérieurs à l'opération de survie au Soudan et des ONG indigènes soudanaises (SINGOs). Depuis le début, le forum a développé des modalités de référence, s'est réuni tous les mois et a

accepté que la représentation serait faite à travers un comité de direction (SC) élu de sept à huit ONG. La représentation du comité de direction a été initialement divisée entre des ONG européennes/américaines et plus petites/plus grandes, mais il est rapidement devenu clair que certaines des plus petites ONG n'avaient pas suffisamment de personnel pour les activités du comité de direction. Les liaisons de haut niveau avec les donateurs et les Nations Unies étaient à la charge

du comité de direction qui discutait avec le forum plus large sur les questions d'intérêt commun et de soutien.

Le travail sous un accord tripartite entre les Nations Unies, le gouvernement du Soudan (GoS) et le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais a signifié que les ONG, qui sont venues sous l'encadrement des Nations Unies, étaient des partenaires inégales. Avec la mise en place du forum et du comité de direction, les ONG pourraient utiliser leur voix collective de manière plus avantageuse. Malheureusement, la distinction membre de l'opération de survie au Soudan/non membre de l'opération de survie au Soudan – que les Nations Unies ont été obligées de maintenir rigoureusement jusqu'à ce que les discussions de paix aient bien avancé – a créé des divisions et des rivalités artificielles qui ont sapé la coordination entre les ONG. Le manque de reconnaissance politique internationale du gouvernement de fait du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais a compliqué l'attrait des financements. Le manque d'une base fiscale viable et en l'absence de gouvernance et de régulation effectives, les autorités locales ont recouru à l'imposition directe et indirecte des ONG – un comportement qui était toléré et même encouragé par certains donateurs.

Le forum des ONG a apporté un point d'entrée pour que les ONG s'engagent dans le processus et les résultats de la mission d'évaluation conjointe (JAM) et les influencent. Les ONG désignées par le forum pour servir en tant que points centraux des groupes de mission d'évaluation conjointe, permettant aux équipes de la mission d'évaluation conjointe de recevoir les perspectives des ONG sans avoir à consulter individuellement tous les membres. L'engagement du forum à travers le comité de direction et les points centraux a aidé à l'établissement de la crédibilité des ONG avec de nouveaux acteurs importants tels que la Banque Mondiale et le programme des Nations Unies pour le développement.

Bien qu'il ne sera jamais possible au forum de représenter les vues de manière adéquate de plus de 80 ONG qui travaillent dans le sud du Soudan, des tentatives sont toujours faites pour consulter de manière aussi large que possible et d'intégrer des points de vue différents. Certaines ONG sont particulièrement bonnes pour rester au courant du contexte politique complexe au Soudan,

tandis que d'autres sont plus axées sur la mise en œuvre du programme. La vaste gamme de mandats, de structures et de capacités des ONG internationales et des ONG – et le fait que certaines ont des allégeances politiques évidentes – complique l'accès à un consensus et pourrait compliquer l'accord sur les mécanismes d'autorégulation. Même les plus grosses ONG sont déjà tiraillées et la haute direction a du mal à contribuer au forum.

Les ONG indigènes soudanaises individuelles et les petites ONG internationales n'ont pas toujours la capacité de participer activement au forum, en particulier sur le comité de direction. Il y a un danger – réel ou perçu – que leurs perspectives ne soient pas correctement représentées ou qu'ils soient exclus tout court. Certaines ONG soudanaises qui sont membres des réseaux des ONG indigènes soudanaises, telles que les nouvelles ONG indigènes soudanaises (NESI)¹ et la fédération des organisations de la société civile soudanaise (FOSCO) ont essayé d'aborder ce problème en permettant aux réseaux – de les représenter.

Nouvelles réalités

À ce jour, toutes les réunions du forum des ONG se sont tenues à Nairobi. À l'avenir, le forum des ONG espère organiser la plupart des réunions dans le sud du Soudan. Beaucoup d'ONG ont déjà établi des bases ou des bureaux de liaison à Rumbek, la capitale du sud du Soudan, ou sont axées sur l'amélioration de la présence d'infrastructures et de gestion aux bases et aux bureaux dans d'autres parties du Soudan.

Avant le processus de paix, il était possible aux ONG d'éviter le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais et la commission de réhabilitation et de secours au Soudan (SRRC), son allier humanitaire. Les politiques de beaucoup de donateurs et des Nations Unies ont découragé, voire interdit l'engagement direct avec le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais. Maintenant que le gouvernement du sud du Soudan (GoSS) a été informé, la mise en place d'un cadre réglementaire des ONG qui soit clair et exploitable est essentielle pour apporter un environnement propice au redressement et au développement. En reconnaissant ce fait, la commission de réhabilitation/le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais ont fait des efforts considérables pour

travailler ensemble au développement d'un processus inclusif et ouvert pour la conception de ce cadre de travail. Lors des réunions à Rumbek, la commission de réhabilitation et de secours au Soudan/le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais étaient représentés équitablement. Les discussions étaient franches et tous les participants ont pu exprimer leurs diverses opinions dans un environnement ouvert et non menaçant. La réunion a eu l'honneur de la présence du Dr Riek Machar, 2ème vice-président du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais et du Dr Bellario Ahoy Ngong, Directeur de la commission de réhabilitation et de secours au Soudan. Le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais a confirmé son intention d'établir un environnement habilitant à la fois pour les ONG et pour le secteur privé. Ils ont également indiqué que, tandis que le rôle des ONG peut se pas changer beaucoup, les ONG devront reconnaître le rôle central du gouvernement du sud du Soudan dans les politiques de redressement et de développement et dans la planification et d'enregistrer formellement un nouveau conseil d'ONG nouvellement formé, composé d'ONG, du gouvernement du sud du Soudan et des représentants de la commission de réhabilitation et de secours au Soudan.

La coordination autour du retour et de la réintégration des personnes délocalisées dans leur propre pays et des réfugiés devrait bénéficier de la mise en place d'un cadre clair de réglementation des ONG. En 2001, Francis Deng (alors représentant spécial du secrétaire général) a présidé une conférence à Rumbek pour aborder les problèmes des personnes délocalisées dans leur propre pays et assister la commission de réhabilitation et de secours au Soudan à planifier leur retour ultime. Tandis que d'importants problèmes comme celui de la protection ont été abordés dans les discussions lors de la réunion et qu'une ébauche du cadre du travail sur les personnes déplacées a été faite et par la suite garantie à la fois par le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais et par le gouvernement du Soudan, il n'y a pas eu de suivi structuré. Les ONG peuvent et doivent jouer un rôle pour tenir le gouvernement du Soudan, le gouvernement du sud du Soudan et les Nations Unies pour responsables de la garantie que le cadre du travail sur les personnes déplacées et les principes directeurs des Nations Unies

sur la délocalisation domestique est maintenu, qu'il n'y a pas de retours forcés et que tous les rapatriés et les rapatriés potentiels ne sont pas manipulés par les acteurs politiques.

Depuis plus d'une année, les équipes des retours durables (SRT) menées par le gouvernement du sud du Soudan/les Nations Unies a été responsable de la planification des retours dans toutes les régions du sud. Toutefois, la capacité des équipes des retours durables à exercer leurs responsabilités a été limitée. Les réunions ne se sont déroulées qu'à Rumbek et pas dans d'autres régions du sud du Soudan. Elles n'ont impliqué qu'une poignée d'ONG qui se trouvent être présentes à Rumbek, ne comptent souvent pas de preneurs de décisions et présentent des informations parfois inexacts. De plus, il n'y a pas de discussion sur les ressources disponibles pour mettre en œuvre certaines des recommandations. Ainsi, les réunions se concentrent sur le partage d'informations plutôt que sur les prises de décision.

Les défis à venir

Bien que les réunions et les discussions initiales autour du futur cadre de réglementation des ONG aient été positives, il reste beaucoup de défis pour une coordination efficace des ONG dans le sud du Soudan :

- il y a un manque de clarté constant en ce qui concerne la relation entre l'Accord de Paix Globale et le cadre de gouvernance locale proposé.
- L'emploi du temps de la mise en place des structures politiques et du cadre juridique élargi au sein duquel le cadre de réglementation des ONG sera situé reste flou.
- Il y a des tensions entre les centralistes et les non centralistes dans le Mouvement de Libération du Peuple

Soudanais en ce qui concerne les rôles de réglementation de la commission de réhabilitation et de secours au Soudan et les divers ministères, commissions ou départements : Les ONG ont reçu des messages confus sur les autorités avec lesquelles interagir.

- Il y a des difficultés dans le recrutement international et national en personnel souhaitant être basé dans le sud du Soudan : Le gouvernement du sud du Soudan, les Nations Unies, les missions des donateurs et les ONG sont tous en concurrence pour la même masse de personnel soudanais qualifié et expérimenté.
- Le niveau de coordination de la structure administrative des ONG n'est pas clair.
- Les corps du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais ont toujours besoin d'un soutien considérable des Nations Unies et des ONG afin d'exercer efficacement les fonctions de coordination.
- Beaucoup de fonctionnaires de moyen et de haut niveau du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais/gouvernement du sud du Soudan ont non seulement des devoirs associés à leur adhésion au conseil de direction du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais et dans des agences liées à l'Accord de Paix Globale, mais ils ont aussi encore moins de temps à consacrer à la coordination, puisqu'ils assistent à l'abondance après l'accord de paix d'événements de construction de capacité.
- Le gouvernement du sud du Soudan et les donateurs similaires ont de plus en plus tendance à voir les ONG purement comme des entrepreneurs et des exécutants, en ignorant leur rôle de défenseurs et ce qu'ils apportent lors des débats sur la politique.

Les ONG, les autorités gouvernementales et les communautés qui ont l'habitude d'opérer principalement en modes de secours et d'urgence, auront des difficultés à s'adapter à un contexte qui requiert un éventail de réponses de secours, de redressement et de développement dans un cadre gouvernemental agréé. Le manque continu d'émergence de capacité gouvernementale a entraîné des attentes utopistes et imprudentes en ce qui concerne le rôle que les ONG joueront dans la prestation de services. Le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais devra articuler une vision de la construction de la paix qui représente les principes de la justice qui puisse être intégrée dans les politiques, les structures et les systèmes existants du nouveau gouvernement. Le règlement des conflits latents qui doivent faire surface au lendemain de l'Accord de Paix Globale et la garantie de la paix demandera une réponse coordonnée par le gouvernement du sud du Soudan, les ONG, les groupes de société civile et les églises. Les ONG ne devraient pas se limiter à un rôle de prestataire de services, mais elles devraient être autorisées à continuer d'apporter des suggestions valables dans les débats sur la politique et la stratégie et, quand besoin, d'agir en tant que chiens de gardes et défenseurs.

Adèle Sowinska est assistante du représentant du pays dans le programme du sud du Soudan des services de secours catholiques. Courriel: asowinska@crssudan.org. Wendy Fenton est directrice du programme du sud du Soudan pour Sauver les Enfants RU. Courriel: w.fenton@scfuk.or.ke.

¹ www.nesinetwork.org

Promouvoir la suprématie du droit dans le Soudan post-conflit

par Yasmine Sherif

Les principaux protagonistes dans les conflits au Soudan se sont engagés pour la paix, mais les obstacles à la construction d'une bonne gouvernance sont énormes.

L'Accord de Paix Globale (CPA) signé entre le gouvernement de la république du Soudan (GoS) et le Mouvement de

Libération du Peuple Soudanais/Armée de Libération du Peuple Soudanais (SPLM/SPLA) le 9 janvier 2005,

représente une opportunité considérable pour restaurer le contrat social entre les autorités soudanaises et les citoyens du Soudan.

Toutefois, afin d'optimiser l'impact de l'engagement renouvelé à la construction d'un Soudan juste et en paix,

il est également essentiel de reconnaître l'état fragile dans lequel le Soudan et son peuple sont actuellement piégés. Car, alors que le Soudan émerge d'une situation de guerre et s'avance vers une stabilité politique, le pays reste étouffé par le conflit et par la faiblesse des institutions de gouvernance et de la suprématie du droit.

Face à ces réalités, la promotion de la suprématie du droit au Soudan est un objectif à long terme qui demandera une approche progressive vers une vision élargie. Tandis que l'Accord de Paix Globale représente un engagement formel du gouvernement du Soudan et du plus grand groupe de rebelles aux standards conduisant à la démocratie, la justice et la paix, le processus de construction de la paix devra avancer et prolonger ces aspirations à travers des interventions immédiates et à moyen terme qui peuvent servir de bases de construction pour un développement à long terme et peut-être même d'un processus de paix.

Le processus de construction de la paix doit chercher à donner aux intéressés les moyens de s'engager activement pour prévenir et mettre fin aux violations des lois et des standards internationaux et nationaux et restaurer la confiance dans les institutions judiciaires informelles et formelles chargées de l'application de la loi. Il faut du temps pour instaurer une culture de justice qui réponde à une construction de capacité à long terme et à un développement humain durable.

Le défi

Des décennies de guerre ont militarisé le Soudan. Les institutions législatives, judiciaires et d'application des lois souffrent d'un manque de capacité et de formation adéquate. Les écarts institutionnels et opérationnels dans le domaine de la suprématie du droit sont aggravés par une circulation massive de petites armes, un conflit de basse intensité continu dans certaines parties du pays et un manque de confiance publique dans un système de justice impartial. Les forces militaires et de sécurité sont les principaux agents de "l'ordre public", souvent au prix de droits de l'homme basiques. L'autorité conférée aux acteurs militaires et de sécurité constitue la plus grande menace à l'éclosion au Soudan de la justice, la paix et d'un développement durable.

Des décennies de gouvernement sur-centralisé, l'absence de pratiques de suprématie du droit, les énormes disparités de développement entre le centre et les régions et les capacités faibles, voire inexistantes, empirent les choses. On s'attend à ce que la violence continue de se propager dans certaines régions, malgré l'Accord de Paix Globale. Dans l'environnement actuel, et imprégnées du sens fort d'un droit de possession d'armes, les communautés voient leurs armes comme seul moyen de protection en l'absence de la suprématie du droit. Quand les gens retournent dans leurs régions d'origine, il est à craindre que les conflits à propos des terres et autres possessions s'enveniment.

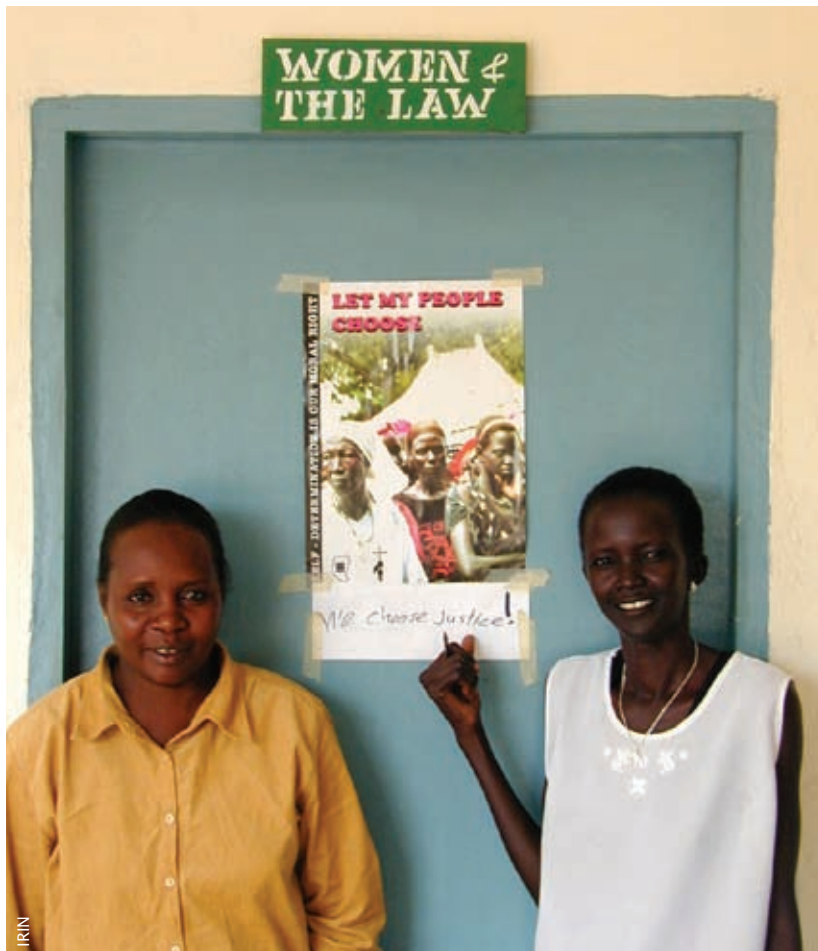
Tandis que la société soudanaise dans l'ensemble a enduré les conséquences d'un conflit armé, le plus gros de la guerre a été subi principalement dans le sud, où les capacités les plus essentielles au niveau physique, humain et institutionnel manquent grandement. Il y a une pénurie chronique d'auxiliaires de justice et d'autorité compétents et indépendants. Le fait que seuls 22 juges formés sur 750 envisagés conformément à l'Accord de Paix Globale soient en place, souligne le besoin d'établir un centre de formation parallèle pour combler l'écart du nombre de professionnels qualifiés au cours de la période temporaire. L'infrastructure physique du système judiciaire au sud du Soudan est pratiquement absente. La justice traditionnelle est encore rendue sous un arbre, tandis que même les tribunaux de première instance dans les villes ont besoin de fenêtres. L'appareil judiciaire n'a virtuellement aucun moyen de transport, de communication ou autres ressources essentielles et nécessaires pour rendre la justice, comme les bibliothèques, les livres de droit ou même le texte des quelques lois promulguées par le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais. Il faut renforcer les mécanismes traditionnels de résolution des conflits dans le sud (ainsi qu'établir des institutions légales viables de la suprématie du droit conventionnel) et assurer que les policiers – dont la plupart sont des soldats démobilisés du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais – reçoivent une formation sur le travail de policier basé sur la communauté.

Par le passé, le droit coutumier faisait partie intégrante de la résolution

pacifiste de conflits, ce qui signifie que l'établissement de structures légales ne peut se faire sans tenir compte des mécanismes traditionnels. Toutefois, il sera nécessaire de réviser les droits coutumiers et les pratiques contre les standards internationaux des droits de l'homme. Les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables dans le système coutumier tel qu'il est appliqué dans le sud du Soudan. Du fait que souvent elles ne sont pas considérées comme des sujets légaux, les femmes ne peuvent pas posséder de biens, tandis que la justice pour enfants semble inexistante.

Dans le nord, les structures judiciaires sont plus développées, mais l'indépendance de l'appareil judiciaire semble avoir été compromise – comme le prouve la révocation arbitraire de juges, de procureurs généraux et d'officiers de police judiciaire qualifiés. La législation existante ne garantit pas la totalité de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales, tandis que les décrets militaires et les lois d'urgence sapent ces droits actuellement protégés par le droit légal. Bien qu'une infrastructure physique existe dans les principales villes, de grandes zones dans le nord restent grandement sous-développées, avec un agent de police pour 1000 habitants. En termes d'équité et d'égalité des sexes, des inquiétudes particulières ont été soulevées concernant la (l'in-)capacité des femmes à rechercher la justice et les décisions d'appels. Les juges ont besoin de cours de rafraîchissement dans tous les domaines de la jurisprudence moderne, y compris la justice relative aux disparités entre les sexes.

Les femmes en prison sont vulnérables. Estimées à environ 2% de la population carcérale, leurs crimes principaux sont la distillation d'alcool, la prostitution et les larcins. La plupart ont été délocalisées depuis le sud et sont les seuls soutiens de familles. La plupart des femmes ne comprennent pas les procédures légales et manquent à la fois des compétences linguistiques et des conseils juridiques nécessaires à leur défense. Un nombre de femmes emmènent leurs enfants avec elles dans les prisons qui, à leur tour, manquent de budget pour répondre aux besoins des enfants. Beaucoup d'enfants en prison semblent être des enfants des rues qui ont été délocalisés par la guerre. Les enfants vagabonds sont criminalisés et le per-



Quand les femmes soudanaises méridionales essayent d'obtenir un divorce, elles sont parfois envoyées en prison. Le Centre Légal des femmes de Bahr-Al-Ghazal travaille pour empêcher ceci et pour confirmer les droits de celles qui sont emprisonnées.

sonnel des institutions pénitentiaires et de correction n'est généralement aucunement qualifié pour s'occuper de tels enfants. Le problème des enfants des rues et de leur détention est grave et il faudra investir dans les services d'enseignement et sociaux, ainsi que des mesures pour mettre à niveau le système de justice pour enfants et encourager le respect des droits de l'enfant.

Le système pénitentiaire se trouve dans un état dramatique. Il y a environ 55 prisons, mais beaucoup ne fonctionnent pas, ou seulement partiellement. Les conditions sont exécrables et incompatibles avec les standards internationaux des droits de l'homme. Les prisonniers manquent de nourriture, de services de santé, d'eau et d'électricité. Souvent ils sont lâchés la journée pour chercher de la nourriture pour survivre. Comme avec les services de police, beaucoup de préfets sont des anciens officiers militaires et, en raison de leur passé, ils accomplissent leurs devoirs comme des soldats plutôt que d'une manière compatible aux standards internationaux. Aucun des préfets n'a reçu de formation.

Tandis que le processus de paix mené par l'autorité intergouvernementale sur le développement a contribué à instaurer la confiance et la réconciliation politique entre le gouvernement du Soudan et le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais, le manque d'informations et de communication a créé des barrières entre les sudistes et les nordistes et parmi les sudistes eux-mêmes. Il est urgent d'investir dans un dialogue national, ainsi que dans un dialogue sud-sud qui a déjà commencé. De même, il faut une culture institutionnelle basée sur la citoyenneté, un sens du service et d'honnêteté et d'intégrité professionnelle. Les représentants du gouvernement ainsi que le grand public ont désespérément besoin de connaître les standards internationaux des droits de l'homme.

Le processus de construction de la paix

En établissant un environnement propice à la suprématie du droit, il est essentiel de remplacer une culture militaire par un cadre constitutionnel et légal, une application de droit

compétent et un appareil judiciaire indépendant. Sans ces éléments de base en place, peu de progrès seront faits. Ceux-ci ne peuvent se réaliser qu'à travers une approche multisectorielle. Les interventions pour gérer la suprématie du droit doivent être renforcées par des efforts parallèles pour démobiliser les acteurs armés conformément à l'Accord de Paix Globale, combattre la corruption et assurer une prise de responsabilités et la transparence de toutes les structures de gouvernance. Une approche complète et intégrée de la suprématie du droit demandera un cadre de travail élargi qui réponde:

- à l'application des lois, la réforme judiciaire et légale
- à la démobilisation, au désarmement et à la réintégration (DDR) et à la réforme du secteur de la sécurité
- à la décentralisation, à l'administration publique et aux élections
- à l'établissement de lois électorales, à la surveillance de la conformité et la création d'un environnement politique et de sécurité qui soit propice à des élections libres et justes
- à apporter des processus légaux plus proches de communautés

Le besoin en construction de capacité institutionnelle est énorme dans tous ces secteurs. Tandis que dans le nord, les structures existantes demanderont une réhabilitation et des réformes, le sud aura besoin d'un soutien massif pour établir des institutions à partir de zéro. Les professionnels dans le nord auront besoin d'une formation mise à niveau et de cours rafraîchis, tandis que le sud doit acquérir toute une nouvelle population active de professionnels. La mission d'évaluation conjointe (JAM) élabore en détails les besoins en construction de capacité institutionnelle à travers tous les secteurs, pas moins que pour le secteur de la suprématie du droit. En adoptant une approche marginale, la mission d'évaluation conjointe a identifié les objectifs immédiats et à moyen terme suivants :

- pour renforcer la compétence et la capacité immédiates des institutions de gouvernance et de la suprématie du droit pour apporter une sécurité humaine et l'accès à la justice, particulièrement en ce qui concerne les disparités entre les sexes, tout en protégeant les droits de l'homme

- pour améliorer la capacité en ressources humaines, étayées par un cadre légal et une capacité de fonctionnement institutionnelle
- pour s'assurer que la construction de la confiance et celle de la réconciliation reçoivent l'attention nécessaire à la conception et la mise en œuvre des programmes de suprématie du droit, afin de promouvoir la transformation durable d'une société qui prône les conflits
- pour contribuer à la création d'un environnement qui soit propice à la mise en œuvre de l'Accord de Paix Globale, y compris le retour et la réintégration des personnes délocalisées, des autres rapatriés, y compris la réintégration des anciens combattants, et, par la suite, à la construction d'une capacité à long terme dans le secteur de la suprématie du droit, d'élections libres et juste et d'une bonne gouvernance.

Dans l'analyse finale, la paix ne peut être construite et maintenue que là où la construction de capacités répond aux réformes institutionnelles comme comportementales. Comme dans toute autre situation post-conflit où les sociétés sont brisées et profondément affectées par un état de guerre civile, l'instauration de la confiance doit être une priorité transversale qui reprend les bases d'actions humanitaires, de développement et politiques. Sans changement d'attitude vis-à-vis de la justice et de l'égalité, tous les autres

efforts seront érodés ; éventuellement, le contrat social entre l'état et ses citoyens est restauré et maintenu par l'élément humain de cette société.

Tandis qu'un accord de paix formel peut lancer la construction du processus de paix, les effets d'un conflit armé demandent souvent un long processus d'ajustement comportemental. Des moyens nouveaux et progressifs de défense et de formation seront nécessaires. Des expériences sur le terrain prouvent qu'une réforme légale et structurelle seule n'est pas suffisante pour promouvoir le respect des droits de l'homme dans des situations post-conflit. En revanche, les efforts doivent également être faits pour soutenir à l'échelle nationale les intéressés à acquérir une plus grande compréhension des droits de l'homme universels et des standards éthiques inhérents de la culture soudanaise. Les programmes doivent viser à cultiver des attitudes positives et des systèmes de croyance sains, qui peuvent remplacer les attitudes négatives qui renforcent une culture violente. Les intéressés à l'échelle nationale doivent être soutenus et recevoir les outils pour déterrer leurs propres pouvoirs pour avoir un impact positif sur leur environnement. C'est alors seulement que nous pouvons véritablement construire la capacité des intéressés à l'échelle nationale pour intégrer les droits de l'homme et les valeurs principales de la justice dans leur propre sphère de pouvoir, leur vie de tous les jours et leurs responsabilités.

Pour finir, les indicateurs de progrès doivent être redéfinis. L'objectif déterminant de la suprématie du droit est de restaurer un contrat social viable entre les citoyens et l'état – un contrat qui protège la totalité de l'ensemble des droits de l'homme, qu'ils soient civils et politiques, économiques ou sociaux et culturels. Contre cet objectif, l'impact d'un programme efficace de suprématie du droit doit éventuellement être mesuré, non pas par le nombre de policiers ou d'avocats formés, mais plutôt par le degré de sécurité, de justice et d'autonomisation vécu par les citoyens au Soudan.

Yasmine Sherif, avocat, est directeur d'unité et conseiller supérieur sur la suprématie du droit dans le cadre des programmes des Nations Unies pour le développement au Soudan. Elle est l'auteur de Freedom from fear (la libération de la peur): promotion de la sécurité humaine pour le retour et la réintégration des personnes délocalisées au Soudan – une évaluation de la protection par le Comité International de Secours, kit de mai 2004.¹ Courriel: yasmine.sherif@undp.org. Cet article a été écrit à titre personnel et ne représente pas forcément la vision des Nations Unies.

¹ [www.db.idpproject.org/Sites/IdpProjectDb/idpSurvey.nsf/w/ViewCountries/1759879BCC019138C1256FC40050AE8A/\\$file/IRC+Return+Reintegration+IDPs+31May04.pdf](http://www.db.idpproject.org/Sites/IdpProjectDb/idpSurvey.nsf/w/ViewCountries/1759879BCC019138C1256FC40050AE8A/$file/IRC+Return+Reintegration+IDPs+31May04.pdf)

Le retour durable des personnes délocalisées dépend de l'approche de collaboration

par Sajjad Malik

Le groupe de moyens de subsistance et de protection social¹ de la mission d'évaluation conjointe (JAM) forme la base du programme de retour et de réintégration d'environ 6,7 millions de personnes d'ici à 2011. La réussite dépend de l'engagement du processus de paix globale et d'un soutien durable au niveau international.

Les Nations Unies estiment que le conflit et la sécheresse ont laissé 6,7 millions² de Soudanais délocalisés, dont environ 550000 réfugiés dans les pays voisins.

Une grande attention a été justement portée sur la plus grande population de personnes délocalisées dans le monde mais le redressement de la communauté

ciblera également les populations qui n'ont pas pu fuir la violence ou la sécheresse, ainsi que celles qui ont porté le fardeau de l'accueil des populations délocalisées. Beaucoup de personnes qui ont été délocalisées retourneront dans les communautés et les régions qui ont gravement subi divers facteurs y compris la guerre et la sécheresse et qui ont actuellement un accès extrêmement limité aux services sociaux de base.

Pour cette raison, le rapport du groupe a souligné l'importance:

- d'améliorer l'accès aux services sociaux de base pour tous les Soudanais vulnérables
- d'augmenter la participation et la protection des droits des groupes vulnérables, y compris les handicapés, les personnes âgées, les femmes et les enfants
- d'une augmentation de l'activité économique locale dans les communautés touchées par la guerre et marginalisées
- de mécanismes de protection nationale efficaces
- de soutenir les initiatives de développement local pour les communautés les plus vulnérables au Soudan
- de travailler pour le développement autocentré des rapatriés et pour se sortir graduellement par la suite de l'aide humanitaire.

Les efforts pour assurer des solutions durables aux délocalisations et pour renforcer les moyens de subsistance doivent tenir compte de la réalité du fait que les communautés vers lesquelles beaucoup retourneront ont elles-mêmes souffert d'une grande destruction et de privations. Le processus de retour est encore plus compliqué par la nature à long terme de la délocalisation et par le fait que des portions significatives de la population délocalisée ont été délocalisées pendant plus de 15 ans, vivent hors des camps et ont développé des stratégies d'adaptation et de subsistance sophistiquées nettement différentes de celles qu'ils connaissaient dans leurs régions d'origine. Beaucoup de rapatriés ne parlent pas forcément la langue de leur peuple et un grand nombre a été éduqué en langue arabe.

Les progrès des négociations de paix entre le gouvernement du Soudan et le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais ont augmenté la sécurité en 2004 et en 2005, assurant un plus grand accès aux organismes humanitaires pour les populations qui en ont besoin. Ces développements ont encouragé un retour spontané important (c'est-à-dire sans aide externe) vers les régions transitionnelles du sud du Soudan avec des ressources limitées, voire aucune. Toutefois, les groupes qui entreprennent de rentrer ou de se réinstaller affrontent des conditions extrêmes sur leur route. Beaucoup sont illégalement taxés, par-

fois harcelés ou attaqués, entraînant la perte de leurs biens – et occasionnellement de leurs vies. Le manque d'accès à des informations rapides ou précises en ce qui concerne le processus de retour exclut les choix informés et obscurcit les facteurs de risque potentiels qu'en-courent les populations sur le retour. Certaines personnes délocalisées dans leur propre pays à Khartoum sont déplacées de force des zones de délocalisation existantes, dans le cadre des efforts de renouvellement urbain.³ Le manque d'accès approprié à la protection et aux services dans les zones de retours/de réinstallation ont entraîné une seconde migration. Ces déplacements ont faussé l'équilibre démographique. Dans beaucoup de villages de rapatriés, il y a un nombre disproportionné de personnes âgées et de femmes alors que les hommes physiquement aptes recherchent du travail ailleurs et que les jeunes recherchent des opportunités d'éducation dans les villes.

Au fil des ans, les femmes, les enfants et les personnes âgées ont traditionnellement été exclus des mécanismes de participation. Certaines femmes réfugiées dans les camps craignent que les libertés gagnées en exil seront perdues au retour. À moins que les activités humanitaires, de redressement et de développement répondent à ces problèmes depuis le début et impliquent des groupes marginalisés dans la prise de décision des communautés, ces inégalités risquent de se perpétuer.

Dans l'environnement politiquement fragile du Soudan, les rapatriés ne doivent pas être laissés dans des conditions démunies pendant des périodes prolongées, sans protection, services de base et moyens de subsistance. Le processus de retour lui-même peut déclencher l'explosion de tensions localisées entre les rapatriés et les communautés d'accueil, car l'écologie et l'économie fragiles peuvent être déstabilisées. Sans engagement et sans soutien externe, il y a un risque réel de retours vers les pays d'asile ou de nouvelles délocalisations domestiques. Ainsi, l'analyse et le contrôle du conflit continu devraient être entrepris en visant à empêcher les différences naissantes ou les faibles conflits de déborder en confrontations violentes, soit entre les groupes vulnérables eux-mêmes, soit entre les groupes vulnérables et les communautés

d'accueil au cours du transit ou après la réinstallation.

La mission d'évaluation conjointe suggère qu'environ 70% des personnes délocalisées dans leur propre pays seront rentrées ou réinstallées d'ici la fin de la première phase de la période temporaire en 2007 et que 22% resteront là où elles résident actuellement à la fin de la période temporaire en 2011. Le haut-commissariat des Nations Unies estime que 90% des réfugiés retourneront au Soudan au cours de la période temporaire.

La situation souhaitée en 2011 doit avoir répondu aux besoins de réintégration durable des populations délocalisées (et des anciens combattants) et des communautés où elles retournent, se réinstallent ou dans lesquelles elles ont choisi de s'intégrer à travers le Soudan. Les objectifs importants d'ici à 2011 sont:

- un retour et une intégration durable aux lieux de délocalisation, de réintégration et de réinstallations dans le Soudan de 6,7 millions de personnes délocalisées
- une amélioration de l'accès aux services sociaux, y compris la prévention et le traitement du VIH/SIDA
- l'augmentation de la participation et de la protection des droits des groupes vulnérables (y compris les handicapés, les personnes âgées, les femmes et les enfants) relativement à l'apport de services
- l'augmentation de l'activité économique locale dans les communautés touchées par la guerre
- l'amélioration de l'efficacité des mécanismes de protection nationale
- l'amélioration de l'efficacité des initiatives de développement local
- l'amélioration du développement autocentré des rapatriés et du besoin en aide humanitaire minimisé/graduellement supprimé.

Les efforts de collaboration et l'intégration d'activités humanitaires, de redressement et de développement

La signature de l'Accord de Paix Globale (CPA) en janvier et la formation des gouvernements de l'unité nationale et du sud du Soudan en juillet 2005 ont constitué une opportunité de retour chez elles à des millions de personnes délocalisées. Toutefois, les défis sont énormes. Le retour et la réintégration



IRIN/Dirk Segaar

de millions de réfugiés délocalisés et de personnes délocalisées dans leur propre pays ne sont simplement pas une situation courante. Les contraintes en capacité et en ressources sont évidentes à tous les niveaux et dans tous les secteurs. Cela demandera des efforts concertés et soutenus de la part de tous les acteurs, nationaux et internationaux de l'ensemble de la communauté.

Les deux premières années du programme préparé par la mission d'évaluation conjointe seront cruciales. L'attention doit porter sur les interventions immédiates et à court terme en créant des terrains pour le retour et la réintégration des populations délocalisées. L'aide initiale doit avoir un impact immédiat et visible et doit se concentrer sur les réponses aux besoins de bases, sur la construction de la confiance et sur l'encouragement à la résolution des conflits et à la réconciliation parmi les populations dans les zones de retours. Une phase initiale réussie assurera également que la réintégration est durable et évitera la récurrence de la délocalisation ou de l'exode depuis les zones rurales vers les zones urbaines. Le processus subséquent de réintégration pour le redressement et le développement doit commencer en même temps.

Pour le retour et la réintégration des populations délocalisées, le principe de "4R" a déjà été adapté au Soudan pour inclure la "réinstallation" des personnes

délocalisées à l'intérieur du Soudan. L'approche de la programmation des 5R avec une planification basée sur les régions assurera des liens entre le retour et la réintégration des populations délocalisées avec des activités de redressement et de développement.

Les recherches de la mission d'évaluation conjointe suggèrent que les interventions de protection sociale doivent être concentrées sur les points de transition (en route depuis des régions de délocalisation et immédiatement à l'arrivée dans une nouvelle région) lorsque les chocs pour les populations généralement vulnérables peuvent excéder leur capacité à s'adapter et là où l'arrivée des rapatriés pourrait compliquer la vie des résidents qui manquent déjà de ressources. La sécurité alimentaire et physique doit être garantie et des transports appropriés doivent être procurés. Un contrôle est nécessaire pour réduire le risque de taxation illégale ou d'attaques physiques, pour vérifier le degré de volonté des retours et aider les opportunités d'intégration et de réinstallation locale. Les informations sur le VIH/SIDA et la mise en place de structures pour aider les gens à vivre avec la maladie doivent être établies. L'attention doit être également portée sur la protection des besoins des enfants soldats, des femmes associées aux forces de combat, aux combattants handicapés et aux combat-

tants souffrant de maladies chroniques. Des paniers de stockage pour les fermes doivent être donnés à ceux qui ont une expérience agricole pour se préparer au développement autocentré. L'impact rapide des projets de réintégration basés sur les communautés devraient assister les communautés à travers des services sociaux de base et donner des opportunités à ceux qui n'ont pas d'expérience agricole pour restituer ou acquérir les moyens de gagner leur vie, en évitant de dépendre totalement de l'aide alimentaire. Le Programme de travail des Nations Unies pour 2005 mise sur les interventions qui visent à apporter un soutien aux personnes délocalisées dans leurs régions de délocalisation, sur leur route et dans les zones de retours.

Beaucoup d'intéressés sont naturellement impatients – la population soudanaise, en particulier les personnes délocalisées et celles touchées par la guerre, les politiciens et les acteurs internationaux – d'assister aux besoins urgents et immédiats et de voir des "gains rapides." Ce sont là le plus souvent des projets d'infrastructures. Toutefois, l'expérience de d'autres situations post conflit suggère que cela devrait être équilibré avec un soutien tout aussi fort pour le "logiciel" de transition et de redressement – le renforcement des capacités et la reconstruction du capital social. La mission d'évaluation conjointe suggère que le processus des interventions de redressement des moyens de subsistance basés sur la communauté, qui se composera de services de soutien de base, du soutien pour des pratiques d'agriculture et d'autres activités agropastorales de subsistance durable qui protègent l'environnement et du soutien d'activités sur les fermes et hors des fermes générant des revenus, devrait inclure la protection et la sécurité, une construction de la paix et de la réconciliation, une aide sociale et un renforcement des capacités des autorités et des communautés.

Pour le retour des populations délocalisées, qui reste une des priorités du gouvernement, les actions suivantes seront propices à la promotion de la dignité et des droits des personnes délocalisées et des rapatriés au Soudan et sont basées sur des instruments internationaux pour la protection des personnes délocalisées dans leur propre pays et des réfugiés:

Un autobus à 26 places transportant 94 rapatriés à Kosti, en route vers le Soudan méridional, septembre 2005.

- augmenter la présence des contrôleurs internationaux ainsi que du personnel de programme/protection sur place et dans les camps des personnes délocalisées dans leur propre pays pour renforcer les contrôles, les interventions et la programmation
- contrôler les facteurs du pousser-tirer qui peuvent avoir un impact sur le processus des retours
- évaluer les options d'intégration dans le nord
- mener une campagne d'informations pour promouvoir les choix libres et informés et les retours volontaires
- procurer un moyen de transport au cours de la phase de retour spontané pour individus particulièrement vulnérables
- assurer un passage sûr le long des routes de retours à travers le déploiement d'observateurs militaires des Nations Unies, d'organismes des Nations Unies et d'ONG nationales et internationales
- établir un cadre légal pour le retour des personnes délocalisées
- contrôler la mise en place et la direction des postes intermédiaires
- diffuser les informations sur l'Acte de Paix Internationale
- défendre le droit humanitaire international à tous les acteurs armés
- assurer qu'une loi d'amnistie générale soit en place avant le retour organisé.

Les défis face au haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Le haut-commissariat des Nations Unies a été un partenaire actif dans ces efforts de collaboration au Soudan y compris dans le processus d'élaboration du cadre opérationnel du retour et de la réintégration des personnes délocalisées établi dans le programme de travail des Nations Unies pour 2005. Cette approche a entraîné l'harmonisation des standards pour la protection, le retour et la réintégration des personnes délocalisées dans leur propre pays sur les niveaux comparables des réfugiés de retour.

Le haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés augmente sa capacité opérationnelle et logistique pour le rapatriement des réfugiés depuis les pays voisins. Des missions récentes en République Démocratique du Congo et en République d'Afrique Centrale ont

confirmé qu'une majorité écrasante de réfugiés soudanais souhaitent rentrer chez eux. Les premiers rapatriements organisés se dérouleront au cours du dernier trimestre de 2005. Les programmes sont également finalisés pour le retour des réfugiés depuis le Kenya, l'Éthiopie et d'ailleurs.

Le haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés assume rôle directeur de coordonner les activités des Nations Unies pour le retour et la réintégration des personnes délocalisées dans leur propre pays dans toute la région équatoriale (l'Ouest de l'Équateur, l'Est de l'Équateur et Bahr el Jebel) et les états du Nil Bleu, qui sont également des zones de retours de réfugiés, pour assurer que le retour est durable et se déroule dans la sécurité et la dignité.

Lors d'une mission récente dans la région, le haut-commissaire António Guterres a rassuré les 66000 réfugiés soudanais au camp de Kakuma au Kenya que le retour serait totalement volontaire. Les encourageant à travailler avec les nouvelles autorités du sud du Soudan pour consolider la paix, il a donné les grandes lignes des mesures prises par le haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés afin de préparer leur retour. Cela comprend notamment la construction d'écoles, le déminage des routes, la reconstruction d'installations médicales, la restauration des services de distribution d'eau, la construction de la capacité des institutions locales et la formation aux droits de l'homme, aux lois sur les réfugiés et aux principes directeurs sur la délocalisation domestique de l'ordre judiciaire, de la police et autres fonctionnaires. À ce jour, il y a plus de 100 projets de réintégration basés sur la communauté qui sont mis en place par le haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en partenariat avec les communautés, les ONG, les organismes des Nations Unies et le gouvernement du sud du Soudan et beaucoup plus encore sont programmés, pour un coût total d'environ 28 millions de dollars.

Les activités du haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et les ressources sont toutefois limitées et les défis sont énormes. En parlant aux villageois dans le sud du Soudan, le haut-commissaire a promis de "dire aux chefs des peuples riches" dans le monde qu'ils doivent faire plus, mais il a éga-

lement prévenu que "nous n'avons que l'argent nécessaire pour pourvoir à tous vos besoins." Il a établi un lien clair entre l'aide au développement, la croissance économique et la paix. "Si nous voulons être des Ougandais en Ouganda, des Soudanais au Soudan et des Portugais au Portugal," a dit le premier ministre portugais, "nous devons arrêter la guerre. Mais il est très difficile d'avoir la paix si tout le monde est pauvre, si les gens n'ont pas assez à manger, si les enfants n'ont pas d'écoles."

La conclusion favorable de l'adoption de la mission d'évaluation conjointe, l'adoption de son rapport à Oslo et les promesses généreuses de financements ont généré beaucoup d'espoir et d'optimisme chez le peuple du Soudan, surtout chez les personnes délocalisées. Le processus de la mission d'évaluation conjointe a posé la base d'une réintégration et d'un développement à long terme. Le Programme de travail des Nations Unies pour révisé 2005 présente l'aide immédiate et urgente requise par les personnes délocalisées et les communautés d'adoption dans les régions de délocalisation, sur leur route et dans les zones de retours. Toutefois, le redressement et le développement à grande échelle et les interventions humanitaires restent une priorité. Tout retard dans la mise en place des mesures recommandées dans le rapport de la mission d'évaluation conjointe peut avoir des implications si les gens ne voient pas de part concrète de paix et si les personnes délocalisées sont incapables de rentrer chez elles. Cela constituerait un pas en arrière à la fois pour le développement et pour la paix.

Sajjad Malik, l'un des meneurs des sept groupes de la mission d'évaluation conjointe, est coordinateur de la réintégration à Khartoum pour le haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Courriel: malik@unhcr.org. Cet article a été écrit à titre personnel et ne reflète par forcément le point de vue des Nations Unies.

¹ pp211-246 du rapport sont disponibles à: www.unsudanig.org/IAM/drafts/final/IAM-report-volume-III.pdf

² See Cluster-7 report, pp 219, para 25

³ See Cluster-7 report, pp 220, para 28

La réalité du retour: les personnes déplacées au Darfour

par Mathijs Le Rutte

Malgré l'insécurité permanente, les personnes déplacées au Darfour commencent à rentrer chez elles. Le haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et d'autres organismes engagés par leur assistance et protection doivent s'assurer que les principes de caractère volontaire, de sécurité et de dignité sont appliqués.

Le 5 juillet 2005, une déclaration des principes pour la résolution du conflit soudanais au Darfour a été signée à Abuja par le gouvernement soudanais, le Mouvement de Libération du Soudan et le mouvement plus petit pour la justice et l'égalité.¹ Bien que ce soit là indubitablement l'étape la plus concrète vers la paix à ce jour, les doutes demeurent sur la façon dont cet engagement de principe sera appliqué en réalité.

Les personnes déplacées au Darfour continuent de souffrir de violences et de viols, de recrutement forcé et de sévices infligés aux enfants, de vols et de disputes des rares ressources. La présence de la police civile de l'union africaine semble avoir contribué à une amélioration relative de la sécurité, mais la situation reste imprévisible et fragile. Le rapport du 18 juillet établi par le secrétaire général sur le Darfour² stipule que "le Darfour est peut-être une zone de guerre moins active que ce qu'elle était il y a un an, mais les violations des droits de l'homme sévissent toujours fréquemment et les combats actifs ont fait place à un environnement suffoquant d'intimidation et de peur, entretenu par des milices toujours présentes." Même si l'engagement de paix des parties impliquées est réel et si les combats se dissipent, la réconciliation et la reconstruction seront des processus prolongés.

Cependant, un petit nombre de personnes rentrent chez elles dans leurs villages, souvent dans des conditions précaires, dans l'espoir de refaire leurs vies. Certains de ces mouvements de retours sont de nature locale, depuis le centre d'un village vers des établissements extérieurs, tandis que d'autres parcourent des distances plus grandes,

dans les trois régions du Darfour.³ Certains mouvements se sont également déroulés depuis la région frontalière du Tchad. D'après les contrôles qui ont pu être effectués dans la mesure du possible par le haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, la plupart de ces retours se sont avérés être une réussite.

La réponse du haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés aux retours des personnes délocalisées dans leur propre pays

Ceux qui rentrent ont désespérément besoin d'aide humanitaire. La décision du haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés d'aider ceux qui rentrent chez eux a initialement suscité des critiques, car on craignait que cela crée de fausses espérances parmi les personnes déplacées quant à la faisabilité du retour. Cette inquiétude n'étant pas totalement injustifiée, il est d'autant plus important que le haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés applique strictement les principes de volontarisme, de sécurité et de dignité, en entretenant une division stricte entre les installations et la promotion et en insistant sur la transparence complète.

Le haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés possède une profonde expérience en matière de rapatriement volontaire et a développé un cadre de base des standards pour les opérations de rapatriement.⁴ L'adhésion à ces standards a été un défi, non pas à cause des principes eux-mêmes – qui sont clairs et fortement inspirés des lois sur les droits de l'homme – mais parce que les rapatriements sont inévitablement influencés par les forces politiques. Le rapatriement est perçu comme une

preuve de stabilité politique des régions d'origine. Cela allège le fardeau sur les régions d'accueil et constitue peut-être simplement une option plus économique que de continuer à apporter de l'aide sur le lieu de refuge. Les rapatriements sont donc susceptibles d'être perçus comme la meilleure solution possible par le pays d'origine et le pays d'asile, ainsi que par les pays donateurs.

Les principes directeurs sur la délocalisation domestique, s'ils sont appliqués correctement, protégeront les individus contre les rapatriements précipités et mal organisés, voire forcés. Le principe 28 réitère les principaux standards utilisés dans le rapatriement des réfugiés: le caractère volontaire du retour et ce, dans des conditions de sécurité et de dignité. Un défi majeur est de rendre ces standards opérationnels.

Les principes directeurs mis en application

En matière de protection des réfugiés "le caractère volontaire" est largement considéré comme la base fondamentale du rapatriement et de la meilleure assurance contre le refoulement. Loin d'être simplement le contraire de "forcé," le caractère volontaire représente l'habileté de l'individu à décider que les conditions qui l'ont poussé(e) à partir n'existent plus ou au moins plus dans la mesure qui justifie une protection ailleurs. C'est également une condition pratique, car le retour volontaire a beaucoup plus de chances d'être viable.

L'accès aux personnes délocalisées dans leur propre pays est une condition primordiale pour assurer le caractère volontaire. Bien que les décisions de fuir puissent être prises en réponse à un mouvement de masse et que les retours puissent également être décidés au sein d'un groupe, il est important de considérer l'individu lorsqu'on évalue le caractère volontaire. La raison initiale de l'individu de fuir doit être comprise afin de vérifier dans quelle mesure les raisons ont cessé d'exister ou au moins

si elles ont évolué suffisamment pour justifier un retour.

Pour remplir les conditions de caractère volontaire, le facteur décisif pour le retour doit être le centre d'attraction positive du lieu d'origine, plutôt que la pression de la région de refuge. Cela suppose habituellement une amélioration des conditions dans la région d'origine, bien qu'il puisse y avoir d'autres raisons pour lesquelles un individu souhaite rentrer chez lui, comme les retrouvailles familiales. Le haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés considère que le point central du rapatriement volontaire est le retour – dans la dignité – dans et vers des conditions de sécurité physique, juridique et matérielle.

Là où les hostilités se poursuivent ou un effondrement général de l'ordre public persiste, le retour ne serait normalement pas soutenu. La sécurité publique exigerait des formes d'assurance de la part des autorités, soutenues par la communauté internationale là où c'est nécessaire. La sécurité juridique implique le retrait des barrières légales et administratives pour permettre le retour. Cela pourrait inclure la déclaration d'amnisties et l'assistance à la restauration des droits aux logements, aux terres et au patrimoine. La sécurité matérielle implique la disponibilité des besoins de survie et des services de base, comme l'eau potable, la santé et l'éducation.

Afin de pouvoir faire un choix libre, les personnes déplacées doivent avoir accès à des informations précises, objectives et mises à jour sur la situation dans les zones de retours. Dans l'idéal, le contrôle des retours sera mis en place dès que les retours commencent, afin de récolter les informations pour les rapatriés potentiels et pour évaluer les besoins et protéger les droits des rapatriés.

Les facteurs qui poussent – plutôt que tirent – les personnes déplacées sont notamment l'intimidation, les incitations à partir ou les pressions abusives. Le statut et les conditions de la personne dans la région de refuge comptent parmi les éléments les plus importants dans la

vérification du caractère volontaire. Si la personne n'a pas trouvé de protection et si ses droits ne sont pas respectés, elle peut décider de rentrer, mais ce ne sera pas un choix libre. De plus, il faut prendre en compte le niveau de pression que des tentatives collectives peuvent placer sur un individu.

La notion de "dignité" dans les retours n'a pas été clairement définie. La notion variera entre différentes cultures et il ne faut pas faire d'hypothèses. Il faudra longtemps avant que l'approche qui assure la participation effective des personnes délocalisées dans leur propre pays atteigne la condition de dignité.

Les étapes de rapatriement

Le haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés fait une distinction entre les différentes phases de retours: spontanés, soutenus et favorisés. Il est important que le haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés – et tous les autres acteurs humanitaires impliqués dans les retours – déterminent explicitement dans quelles conditions ils seront impliqués dans les différentes étapes des retours et quelles sont les activités qui constituent un tel engagement.

Pour chaque étape, il faut une liste de points de référence à atteindre avant de soutenir les retours. De tels points de références doivent être guidés par la mesure dans laquelle les conditions propices aux retours – c'est-à-dire la sécurité physique, juridique et matérielle – ont été remplies. Là où les personnes déplacées rentrent spontanément chez elles, le haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, peut assister dans les régions des retours, si l'accès existe. L'assistance peut se dérouler à la demande spécifique et pleinement informée des personnes délocalisées dans leur propre pays, même si le haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ne considère pas objectivement, qu'il soit sûr pour la plupart de rentrer chez elles. Le soutien des retours ne se déroulera que si et quand les conditions seront considérées comme propices aux retours dans la sécurité et la dignité.

Les décisions de la commu-

nauté internationale de faciliter ou de promouvoir les retours ne doivent pas seulement être prises avec la considération due à tous les facteurs pertinents, mais elles doivent également être clairement expliquées et communiquées à tous les acteurs, y compris aux personnes délocalisées dans leur propre pays. À défaut, cela risque de créer de fausses impressions sur les conditions de retours, ce qui risque à son tour de menacer leur caractère volontaire.

Mathijs Le Rutte est membre supérieur de la direction juridique auprès du département de la protection internationale du haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Genève. Les points de vue exprimés dans cet article sont personnels et ne reflètent pas forcément le point de vue du haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ou des Nations Unies. Courriel: lerutte@unhcr.ch.

¹ www.africa-union.org/DARFUR/DOP%205-7-05%20new.pdf

² <http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N05/423/17/PDF/N0542317.pdf?OpenElement>

³ *Les Etats de l'Ouest, Nord et Sud du Darfur.*

⁴ *UNHCR Handbook on Voluntary Repatriation: International Protection* www.unhcr.ch/cgi-bin/texis/vtx/publ/opendoc.pdf?tbl=PUBL&id=3bfe68d32 *Global Consultations Third Track ExCom Meetings, EC/GC/02/5 of 25 April 2002* www.unhcr.ch/cgi-bin/texis/vtx/home/opendoc.pdf?tbl=PROTECTION&id=3ccfe52e4

L'assistance aux retours des Dinka Bor délocalisés

par Paul Murphy

Les problèmes inclus dans le soutien au retour des communautés Dinka Bor délocalisées dans leur propre pays soulignent les défis complexes et souvent ignorés du règlement des conséquences du conflit sud-sud.

La guerre civile au Soudan a amené des centaines de milliers de personnes à quitter leur foyer pour empiéter sur les ressources d'autres, déclenchant souvent des conflits au sein des communautés du sud et entre elles. En même temps, les méthodes traditionnelles de gouvernance et d'arbitrage, qui autrefois surveillaient les litiges inter-ethniques et communaux, ont été gravement affaiblies. L'histoire des Dinka Bor en Equatoria souligne les défis associés au retour des communautés délocalisées du sud.

La dispute du pouvoir de 1991 au sein du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais a eu des retombées politiques et militaires qui se sont répercutées sur les failles ethniques. Cela a déclenché la fuite de plus d'un quart de million de personnes, des Dinka Bor pour la plupart – le même groupe ethnique que celui beaucoup des dirigeants cadres du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais – dans le Nil Supérieur. Les rapports affirment que des milliers de personnes ont été massacrées et que plus d'un million de bêtes ont été tuées.

Les Dinka, la tribu la plus importante dans le sud du Soudan, sont principalement des éleveurs de bétail, cependant beaucoup de ces personnes délocalisées ont cherché refuge dans la région d'Equatoria, une zone dominée par les agriculteurs. En conséquence, leur arrivée a suscité des tensions, aggravées par le fait que les personnes déplacées étaient soumises à une structure administrative distincte de celle de leurs hôtes et qu'elles maintenaient leurs propres normes coutumières sans considérer les traditions locales. D'autres complications sont survenues lorsque les Dinka-Bor délocalisés dans leur propre pays ont occupé les terres fermières et les zones de pâturages des groupes ethniques d'Equatoria, qui avaient l'impression que les personnes délocalisées agissaient en

toute impunité en raison de la protection politique qu'elles étaient censées recevoir. Après plus de dix ans en Equatoria, les Dinka Bor auraient de grands troupeaux de bétail – 1,2 millions de bêtes dans 62 camps des zones Mundri et Maridi et beaucoup plus ailleurs en Equatoria.

Les Moro en Equatoria de l'ouest accusent les communautés des camps Bor de détériorer leurs forêts, leurs cultures et leurs points d'eau et de manquer de respect pour les traditions et les autorités locales. Depuis 1999, de nombreuses tentatives ont eu lieu pour assister le retour des personnes délocalisées dans leur propre pays – manifestations, réunions de paix, rapatriement des personnes délocalisées dans leur propre pays à Bor, apport de camions pour le transport et l'amélioration de certains services à Bor – mais sans succès. L'Equatoria a offert de bons pâturages et d'autres bonnes opportunités économiques pour les personnes déplacées, un passage n'était pas sécurisé et les services inadéquats à Bor incitaient peu au retour.

En 2004, la situation a empiré en Equatoria de l'ouest et l'ordre public a été violé dans les zones Mundri et Maridi lorsque le conflit entre hôtes et personnes délocalisées dans leur propre pays s'est accru. La direction du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais a réagi, sans toutefois forcément prendre les implications pratiques en considération. Toutes les personnes déplacées et les troupeaux à Mundri et Maridi ont reçu l'ordre de retourner immédiatement dans le canton Bor. L'assistance de Pact, une organisation internationale avec une expérience sur la paix au Soudan, a été demandée. L'intervention devait être un pilote pour générer des approches et des leçons pour la direction du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais et les nombreux autres Bor délocalisés dans leur propre pays et éparpillés à travers l'Equatoria, pour assurer un processus de

retour plus large et favorable.

Le retour des Dinka dans leurs régions n'était pas un simple exercice de logistique, mais demandait une approche à multiples facettes et un dialogue approfondi entre les groupes ethniques, les autorités et Pact. Le cadre élaboré pour guider le processus de retour se concentrait sur:

- les causes et l'héritage de la rupture des relations et ses ramifications politiques futures ; d'où le besoin de redressement et de réconciliation
- le passage sécurisé à travers les territoires hostiles
- aborder les défis de réintégration comme la propriété du bétail, l'accès aux pâturages et à la gouvernance.
- fournir des opportunités aux Moro et aux Dinka de se rencontrer, d'échanger leurs points de vue et de s'adresser aux autorités
- établir une équipe directrice pour faciliter le dialogue de la communauté
- assurer l'inclusion des institutions basées sur la communauté, des comités de paix, des chefs et des groupes de société civile

Le point central de la stratégie de réponse était la mise en place de l'équipe de support de la réhabilitation et de l'intégration conjointe (JIRRST) élaborée par des représentants Dinka Bor, Moro et plus tard Mundari. L'équipe de support de réhabilitation et d'intégration conjointe a eu pour tâche de faciliter et de contrôler les mouvements de retours, d'anticiper les nouvelles inquiétudes, de diffuser les informations, d'aider à éviter les conflits et d'assurer la communication et la coordination avec les autorités politiques et militaires concernées et les autres acteurs. Les nombreuses réunions avec les intéressés ont amené l'équipe de support de réhabilitation et d'intégration conjointe à conclure que les préparations pour le retour ne pouvaient pas être précipitées. En mai 2004, au cours d'une réunion de la communauté Moro, un représentant supérieur du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais a toutefois ordonné que les personnes et bétails délocalisés commencent à rentrer le jour suivant.

Les 62 camps et tous leurs troupeaux se sont mis en marche à contre-cœur, mais seulement vers une région dans l'est du canton Mundri, car les pluies avaient déjà commencé. Les leaders des personnes délocalisées dans leur propre pays étaient soucieux de garder les plus vulnérables parmi eux (les femmes avec de jeunes enfants, les vieillards et les handicapés) avec les camps et les troupeaux au cours des semaines de lent voyage. Beaucoup des Dinka Bor se sont sentis poussés et craignaient pour leur sécurité. L'équipe de mission de support de réhabilitation et d'intégration conjointe a poursuivi le dialogue et la médiation, établi des comités de paix locaux le long des routes définies pour le retour et a mobilisé les ONG et les Nations Unies pour apporter une aide humanitaire.

En juin 2005, le chaos a suivi après qu'un officier militaire et quelques civils ont été tués. Deux camps et leurs troupeaux en avant ont eu à subir des vols de bétail et de biens personnels et 32 autres camps ont rapidement rebroussé chemin vers l'Équatoria de l'ouest. L'équipe de support de réhabilitation et d'intégration conjointe a cependant encore fait face au défi de contenir des relations qui se dégradaient rapidement entre les hôtes et personnes délocalisées. Huit camps ont traversé la rivière vers le canton Bor dans le Nil Supérieur et le reste doit rester jusqu'à l'approche de la prochaine saison des pluies.

Conclusion

Cette affaire – bien qu'elle soit encore "un travail en cours" – soulève beaucoup de problèmes concernant la pratique appropriée de support des déplacements de la population dans des situations instables. Les progrès ont suivi l'évolution "un cas de deux pas en avant, un pas en arrière," mais les investissements faits à travers l'équipe de support de réhabilitation et d'intégration conjointe ont été substantiels et largement efficaces. Malgré sa lenteur, la tendance générale est positive et l'approche a réussi à soulever une prise de conscience, à sensibiliser et à attirer les acteurs appropriés autour d'un cadre d'action commun. Un engagement plus important de l'ensemble de la communauté d'assistance est encore nécessaire.

L'expérience de Pact dans la réduction des conflits nous amène à soutenir une approche à facettes et à acteurs multiples qui requiert des installations incluant l'implication des représentants et des chefs gouvernementaux et l'engagement avec la direction nationale et la communauté internationale. L'approche se concentre sur les communautés hôtes affligées, sur les difficultés que représentent la sécurité du passage et la protection des personnes délocalisées dans leurs communautés hôtes au cours de la migration et dans leurs régions de retour. Il est vital de :

- comprendre et reconnaître l'environnement politique complexe dans lequel le retour se déroulera

- analyser les problèmes clés qui affectent la stabilité et le conflit et partager l'analyse avec les intéressés
- soutenir les efforts de collaboration autour des stratégies et des objectifs acceptés
- encourager et permettre aux institutions locales de jouer des rôles actifs dans la médiation et le soutien.

Malgré beaucoup de personnes à la base qui craignent que les conditions pour la paix soient commissionnées par des élites et que le processus soit prolongé, la signature de l'Accord de Paix Globale apporte un nouvel espoir de retour paisible des Dinka Bor et des autres personnes délocalisées dans le sud du Soudan. Les défis à venir sont monumentaux, mais ils doivent être abordés (fréquemment et de manière holistique) pour amener les conditions d'une paix durable au Soudan.

Paul Murphy a travaillé au Soudan depuis 1989 et est directeur de l'ONG Pact (www.pactworld.org) au Soudan. Pour l'élaboration de l'approche présentée ci-dessus et d'autres informations sur le programme sur le Soudan du Pact, veuillez visiter le site www.pactsudan.org.

Le périple épique des personnes délocalisées de Mabilia

par William Lorenz

Le soutien intensif donné par la communauté internationale pour assister au retour spontané des personnes délocalisées depuis le camp de Mabilia souligne l'énormité de la tâche que représente l'apport d'une assistance humanitaire similaire à des centaines de milliers également de retour chez eux.

L'Organisation Internationale pour la Migration (IOM) – avec le soutien du Programme Mondial Alimentaire, le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires, l'UNICEF, World Vision, MSF Espagne et les missionnaires Camboni – ont aidé environ 5000 personnes délocalisées dans leur propre pays issues de 10 tribus

différentes sur un voyage de 350 km à travers les forêts et les territoires hostiles de la province de Western Equatoria à retourner chez elles dans l'ouest de la province de Bahr el Ghazal. L'initiative du retour a démarré avec les personnes déplacées et l'assistance internationale n'a été fournie qu'après le début de leur voyage. Les rapatriés, qui avaient fui

de chez eux quatre ans plus tôt, ont entamé leur voyage depuis leur camp de Mabilia, au sud de la ville de Tambura. Le groupe a suivi une trajectoire le long de la frontière avec la République d'Afrique Centrale dans une tentative de traverser la rivière Busseri River avant le début de la saison des pluies.

C'était une expérience épuisante mentalement et physiquement pour les rapatriés (dont beaucoup étaient des ménages dirigés par des femmes), les soldats du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais qui assuraient la sécurité et l'équipe de l'Organisation Internationale pour la Migration qui les

accompagnait. Peu de temps après leur départ, le groupe a réalisé qu'il devait se frayer son chemin à la machette à travers la forêt. Il fallait lutter contre les mines, les moustiques, les vers de Guinée, les mouches tsé-tsé, les marais et les rivières en crue, négocier avec les milices rebelles non engagées dans le processus de paix et s'approvisionner en nourriture lorsque les largages prévus de nourriture avaient du retard. Pour une grande partie du trajet, la nourriture, les gaines de plastique, les moustiquaires et les troussees médicales ne pouvaient arriver que par les airs. Les pénuries en carburant et les pannes mécaniques signifiaient que seuls les plus vulnérables pouvaient être transportés par camions, forçant la plupart à se déplacer à pied. La diarrhée, la dysenterie, la malaria, les infections respiratoires aiguës et les blessures ont fait leur inévitable apparition. Les programmations d'évacuations médicales étaient impossibles. Lorsque la pluie est arrivée, les camions se sont embourbés et l'accès au transport aérien a été compliqué par l'état d'urgence qui a suivi la mort du Dr John Garang.

Le 7 août, le groupe est finalement arrivé dans un camp intermédiaire, à Bile près de la ville de Deim Zubeir,

où ils ont été accueillis par les représentants de la Commission de Secours et de Réhabilitation au Soudan et le commandant de la garnison du gouvernement du Soudan. Beaucoup sont retournés la tête haute et portant de nouveaux vêtements et des nouvelles chaussures qu'ils avaient enfilés après les avoir fastidieusement transportés emballés au cours de leur épreuve.

Malgré l'importance de l'engagement international, un voyage prévu pour durer au moins 30 jours a pris trois mois et demi. Tandis que 43 personnes sont mortes en chemin (avant l'arrivée de l'équipe de l'Organisation Internationale pour la Migration, 23 personnes délocalisées dans leur propre pays ont été tuées, écrasées par un camion qui s'est renversé sur un pont de fortune), 34 enfants sont nés. Les personnes déplacées resteront à Bile pendant deux mois avant de finalement rentrer chez elles à travers les districts de Raga et Wau. Au cours de leur séjour à Bile, elles recevront de la nourriture et une assistance à la réintégration, comme des semences et des outils agricoles.



William Lorenz a mené l'équipe de l'Organisation Internationale pour la Migration qui accompagnait les personnes déplacées. Courriel : wlorenz@iom.int .

Pour en savoir plus, reportez-vous à son journal en ligne sur le site de la BBC : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/4134230.stm> et la galerie de photographies sur le site: http://news.bbc.co.uk/1/shared/spl/hi/picture_gallery/05/africa_sudan_trek_revisited/html/1.stm

Cet article a été rédigé à titre personnel et ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'Organisation Internationale pour la Migration.

Les personnes déplacées et l'aménagement urbain de Khartoum

par Agnès de Geoffroy

La politique d'aménagement urbain – qui a entraîné la démolition dans Khartoum et aux alentours des logements des personnes délocalisées dans leur propre pays – souligne le besoin du Soudan d'adopter une législation spécifique pour les personnes déplacées et de trouver des solutions durables pour les sudistes délocalisés qui ne veulent pas quitter Khartoum.

Des événements tragiques récents ont attiré l'attention sur le problème négligé des camps de personnes déplacées dans leur propre pays dans la métropole de Khartoum, aujourd'hui lieu de résidence de cinq millions de personnes. En mai 2005, les forces de sécurité soudanaises sont arrivées dans la zone de squatters de Soba-Aradi, à 30 km au sud de Khartoum. Leurs tentatives de démolition des abris des personnes délocalisées

dans leur propre pays et de faire monter les gens dans des camions ont entraîné des altercations qui se sont soldées par la mort de 15 policiers et d'un nombre non communiqué de personnes délocalisées dans leur propre pays, y compris des enfants.

On estime à 325000 le nombre de personnes délocalisées dans leur propre pays réparties dans quatre camps officiels, établis en 1991, avec un supplément d'au

moins 1,5 millions d'autres personnes disséminées dans des camps de squatters non autorisés. La mobilité entre les camps, que par transfert forcé par le gouvernement ou déplacement volontaire, est grande. La plupart des personnes délocalisées dans leur propre pays ont été initialement délocalisées par le conflit dans le sud et dans les Montagnes Nuba ou par la sécheresse du milieu des années 1980. Elles font l'objet de discrimination et ont un accès inéquitable à l'emploi, l'éducation et aux services de base.

Les camps officiels de personnes délocalisées dans leur propre pays ont été établis en dehors des limites urbaines, mais la vitesse de croissance urbaine est si grande que les camps sont maintenant intégrés dans les faubourgs des villes. L'apport en eau et en électricité est un défi énorme que l'état n'a pas résolu.

Dans les zones de squatters et dans les camps de personnes délocalisées dans leur propre pays, seuls une poignée de résidents ont l'électricité, fournie par des générateurs de particuliers. L'eau est généralement obtenue de puits creusés par les ONG et gérés par des organisations basées dans les communautés. L'eau représente une dépense importante pour le ménage, surtout pour ceux qui vivent loin des puits.

Au cours des années 1990, les ONG internationales étaient actives dans les camps, fournissant de l'eau, des sanitaires, des soins médicaux et de la nourriture. Toutefois, en raison d'une amélioration de la situation dans les camps, de besoins accrus dans d'autres parties du pays et des restrictions aux accès par les ONG, la plupart des organismes se sont retirées de la ville grandissante de Khartoum, cédant généralement les projets aux organismes nationaux ou basés dans les communautés. La plupart des ONG internationales qui travaillent encore dans des camps et dans les zones de squatters mènent des projets à travers des organismes locaux. Les ONG locales ont souvent des capacités et des ressources limitées et ont du mal à répondre aux besoins, dans des domaines où le gouvernement se montre peu engagé à apporter de l'aide.

Pendant des décennies, l'aménagement urbain dans la ville agrandie de Khartoum a été associé aux violations des droits de l'homme. Les démolitions et les transferts ont amené les plus pauvres aux périphéries les plus éloignées de la ville. Dans le cas des camps de personnes délocalisées dans leur propre pays, les résidents ont reçu un accès temporaire à l'usage des terres, tandis que dans les zones de squatters, les terres ont généralement été squattées et subdivisées illégalement. Bien que certaines résistent, les personnes déplacées se soumettent à des décisions d'aménagement urbain, dans l'espoir de devenir par la suite propriétaires fonciers lors des attributions futures de parcelles. La plupart en savent peu sur les prix des parcelles et sur les critères officiels d'attribution de parcelles. Des rumeurs se bousculent et certaines familles s'installent avant les démolitions dans les camps de personnes délocalisées et établissent un racaba – un abri de branches, de feuilles de plastiques et de carton – dans l'espoir d'accéder à un titre de propriété légale. Les espoirs sont souvent anéantis dans un système opaque et corrompu qui privilégie les plus riches.

Les évictions se sont intensifiées au cours des dernières années – à la même époque que celle où le gouvernement et le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais avaient travaillé pour la paix. Sur les 665000 personnes délocalisées estimées qui ont eu leurs maisons démolies et ont été transférées de force depuis 1989, plus de la moitié ont été déplacées depuis 2004. Il y a une stratégie évidente de transférer les gens au nord-ouest de Khartoum, où le sol est moins fertile et la nappe d'eau est plus profonde. L'intérêt des investisseurs pour Soba-Aradi a fait grimper le prix des parcelles de terre. Des rumeurs disent que les démolitions à Shikane sont conçues pour aider les programmes d'investisseurs de l'Arabie Saoudite.

Le projet global pour les personnes déplacées a soulevé le fait que lorsque ces dernières sont déplacées, les écoles, les cliniques et les sanitaires ont été détruits. Aucun abri de remplacement ne leur est fourni et peuvent ne pas être avisées de la démolition ou peuvent être simplement réveillées par l'arrivée de camions qui viennent pour les embarquer. Beaucoup de personnes délocalisées dans leur propre pays ont été exclues de l'accès à une parcelle de terre, surtout celles qui ont perdu leurs documents d'identification, les ménages dirigés par des femmes, les personnes arrivées à Khartoum après 1996 et celles qui ne pouvaient pas se payer une nouvelle parcelle de terre. Le gouvernement n'a pas de politique pour répondre aux besoins des personnes délocalisées dont les maisons ont été démolies et qui n'ont pas droit à une nouvelle parcelle.¹

Défense

Les organismes internationaux et nationaux ont tenté de changer les pratiques du gouvernement de l'État de Khartoum. Une coalition interinstitutions de l'État de Khartoum – menée par le groupe pour le secours africain (FAR) suite à une initiative lancée par Enfants du Monde, Droits de l'Homme et soutenue par les Nations Unies – a dénoncé les méthodes du gouvernement et envoyé une pétition au Ministre de Planification.

La coalition et les organismes des droits de l'homme appellent à :

- un calendrier plus clair sur les périodes où un changement de zones dans des régions en particulier doit être effectué et lorsque la santé, l'eau,

l'électricité et d'autres services doivent être fournis.

- une plus grande transparence et équité dans l'attribution des parcelles
- des garanties que les rapatriements et les retours des personnes délocalisées dans leur propre pays seront de nature totalement volontaire
- un rejet de la définition des personnes délocalisées dans leur propre pays utilisée par le gouvernement: les organismes sont préoccupés par une annonce du Ministre de Planification et des Installations Publiques sur "la terminologie de 'personnes délocalisées,' comme n'étant plus appropriée pour identifier ces personnes qui vivent actuellement dans les camps."

Les tensions sont grandes entre le gouvernement de l'État de Khartoum et les ONG internationales. Les inquiétudes internationales au lendemain des incidents de Soba-Aradi ont été rejetées comme non fondées. Bien que les intentions du gouvernement de fournir des services pour réinstaller les gens puissent être bienveillantes, le seul résultat se résume souvent au marquage des rues. L'encouragement économique est évident pour que le gouvernement vende les terres occupées par les personnes déplacées. Cependant, en ces périodes de transition, le gouvernement s'intéresse peut-être au contrôle des populations du sud en en gardant un grand nombre à Khartoum. Pour sa part, le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais est très intéressé par le fait que les gens s'installent dans le sud, afin d'augmenter sa base politique à l'approche du référendum sur la question de l'indépendance du Sud. La gestion du problème des personnes délocalisées qui souhaitent rester à Khartoum sera un défi complexe et doit devenir une partie intégrale des processus de réconciliation nationale.

Agnès de Geoffroy est conseillère à mi-temps sur les problèmes liés aux personnes délocalisées dans leur propre pays et fait de la recherche pour le Groupe Urgence Réhabilitation Développement (URD).² Elle termine un doctorat à l'Université de Paris 8, sur la comparaison de l'intégration urbaine des personnes délocalisées dans leur propre pays à Bogotà et à Khartoum. Courriel: agnes@degeoffroy.com.

¹ www.db.idproject.org/Sites/IdpProjectDb/idpSurvey.nsf/wViewCountries/C2D3EBD8BAE2E279C1256E550059AEBD

² www.urd.org

Services d'information, de consultation et d'aide juridique pour les Soudanais délocalisés dans leur propre pays

par Sonia Di Mezza

Avec la signature de l'Accord de Paix Globale, beaucoup de personnes délocalisées dans leur propre pays envisagent de rentrer chez elles ou de se réinstaller dans d'autres régions. Pour ce faire, elles ont d'abord et de façon urgente besoin d'informations fiables et précises.

Certaines personnes délocalisées dans leur propre pays envoient des hommes de leurs familles en repérages pour évaluer les conditions, mais le voyage peut être dangereux et les informations obtenues sont limitées. Les informations fournies par les autorités ne sont pas non plus toujours fiables, reflétant souvent les objectifs politiques. Le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC) a mis en place un projet d'information, de consultation et d'aide juridique (ICLA) au Soudan, basé sur l'expérience similaire du NRC en apportant de l'aide dans des pays comme la Colombie, l'ancienne Yougoslavie, le Pakistan, l'Afghanistan, la Géorgie et l'Ouganda.¹

Les informations et la consultation sur le retour sont basées sur l'expérience que les réfugiés et les personnes déplacées qui envisagent de rentrer – sans toutefois en être encore certaines – sont mieux préparées lorsqu'elles ont elles-mêmes considérées avec attention l'envergure réelle du processus de retour et de réintégration volontaire. Les personnes déplacées ont besoin d'informations précises et fiables concernant leurs régions de déplacement d'origine, les routes des retours, la sécurité, l'emploi, la santé et les installations d'éducation et autres problèmes liés aux retours. Le travail du NRC sur l'apport d'informations et de consultation est fondé sur l'importance de connaître de manière réaliste et extensive l'expérience de ceux qui sont déjà rentrés, les conditions dans diverses zones de retours potentiels et les obstacles légaux ou autres auxquels les rapatriés risquent de se heurter.

En plus de l'expérience du NRC même, d'autres sources d'informations

sont toujours recherchées et utilisées. Les sources externes doivent être toutefois évaluées quant à leur crédibilité et leur impartialité et la façon dont les informations ont été accumulées et documentées. Le NRC a développé une base de données spécialement conçue pour le traitement trans-frontalier de grandes quantités d'informations sur les régions des retours et les problèmes juridiques.

Les questions et les sujets de préoccupations les plus courants sont notamment :

- Comment se préparer au retour?
- Quelles sont les réalités et les considérations sur la sécurité?
- Quelles sont les nécessités ou les considérations économiques, comme la reprise de possession des terres et des biens, les opportunités d'emploi ou les droits aux prestations?
- Quels sont les problèmes particuliers qui touchent les groupes vulnérables comme les minorités ethniques, les foyers tenus par des femmes et les enfants séparés?
- D'autres sont-ils rentrés dans leur région et quelles sont leurs expériences?
- Y a-t-il des procédures et des documents officiels en particulier qui sont requis pour les retours?

Les réfugiés et les personnes déplacées elles-mêmes n'ont généralement pas d'expérience de retour. Le processus de prise de décision peut être soutenu par du personnel compétent dans des centres de consultation et à travers des équipes mobiles qui visitent d'autres lieux.

Les conditions ou les problèmes juridiques constituent fréquemment des

obstacles au retour ou à la réintégration durable. Si nécessaire, le NRC approchera les organismes administratifs concernés pour la reprise de possession de droits immobiliers ou fonciers, afin d'obtenir les documents nécessaires requis concernant les documents de citoyenneté ou d'identité ou l'obtention de bénéfiques, comme les droits à l'emploi ou à des prestations. Si des affaires ne sont pas réglées pour négligence, entrave délibérée aux procédures ou à la justice ou simplement un acte illégal, le NRC poursuivra d'autres options disponibles, comme une représentation à l'audience, y compris des appels possibles aux cours domestiques plus hautes. Sur les questions du refus répétitif des droits juridiques de base des rapatriés, les affaires peuvent aller plus loin et être soumises aux cours internationales, comme la Cour Européenne des Droits de l'Homme ou à des organismes de traités internationaux, comme la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies à Genève. Dans d'autres contextes non juridiques, les solutions peuvent être trouvées à travers d'autres voies coutumières ou des demandes d'aide aux organismes locaux, nationaux ou internationaux concernés. De telles mesures seront toujours considérées pour éviter un recul sous forme de répercussions indésirables pour l'individu ou le groupe impliqué.

L'ICLA au Soudan

Au Soudan, le NRC a jusqu'ici installé des bureaux ICLA dans trois camps de Khartoum. Il existe également une unité mobile qui rend visite à d'autres lieux de délocalisation aux personnes délocalisées dans leur propre pays. L'une des principales missions du projet de l'ICLA est d'aider les personnes déplacées à obtenir des papiers d'identité et à demander des lopins de terre au gouvernement. L'ICLA a mis en place des ateliers pour les personnes déplacées et aide également les avocats soudanais

à apporter des conseils juridiques pour ces personnes délocalisées.

Le NRC a l'intention d'étendre ces activités au Soudan, afin de fournir des services d'information, de protection et de consultation pour les rapatriés ainsi que les personnes déplacées. La capacité en aide sera augmentée grâce à l'utilisation d'un réseau de partenaires, y compris des agents de protection déjà postés dans diverses zones de retours et le long des routes de retours, des communautés d'accueil, des chefs de communautés et d'autres organisations humanitaires. Le NRC prévoit de travailler pour préparer les communautés

dans les zones de retours, afin de traiter les conflits potentiels qui pourraient provenir des afflux de rapatriés, ainsi que pour fournir une formation sur les principes de protection, les droits de l'homme et la non-discrimination et permettre et donner aux communautés le pouvoir de reconnaître, rapporter et traiter les violations des droits. Le NRC travaillera également avec d'autres organismes humanitaires pour donner au gouvernement du sud du Soudan les moyens de remédier aux problèmes issus des retours et de les corriger.

Avec l'expansion des activités humanitaires au Soudan, on espère que

les conditions des retours et les options d'intégration seront communiquées à encore plus de personnes délocalisées dans leur propre pays, de rapatriés et de résidents de communautés d'accueil, qui s'en trouveront finalement mieux protégés.

**Sonia Di Mezza est directrice du projet de l'ICLA pour le NRC au Soudan.
Courriel : soniadimezza@hotmail.com.**

¹ www.nrc.no/NRC/core/Legal.pdf.

Période pour renforcer la protection des personnes délocalisées dans leur propre pays

par Walter Kälin

Le manque de ressources et d'infrastructure avec la situation volatile de la sécurité et l'absence de structures étatiques présentent des menaces graves aux droits de l'homme pour les rapatriés et les personnes déplacées.

En octobre 2005, j'ai entrepris une mission pour étudier la situation des personnes délocalisées dans leur propre pays et des rapatriés vers le sud. J'ai réalisé que les autorités soudanaises, la communauté internationale et les donateurs doivent faire beaucoup plus pour assurer la protection des droits des quatre millions de personnes délocalisées par le conflit.

Comme les Principes Directeurs le déclarent sur la délocalisation domestique, le droit des personnes délocalisées dans leur propre pays à choisir librement de rentrer, de s'intégrer localement ou de se réinstaller ailleurs doit être respecté. Toutefois, il est apparu évident après discussion avec des personnes délocalisées dans leur propre pays qui se trouvent dans des camps de Khartoum et aux alentours, que beaucoup ont été mal informées, voire pas du tout, sur les conditions de leurs régions d'origine. La plupart ont des attentes irréalistes d'infrastructure intacte, de services fondamentaux en fonctionnement et d'opportunités de maintien d'une existence. Beaucoup manque d'informations

sur la façon d'obtenir des documents importants.

Les autorités dans l'Etat de Khartoum mettent en place un programme de planification urbaine qui vise à donner aux résidents de camps irréguliers un lopin de terre dans les faubourgs déserts de la ville. En principe, les personnes déplacées – comme d'autres citoyens soudanais – ont le droit de bénéficier d'un programme d'allocation de terre qui a le potentiel de fournir une solution durable à leur cause. Cependant, j'ai appris que cette mise en place rencontre de grandes difficultés. Beaucoup de personnes délocalisées dans leur propre pays n'y ont pas droit et les méthodes selon lesquelles les campements sont relocalisés soulèvent des inquiétudes quant aux droits de l'homme. Les personnes déplacées et les ONG ont rapporté que des personnes sont forcées de quitter leurs précédents campements avec une consultation préalable inadéquate, voire aucune. Au cours de la délocalisation, les logements, les biens personnels et les infrastructures comme les écoles sont détruits. Craignant pour leur vie, beau-

coup de personnes délocalisées dans leur propre pays installées dans des banlieues urbaines inhospitalières considèrent un retour dans le sud comme leur seule option, malgré le fait qu'elles manquent souvent de moyens pour voyager.

Afin de fournir aux réfugiés en route une assistance et une protection limitées et à court terme, la communauté humanitaire a programmé la mise en place de postes intermédiaires. Malheureusement, ces programmes ne se sont pas encore concrétisés et la plupart des rapatriés manquent de tout soutien matériel au cours de leurs voyages. Certains ont rapporté avoir été attaqués, taxés illégalement et pillés sur la route. Comme les retours sont déjà amorcés et qu'on attend une augmentation au cours de la saison sèche qui approche, il y a un besoin urgent pour la communauté internationale de mettre en place les programmes existants.

Malgré l'accord de paix, les rapatriés craignent pour leur sécurité en raison des activités des milices, des mines et de la présence importante de civils armés dans les communautés. À leur arrivée, beaucoup restent sans abri, manquent de nourriture, d'eau potable propre et d'accès à des services médicaux. Les parents dont les enfants allaient à l'école pendant leur délocalisation dans le nord ont peur qu'ils ne soient pas inscrits dans

les écoles, qui sont déjà surpeuplées. Les personnes âgées et les femmes, surtout les ménages dirigés par des femmes, restent particulièrement vulnérables.

Les informations sont maigres à cause du manque de surveillance en-dehors des principales villes et des principaux campements. Les activités de protection des organismes internationaux et des ONG sont limitées par le manque de fonds et la restriction des accès. Des retours précipités peuvent créer de graves problèmes humanitaires et ne devraient pas être promus. Les capacités actuelles dans le sud pour recevoir et intégrer rapidement un grand nombre de rapatriés sont limitées. Dans les zones d'arrivées massives, les problèmes humanitaires des camps et des campements irréguliers dans le nord de personnes délocalisées dans leur propre pays peuvent simplement être transférés dans le sud. En conséquence, des tensions peuvent apparaître au sein des communautés locales tiraillées en raison de la concurrence sur les ressources et les services rares. La communauté internationale risque de se voir forcée de dépenser les fonds sur

l'assistance humanitaire d'urgence qui devrait avoir la responsabilité des projets de réparation et de développement.

Bien que les mouvements de retour soient encore limités, il y a déjà des preuves de cas où les rapatriés voient leurs attentes frustrées à leur arrivée et envisagent de rentrer à Khartoum. La création d'un environnement dans lequel les rapatriés peuvent être soutenus exige :

- de retirer les milices des zones de retour, désarmer les civils et déminer les routes d'accès et les terres agricoles
- une action pour surmonter les principaux obstacles aux retours rapportés par les personnes déplacées – absence d'eau potable propre, d'enseignement primaire, de services de santé et de matériel de construction de logements
- que les organismes des Nations Unies et les ONG aient des ressources pour entreprendre des programmes de réparation rapide et fournir des articles non alimentaires, comme des semences, des outils, des filets de pêche et des matériaux de construction de base
- l'établissement de mécanismes pour

une résolution rapide des litiges sur les terres

- d'assurer que les rapatriés reçoivent, à peu de frais, voire aucun, des documents pour leur permettre d'accéder aux services fondamentaux.

Au lieu de viser la perfection et de se perdre dans une programmation à long terme, il faudrait trouver des solutions flexibles et créatives basées sur la communauté pour fournir une base d'infrastructure et de services de santé et d'éducation afin de traverser la période jusqu'à ce que des services complets puissent être instaurés.

Le Professeur Walter Kälin est le Représentant du Secrétariat Général des Nations Unies sur les Droits de l'Homme pour les Personnes Déplacées et codirecteur du projet Brookings-Bern sur la délocalisation domestique www.brook.edu/idp. Courriel : walter.kalin@oefre.unibe.ch

Les défis qui attendent les rapatriés au Soudan

par Judy McCallum and Gizenga Yemba Willow

Le Groupe pour le secours africain (FAR)¹ travaille pour répondre aux besoins des personnes délocalisées dans leur propre pays aux points principaux le long de la route des rapatriés.

L'apport des services tout le long de la route des rapatriés est crucial au processus de retour: aux points de délocalisation (comme les camps de personnes délocalisées dans leur propre pays à Khartoum et Kosti et les zones de squatters), aux principaux points de transition que les personnes déplacées franchiront pour rentrer chez elles (le transbordeur de Kosti) et aux points de destination (comme le nord du Nil Supérieur et les montagnes Nuba).

La plupart des personnes délocalisées dans leur propre pays ont été déplacées pendant 20 ans. Beaucoup de celles qui ont grandi à Khartoum ne peuvent plus parler leur langue maternelle – ce qui est potentiellement problématique pour une réintégration dans leurs régions

d'origine. De plus, à travers leur isolation à l'écart de leurs communautés et l'interaction avec les autres groupes ethniques et cultures, elles ont perdu leurs coutumes traditionnelles et ont adopté de nouvelles traditions et coutumes. La nourriture en est un exemple majeur. Beaucoup de personnes délocalisées dans leur propre pays qui rentrent depuis le nord peuvent ne pas avoir accès aux aliments produits dans le sud et ne savent plus comment les préparer. Pour y remédier, l'une des activités du groupe pour le secours africain est d'organiser des démonstrations de cuisine – surtout pour les jeunes filles qui ont grandi et se sont mariées dans le nord – en se concentrant sur les aliments produits dans le sud du Soudan.

Points de transition

Sur les bords de la rivière de Kosti, où les rapatriés se rassemblent et attendent les barges qui vont dans le sud jusqu'à Malakal et Juba, le groupe pour le secours africain travaille avec d'autres ONG internationales et nationales pour apporter des services essentiels et une éducation sanitaire. Les heures de départs des barges peuvent être confuses et les rapatriés attendent parfois une barge pendant un mois, alors qu'ils peuvent n'avoir envisagé d'attendre que pendant un ou deux jours. Le transport routier n'a pas encore été possible, en raison de la présence de mines.

La nature imprévisible du processus de retour et les horaires confus des barges posent des problèmes considérables, avec d'énormes différences dans les nombres de personnes qui ont besoin d'assistance – jusqu'à 1000 familles en même temps – et mettant une grande pression sur l'abri et les installations

sanitaires. De plus, la durée des trajets des barges peut également varier en fonction de variables comme le niveau d'eau et la sécurité. Aux quais de Kosti, le groupe de secours africain et l'ADRA (organisme international de développement adventiste et de secours) apportent des abris, des installations sanitaires, des zones de lavage, de la nourriture, des services médicaux de base et une éducation sanitaire. Sur les barges elles-mêmes, le groupe de secours africain apporte d'autres sessions de formation à l'éducation sanitaire et nutritionnelle (y compris la cuisine), ainsi que les indispensables abris.

Dans les zones autour de Kosti, le groupe de secours africain travaille avec les ONG et les organisations basées dans les communautés pour aider à apporter les services indispensables – y compris ceux qui contribuent à la construction de la paix. Les activités liées à la construction de la paix comprennent notamment l'organisation de festivals intercommunautaires, l'aide aux communautés pour mettre en place un arbitrage local pour les litiges mineurs et la formation des organisations de société civile pour apporter une autorité dans leurs communautés.

Le soutien pour les rapatriés

Dans l'État du nord du Nil Supérieur, le groupe de secours africain – en tant que membre d'un consortium de cinq organisations, – se concentre actuellement sur l'apport immédiat de soutien urgent aux

rapatriés ainsi que de services de sécurité alimentaire des ménages.

Les activités de soutien urgent, financées par l'office humanitaire de la Communauté Européenne, incluent l'apport de "trousses pour les rapatriés" pour les familles qui arrivent dans la zone et – en collaboration avec Medair – aide médicale d'urgence en cas de déclaration de maladies. Les trousses pour les rapatriés contiennent des articles ménagers de base: deux casseroles, un plateau, deux gobelets, deux bidons, des moustiquaires et une couverture. Le groupe de secours africain prévoit également de distribuer des ustensiles d'agriculture pendant l'époque des semailles. De plus, avec le soutien de l'organisation alimentaire et agricole, le groupe de secours africain met en œuvre un projet pilote d'élevage de volaille dans la ville de Renk, avec pour projet de reproduire cette activité dans les zones rurales si le marché s'avère suffisant. Nos objectifs futurs comprennent notamment l'apport indispensable en formation agricole, des services d'extension agricole, l'assistance à la mise en place de "salons des semences" communautaires, la distribution de semences et d'outils, le repeuplement du bétail, l'introduction de traction animale pour améliorer la production agricole et les services de micro-crédit pour les activités génératrices de revenus.

La distance entre les communautés desservies et les difficultés à accéder à certaines d'entre elles pendant la saison des pluies est un exemple parmi les

principaux obstacles au travail du groupe de secours africain dans cette région. De plus, les communautés dans ces régions ont reçu très peu d'assistance humanitaire pendant plus de 20 ans et manquent d'institutions représentatives. Ainsi, l'organisation des communautés autour d'objectifs à long terme prend beaucoup plus de temps, car elles sont actuellement préoccupées par des besoins de survie au jour le jour. Le groupe de secours africain et ses partenaires doivent accéder à un équilibre réfléchi entre l'apport de l'aide indispensable de services d'urgence et de secours tout en construisant la capacité et l'initiative des communautés pour aborder leurs propres priorités et leurs besoins en développement.

Comme la communauté internationale recherche à soutenir la communauté soudanaise en reconstruisant leur pays et en instaurant une paix durable et viable, il est vital que nous nous efforcions d'aider à renforcer la société civile et à fournir un environnement où les initiatives des communautés locales peuvent s'épanouir.

Judy McCallum a été directrice des programmes pour le groupe de secours africain au Soudan jusqu'en août 2005. Courriel: judy_mccallum@yahoo.com. À Khartoum, Gizenga Yemba Willow, délocalisée dans son propre pays, est directrice adjointe de programme à Khartoum pour le groupe de secours africain au Soudan. Courriel: Deputyd@farsudan.org.

¹ www.farsudan.org

Vers une culture des droits de l'homme au Darfour

par Joseph Aguetant

Le Comité de Secours International (IRC) et les Programmes des Nations Unies pour le Développement (UNDP) se sont embarqués dans un programme ambitieux de formation pour soulever une prise de conscience sur les droits de l'homme parmi les organismes chargés de l'application des lois, les organismes judiciaires et de sécurité et restaurer la confiance entre les citoyens et les autorités statutaires et coutumières au Darfour.

Le programme de formation sur les droits de l'homme et la suprématie du droit de l'IRC et de l'UNDP a été lancé en septembre 2004 avec le soutien des chefs de tribus au Darfour et l'accord des

autorités étatiques et fédérales. Les cours et les ateliers de formation sur les droits de l'homme ont accueilli environ 7000 personnes. Les participants comprenaient des officiers militaires, des agents

de police locaux, des avocats, des juges, des étudiants en droit, des dirigeants d'organisations de femmes et des groupes de jeunes, des dirigeants de camps de personnes délocalisées dans leur propre pays, des représentants municipaux, des administrateurs de prisons et l'administration autochtone.

Les élèves ont indiqué un haut niveau de satisfaction par rapport aux cours de formation et un fort désir de travailler à la concrétisation de la théorie. Les participants ont souligné qu'une action prompte sur les incidents rapportés par les personnes déplacées

aidera à restaurer une confiance avec les représentants chargés de faire appliquer les lois. Le programme a réussi à fournir un espace neutre dédié à la discussion sur les standards des droits de l'homme et les réalités actuelles. La valeur de cette neutralité ne peut pas être trop soulignée car la plupart des participants n'ont jamais eu l'opportunité d'avoir de tels échanges. Le style provocateur des formateurs a incité au débat, mais encourageait en même temps à la tolérance et au respect. Dans plusieurs sessions de formation, les participants de rang élevé ont débattu librement sur l'utilisation de la torture avec un niveau d'ouverture qui est rare au Darfour. Le sens de soulagement et d'enthousiasme dans une telle liberté d'expression était palpable.

L'éducation sur les droits de l'homme doit être conçue pour que toutes les personnes impliquées aient une motivation pour apprendre. Les formateurs ont tenté de comprendre et d'explorer les contraintes des groupes cibles et la manière avec laquelle ils vivent eux-mêmes un manque de respect des droits de l'homme. Au lieu d'adopter un style accusatoire ou de donner des leçons et condamner les agents de police pour les violations des droits de l'homme, les formateurs ont d'abord discuté sur des situations dans lesquelles les droits des agents de police ont pu être violés. Ceci leur a alors permis d'explorer des moyens d'améliorer les droits de l'homme pour les autres. De manière similaire, les formateurs ont utilisé les lois domestiques, principalement la Constitution Nationale Intermédiaire comme point de départ des discussions sur les droits de l'homme. Ce n'est qu'après que les notions locales sur les droits de l'homme ont été discutées que les formateurs ont présenté de tels instruments sur les lois des droits de l'homme comme

les Principes Directeurs des Nations Unies sur la Délocalisation Domestique et la Déclaration sur la Protection des Femmes et des Enfants dans les Conflits Armés.

La formation aux droits de l'homme n'est pas une fin en soi. Tandis que les sessions de sensibilisation représentent souvent les composantes les plus inspirantes de ce programme, elles doivent être complétées et renforcées par des efforts parallèles pour assurer la protection et fonder la capacité des groupes de droits locaux. Le Darfour a reçu justement le nom de crise de protection du Darfour et les Darfouriens délocalisés ont toujours désespérément besoin de protection. À l'intérieur, comme à l'extérieur des camps de personnes délocalisées dans leur propre pays, les gens continuent à subir des attaques armées, des agressions sexuelles et des vols de bétail et d'autres biens. Beaucoup de victimes ont une peur bien fondée des autorités et ne peuvent pas rapporter les crimes. Le devoir de restauration d'une confiance avec les autorités ne fait que démarrer. Après que les participants ont quitté les cours de formation, il est important d'apporter une continuité dans les conseils et le contrôle de tous les intéressés, en particulier les auteurs potentiels de violations des droits de l'homme. L'IRC, en partenariat avec l'UNDP et des partenaires locaux, a suivi les sessions de sensibilisation par l'identification des principaux alliés parmi les membres de la communauté, la mise en place de Centres de Justice et de Confiance et la construction de la capacité des para-juridiques et des défenseurs des droits de l'homme.

De cette expérience, l'IRC a appris que le ciblage de catégories d'individus spécifiques ne produit pas des effets durables et peut augmenter les tensions

ou provoquer des préjudices. Le programme a dû franchir une limite mesurée en termes de sélection des participants. Nous avons pensé qu'il était tout aussi important pour les personnes délocalisées, les communautés d'accueil et les populations affectées par le conflit d'avoir conscience de leurs droits, car c'est aux autorités locales, aux dirigeants traditionnels et aux autres porteurs de responsabilités d'avoir conscience de leurs obligations.

La réussite de cette première phase a démontré qu'il n'est jamais trop tôt pour aborder les problèmes à long terme, notamment la nécessité d'un retour de la suprématie du droit et du respect des droits de l'homme. Il est possible de ce faire tout en répondant aux besoins de survie, comme la nourriture, la santé, l'eau et les sanitaires. Nous espérons que ce projet contribuera de manière positive au débat sur une intégration rapide de la protection et des droits de l'homme dans l'assistance humanitaire. À la lumière des obstacles présents et du fait que certaines autorités questionnent occasionnellement la nécessité des droits de l'homme et des activités de protection, il serait utile pour les Nations Unies et le Gouvernement du Soudan de réitérer leur engagement conjoint pour la formation sur les droits de l'homme. Pour tous, il devrait être clair que l'assistance humanitaire et les droits de l'homme vont de pair.

Joseph Aguetant est Coordinateur Principal pour la Protection auprès du Comité International de Secours au Soudan. Courriel : JosephA@theIRC.org. Pour en savoir plus sur le travail de l'IRC au Darfour, visitez le site: www.theIRC.org/Darfour

Cet article a été rédigé à titre personnel et ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'IRC.

Les femmes soudanaises pour la paix

par Rogaia Abusharaf

Les femmes soudanaises lancent un appel à la communauté internationale et aux hommes dirigeants soudanais à plus promouvoir l'inclusion des femmes dans la reconstruction de la paix et la réconciliation.

Bien que la résolution 1325 (2000) du Conseil de Sécurité des Nations Unies mandate spécifiquement la participation des femmes au processus de paix,

les femmes soudanaises ont constamment été mises de côté dans les processus de paix Nord-Sud et au Darfur. Bien que beaucoup d'organisations

de femmes aient été des observateurs inscrits auprès de l'Autorité intergouvernementale sur le Développement (IGAD) et aient présenté des documents techniques aux négociateurs lors des discussions de Machakos, elles n'ont pas été formellement impliquées. Lorsque le gouvernement du Soudan a empêché les femmes d'embarquer sur

un avion pour se rendre aux discussions de Naivasha au Kenya, les femmes du Sud ont rejoint les femmes du Nord pour manifester formellement contre leur exclusion du processus de paix. À Naivasha, les organisations de femmes ont été forcées de présenter leurs documents avec des recommandations aux partis en leur refusant l'accès aux portes closes de la salle de négociations. Les femmes soudanaises ont joué un rôle assez faible lors des discussions de paix au Darfur parrainées par l'Union Africaine, qui se sont déroulées dans la capitale du Niger, Abuja.

Les femmes se composent en majorité des soudanais délocalisés dans leur propre pays et des réfugiés. Même hébergées dans des camps de réfugiés ou de personnes délocalisées dans leur propre pays, les femmes ne sont pas à l'abri de la violence sexiste. Les rapports sur les femmes enlevées et/ou violées pendant le ramassage de bois près des camps sont nombreux, alors que très peu, voire rien, n'est fait pour traîner les auteurs en justice. Pendant la réinstallation, les femmes affrontent des défis spécifiques, y compris des responsabilités plus lourdes en tant que chefs de famille, un manque d'accès aux soins médicaux et à l'éducation et d'opportunités économiques.

L'accord de paix globale entre Khartoum et le Mouvement de Libération du Soudan ne reflète pas toute la complexité du conflit qui sévit au Soudan, car il ne règle pas les conflits intermittents à travers le pays avec des parties supplémentaires, les violations des droits de l'homme et les profonds désaccords ethniques et religieux qui en découlent et qui compliquent la réconciliation et une transition vers la paix.

Cette situation est plus forte nulle part ailleurs qu'au Darfur, où la milice Janjaweed a employé la violence sexuelle comme stratégie pour déshumaniser les femmes et les filles et humilier et contrôler des communautés entières. Les enlèvements, l'esclavage sexuel, le viol, la torture et la délocalisation forcée ont été omniprésents de manière à entraver la capacité des communautés à se ré-établir un jour. Louise Arbour, Haut-commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, a fait remarquer l'absence de structures au Darfour pour promouvoir

la justice et la cicatrisation et traîner les auteurs en justice.

Le règlement des causes initiales de conflit au Soudan doit inclure la promotion de l'autonomisation économique des femmes. Les femmes représentent la majorité de la population au Soudan et, dans certaines zones touchées par des conflits, trois-quarts des survivants sont des femmes. Elles sont des chefs de familles, et pourtant elles n'ont pas d'accès légal à la terre ou aux ressources en raison de la discrimination du droit légal et du droit coutumier au Soudan. Le Soudan – comme la plupart des états arabes – ne fait pas partie des 180 nations qui ont signé la Convention des Nations Unies sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDAW).

Défi aux traditions

Les femmes soudanaises remettent en cause leur statut traditionnel. Au Soudan et dans la diaspora, nous avons mis en place des organisations et des réseaux pour sensibiliser sur les coûts humains du conflit et pour appeler à une approche générale en vue de l'implémentation de l'accord de paix. En tant que soutiens de famille et preneuses de décisions, les femmes démarrent des projets d'activités génératrices de revenus, certains dans des domaines non traditionnels comme la menuiserie. Les femmes du Nord et du Sud se sont organisées pour répondre aux besoins des orphelins, des enfants des rues et autres dans des situations économiques désespérées.

Le soutien des efforts de femmes doit être considéré comme un facteur capital vers la paix et la reconstruction. Le Soudan a un besoin urgent d'une vaste campagne de prise de conscience à l'échelle nationale sur les droits des femmes, qui s'adresse aux hommes et aux femmes ainsi qu'aux jeunes. Le mode de faire-valoir des femmes, leur titre et leurs droits de propriété doivent être clarifiés et un cadre de travail juridique applicable doit être mis en place pour réconcilier les pressions concurrentes sur les terres et permettre aux femmes et aux maisons tenues par des femmes de maintenir et défendre leurs droits de propriétés. Il est essentiel d'éduquer la population sur la diversité des droits coutumiers et des lois traditionnelles en se tournant vers la codification

et la révision des coutumes qui sont discriminatoires et désavantagent les femmes, telles que la mutilation génitale des filles.

Des programmes pour le rapatriement volontaire, la réinstallation et la réhabilitation des réfugiés et des personnes délocalisées dans leur propre pays ne peuvent aboutir sans impliquer plus les femmes. Les activités génératrices de revenus doivent être créées pour les femmes dans les camps de réfugiés et de personnes délocalisées dans leur propre pays et sur les points de transit et d'entrée pour les rapatriés. La communauté internationale a besoin de simplifier les liens et les communications parmi les femmes leaders et les bases, entre les femmes rapatriées dans les zones urbaines et rurales et les femmes rapatriées à travers le pays et au-delà des lignes de conflits. Les femmes doivent obtenir l'accès au crédit et aux informations sur les marchés locaux et nationaux afin de pouvoir établir des petites entreprises.

D'autres exigences principales faites par les organisations de femmes soudanaises comprennent notamment:

- une augmentation de 50% de l'objectif ciblé quant au taux de participation des femmes à tous les niveaux dans tous les corps dirigeants et délibérants au Soudan, y compris les commissions sur les terres, les commissions sur le pétrole, les listes de partis et les corps élus et nommés au gouvernement national, local et régional, à la fois transitoires et permanents.
- un retrait des contraintes légales dans l'inscription et le fonctionnement des organisations de société civile et des lois restrictives abrogatoires qui inhibent la liberté de mouvement, afin que les ONG de femmes à travers le Soudan puissent travailler ensemble
- construire la capacité des organisations de femmes, en particulier les compétences en matière de proposition écrite, de programmation de projets, de gestion et d'évaluation, de comptabilité et de gestion financière
- veiller à ce que les femmes représentent au moins la moitié des bénéficiaires de tous les efforts d'assistance dans tous les secteurs
- établir des mécanismes pour clarifier et renforcer les rôles et les relations parmi les ONG, la société civile et les

entités gouvernementales engagées dans l'assistance des femmes

- convoquer périodiquement des consultations nationales sur les femmes auxquelles les représentants femmes des organisations de base gouvernementales et non gouvernementales à travers le Soudan, représentant tous les groupes ethniques et religieux peuvent discuter des priorités et des problèmes partagés
- étendre l'âge du mariage à 18 ans
- ratifier et appliquer la Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination contre les Femmes et la Convention des Nations Unies sur les Droits de l'Enfant
- mettre en place un conseiller ministériel et présidentiel pour les affaires des femmes pour assurer une intégration des considérations liées aux disparités entre les sexes
- inclure des femmes étrangères et soudanaises dans toutes les missions, sessions de négociations et les équipes d'estimation des besoins envoyées par les gouvernements étrangers et les organisations internationales, pour aider à la construction de la paix au Soudan
- inclure les femmes dans les unités de maintien de la paix de l'Union Africaine
- assurer que les efforts de désarmement, de démobilisation et de réintégration incluent les anciennes femmes soldats
- former et impliquer les femmes dans le secteur de sécurité (les femmes agents de police, les femmes militaires, les chefs de sécurité)
- concevoir un protocole sur les

mécanismes de responsabilité et de justice transitionnelle, surtout en ce qui concerne la violence sexuelle

- établir une commission d'enquête et une commission de vérités et de réconciliation sponsorisées internationalement
- assurer aux femmes l'accès aux soins de santé génésique
- soutenir l'instruction aux partis politiques sur le souci d'équité entre les sexes, en utilisant des experts et des organisations nationales de femmes.

Les femmes soudanaises s'expriment sur le besoin de changement:

Agnès Nyoka, coordinatrice de l'Autonomisation des Femmes Soudanaises pour la Paix (SuWEP):
"Le dialogue est très important pour résoudre et empêcher un conflit au Soudan. Notre condition de femmes fait que les décisions sont prises pour nous. Le gouvernement du Soudan et le Mouvement de Libération de Peuple Soudanais utilisent des armes et nous, notre arme est la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies pour promouvoir l'inclusion."

Keziah Layinwa Nicodemus, Directrice des Femmes du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais et de la Commission sur la disparité entre les sexes:
"Aujourd'hui, nous parlons d'une seule voix. Nous sommes des femmes venues des quatre coins du Soudan et nous parlons d'une seule voix pour la paix. Nous parlons la même langue, quelles que soient nos divisions... nous avons obtenu 25% des sièges dans la constitution du Soudan du Sud. Nous devons persévérer

pour concrétiser les choses. Le Soudan est un pays d'hommes et il nous faut travailler dur, avec le soutien de la communauté internationale, pour former nos femmes et en faire des leaders."

Muna Khugali, étudiante du 2ème cycle
"Au niveau local, il faut que les crimes contre l'humanité soient documentés et que leurs auteurs soient confondus. Avec ces informations, nous pouvons commencer à créer une plus grande prise de responsabilité et empêcher l'histoire de se répéter."

Amel Gorani, Directrice de Sudan Future Care

"L'absence de violence ne créera pas un Soudan paisible. Il faut qu'il y ait un processus de vérité et de réconciliation, parce qu'il y a tellement de personnes au Soudan qui ont été traumatisées."

Eiman Seifeld, fondatrice de l'Organisation de Secours et de Réhabilitation des Femmes au Darfur

"Ce sont les femmes qui s'occupent de la famille, qui restent à la maison, qui connaissent la situation sur le terrain. Les femmes seront celles qui restent, ce sont elles qui doivent mettre en place la politique des discussions de paix – si elles ne sont pas incluses, les discussions n'aboutiront sûrement pas. Les femmes sont prêtes pour la paix et un avenir meilleur pour leurs enfants."

Afaf Ahmed Abdel-Rahman, Centre des Femmes pour la Paix et le Développement

"Cette guerre a été générée par la pauvreté. La pauvreté perpétue le cycle de la violence et la construction de la capacité des femmes à travers l'éducation est une stratégie d'éradication de la pauvreté et de la violence."

Rogaia Mustafa Abusharaf est un anthropologue soudanais spécialisé sur la sécurité, la protection des droits de l'homme et les stratégies culturelles adoptées par des femmes délocalisées qui souffrent de la violence et de la délocalisation. Courriel: Rogaia_Mustafa_Abusharaf@brown.edu

Cet article s'inspire du rapport sur un événement en novembre 2004 qui avait amené 16 femmes soudanaises militantes pour la paix à Washington DC et à New York, pour participer à des réunions, des présentations et à des événements. L'événement avait été organisé par Inclusive Security: Women Waging Peace (www.womenwaging-peace.net), dont la fondatrice, l'Ambassadrice Swanee Hunt, a arrangé l'accès des femmes aux cercles de prise de décision américains et des Nations Unies. L'auteur souhaite remercier ses compatriotes pour leur travail sans relâche à la formulation des recommandations incluses dans cet article.



De l'Afghanistan au Soudan: comment la paix risque de marginaliser les femmes

par Lina Abirafeh

Au Soudan comme en Afghanistan, la communauté internationale espère lier l'aide à un programme sur l'égalité des sexes. Mais les leçons tirées du travail avec les programmes sur les femmes et l'égalité des sexes ont-elles été apprises?

L'accord de paix au Soudan vient à peine d'être signé. L'Afghanistan est loin d'être reconstruit. Et pourtant, la communauté d'aide se prépare à quitter l'Afghanistan et d'autres zones de conflits pour s'installer au Soudan. Le Soudan est actuellement en tête des calendriers de conflits/post-conflits de la communauté. Comme les donateurs déterminent quel type d'aide – et son montant – le Soudan recevra, ils doivent considérer les suggestions avant de lancer encore plus d'interventions sexistes post-conflit mal conçues.

La scolarité intensive a montré que toutes les femmes sont affectées de manière disproportionnée par les conflits. En 2000, la résolution 1325 des Nations Unies (sur les femmes, la paix et la sécurité) appelait à l'inclusion totale des femmes dans tous les aspects de la paix et de la sécurité au niveau international. Le conflit crée un espace aux femmes en apportant de nouveaux rôles, mais génère également de nouvelles faiblesses. Les rôles des sexes fluctuent au cours du conflit et de la période qui suit. Les situations de post-conflit sont tortueuses et entraînent souvent une récurrence de la violence.

Les conflits au Soudan et en Afghanistan ont eu un impact négatif de manière disproportionnée sur les femmes. Les conflits de longue durée ont entraîné une augmentation du nombre de ménages dirigés par des femmes et des veuves. Les femmes afghanes et soudanaises représentent la majorité des réfugiés et des personnes délocalisées. Elles souffrent terriblement d'un haut taux de mortalité natale et d'analphabétisme. On estime que 85% des femmes afghanes sont analphabètes. Quatre cinquièmes des femmes soudanaises sont analphabètes, avec des taux plus élevés parmi les personnes déplacées, qui ont perdu le capital social apporté par les réseaux familiaux, de parenté et

communautaires. Dans les deux pays, les femmes ont supporté le plus gros de la violence et restent soumises aux traditions et aux pratiques culturelles qui reflètent les biais sexistes. Les programmes sur les disparités entre les sexes ont du mal à prendre les disparités entre les sexes en compte. Les femmes afghanes et soudanaises luttent pour inverser l'impression qu'elles n'ont aucun pouvoir, qu'elles sont toutes des victimes. Et des niveaux croissants de violence contre les femmes sévissent dans les deux pays.

Transformation et changement social

Le conflit et la période qui suit créent des opportunités de transformation des disparités entre les sexes. Les identités des disparités entre les sexes sont en fluctuations, offrant de l'espace pour les femmes pour accéder à de nouvelles ressources et réclamer de nouveaux rôles. Lors de la période post-conflit, l'aide internationale qui tient compte des disparités entre les sexes peut jouer un rôle, en aidant les femmes à saisir ces opportunités. L'intervention de l'aide elle-même ne se transforme pas d'elle-même, mais elle peut soutenir ou empêcher le potentiel des femmes à réaliser la transformation à travers leurs politiques et leurs programmes.

Les femmes soudanaises au Soudan (et celles qui sont délocalisées dans des pays voisins) jouent un rôle significatif dans le renforcement de la société civile et dans la construction de capacité locale et communautaire. Une construction à partir de cette énergie et de cette action est cruciale si l'accueil d'un changement social est à l'ordre du jour. Le Mouvement de la Libération du Peuple Soudanais (SPLM) a défendu ouvertement l'égalité des sexes. Tandis que ce signe est bienvenu, il pourrait être interprété comme une stratégie pour attirer les femmes dans la lutte nationale. Seule la période suivant le

processus de paix révélera les intentions véritables derrière la rhétorique.

Le développement, en particulier lors de la période suivant le conflit, est souvent confondu avec un changement social radical. La vue de femmes afghanes jetant leurs burgas au nom de la liberté a aidé à alimenter l'affaire de l'administration de Bush pour la guerre contre l'Afghanistan. Malgré la rhétorique utilisée pour justifier l'intervention, les femmes afghanes n'ont été ni "libérées," ni "autonomisées." Le changement social et la transformation sociale sont des processus à long terme qui œuvrent pour un niveau structurel profond afin de répondre aux inégalités des sexes. Ce sont là plus que de simples résultats; ce sont des processus non linéaires à mettre en place pour sensibiliser et donner du pouvoir aux femmes. Le changement social et la transformation ne sont pas simplement introduits par des interventions de développement. Ils doivent être négociés à tous les niveaux et selon les termes des femmes elles-mêmes – en Afghanistan comme au Soudan. De tels processus sont contextuels et locaux, soulevant des doutes quant à savoir si un programme de changement social imposé par l'aide internationale est la bonne approche.

Afin de soulever la probabilité de changement social et d'accueillir une transformation pour les femmes, une analyse tenant compte des disparités entre les sexes doit être appliquée à tous les aspects de l'intervention de l'aide internationale après le conflit. Ceci doit prendre en compte les rôles et les besoins, à la fois de femmes et des hommes, dans la période suivant le conflit. En Afghanistan, les femmes ont souligné le problème de la négligence des hommes dans les programmes de développement. La transformation de l'ordre des disparités entre les sexes entraîne une mise en avant des femmes comme des hommes. Les idéologies sexistes locales sont déjà sur un terrain instable lors de la période suivant le conflit – malgré les interventions sexistes. Les interventions sexistes peuvent souligner encore plus

cette instabilité, en présentant un défi aux formes patriarcales retranchées. Le changement social pour les femmes peut tirer profit des leçons apprises en Afghanistan. Une véritable analyse des disparités entre les sexes a le potentiel d'apporter la fondation pour soutenir un changement social, parce qu'elle prend en compte le besoin de comprendre les femmes comme les hommes dans leurs rôles sociaux.

L'importance d'une analyse contextuelle est indubitable. La recherche sur les définitions des disparités locales entre les sexes était nécessaire et pourtant absente des interventions en Afghanistan. Ceci entraîne, non seulement une compréhension de la construction sociale des rôles des sexes, mais également une compréhension historique de la façon dont ces rôles ont fluctué. Une analyse contextuelle reconnaît que des événements sont survenus avant l'arrivée de la communauté internationale et que les gens existent dans certains contextes qui changent au fil du temps. Une compréhension de ces détails cruciaux permet des interventions mieux formées en sachant ce qui est important pour les communautés secourues et ce qu'elles veulent voir changer. Une analyse contextuelle révèle que les femmes en Afghanistan et au Soudan ont du pouvoir – un long passé de lutte pour leur statut et de gains de cause. Une compréhension du pouvoir des femmes débouche sur une prise du contrôle par les femmes – et sur le fait de croire qu'elles peuvent le faire. Permettre aux gens de participer aux interventions de développement n'est pas suffisant. Ils doivent posséder le processus – et les résultats.

Des résultats non intentionnels peuvent ressortir d'interventions qui tiennent compte des disparités entre les sexes lorsque les interventions ne règlent pas les problèmes liés aux disparités entre les sexes, en ne se concentrant que sur les femmes et en entretenant la rancune des hommes. Ils arrivent aussi lorsque des programmes de développement défendent un changement social et une transformation, sans toutefois parvenir à répondre aux besoins des femmes ou à leur donner un rôle actif dans leur propre transformation. La perception qu'un changement est imposé de l'extérieur peut entraîner des représailles contre les femmes. À travers l'histoire moderne de l'Afghanistan, il y a eu des périodes où

les droits des femmes ont été fortement contestés, car on pensait qu'ils faisaient partie des programmes de modernisation des pays occidentaux.

En Afghanistan comme au Soudan, le statut de victime des femmes a fait l'objet de publicité et presque de fétichisme. Les médias internationaux se concentrent sur des formes soi-disant "culturelles" de violence contre les femmes – comme le viol en tant qu'arme de guerre et autres injustices. Quand ces formes de violence semblent avoir subsisté, les médias accordent moins d'intérêt aux femmes et à faire des documentaires et des reportages sur leurs réalités, qu'elles soient violentes ou non.

Comme en Afghanistan, la police américaine au Soudan est dirigée par la détermination de combattre des liaisons terroristes suspectées et le fondamentalisme islamique. Les sanctions américaines sont toujours en place et les États-Unis ne sont engagés qu'à contre-cœur. Il y a cependant un risque que l'arrivée des soldats de la paix internationaux chassera les Américains, comme ils l'ont fait en Afghanistan, pour recruter des seigneurs de guerre – dont beaucoup ont perpétré des actes de violence sexiste.

Un programme engendré pour le Soudan

Dans ces deux pays aux grandes diversités ethniques, la construction d'une paix durable peut avoir une conception large et inclusive. Quelle qu'elle soit, la "paix" recherchée doit être possédée localement, et non imposée internationalement. Si le but est d'améliorer la vie des femmes, c'est elles qui doivent décider de la façon de mettre cette amélioration en place et de quel type d'aide internationale serait nécessaire pour porter ses fruits. Les organisations locales de femmes doivent prendre la tête dans l'expression des besoins et des intérêts des femmes. Quant à la communauté internationale, elle ferait bien de parler moins et d'écouter plus. En ce faisant, il y a une chance d'accueillir un dialogue véritable et pour toutes les parties impliquées de parler avec au lieu de parler à.

Un dialogue véritable entraîne non seulement celui avec la communauté internationale, mais également un dialogue entre les femmes et les hommes soudanais. Ce dialogue devrait commencer par la participation véritable des femmes au processus de paix. Le processus de

paix en Afghanistan même démontre que les quotas pour les femmes sont insuffisants pour atteindre une véritable participation. Les quotas ne servent qu'à faire plaisir aux donateurs en quantifiant au-delà des chiffres – engageant les femmes d'une manière significative dans les processus qui déterminent leurs vies. Le Soudan peut vanter beaucoup de femmes championnes dont les voix sont entendues et celles dont les voix doivent encore être entendues. Pour écouter ces voix, la communauté internationale doit regarder derrière les suspects habituels ceux qui ne sont pas au premier plan.

Le gouvernement de Norvège, l'Institut Norvégien des Affaires Internationales (NUPI) et le Fonds de Développement des Nations Unies pour les Femmes (UNIFEM) ont mené un processus de consultation qui a permis aux femmes soudanaises d'exprimer leurs priorités et leurs recommandations aux délégués lors de la Conférence des Donateurs d'Oslo sur le Soudan, en avril 2005. Les femmes soudanaises lancent un appel aux autorités soudanaises, aux Nations Unies, à l'IGAD (Autorité Intergouvernementale sur le Développement) et à la communauté des donateurs pour:

- souligner le fait que la violence contre les femmes ne sera pas tolérée et que sa prévention est une priorité
- construire la capacité des organisations de femmes locales et nationales
- assurer que les femmes constituent au moins 30 % de ceux qui tiennent des positions dans toutes les institutions transitoires établies conformément à l'Accord de Paix Globale
- établir un Ministère des Femmes et de l'Égalité des Sexes
- établir un fonds pour les femmes dans le cadre du fonds de dépôt multi-donateurs (MDTF) pour les programmes spécifiques aux femmes
- garantir les droits de propriété des femmes
- fournir des opportunités de formation professionnelle pour adultes, ciblant les femmes en particulier
- mettre en place les mécanismes et les législations sur les rapports confidentiels qui sont appliqués afin de traquer les auteurs de violence sexuelle devant la justice
- fournir plus de soutien psychosocial pour les femmes comme pour les hommes
- rassembler des informations sur

l'impact de la violence sexuelle sur les femmes et les filles, y compris suite à un conflit armé

- accueillir une Conférence des Femmes Soudanaises pour définir un programme et une stratégie cohérents à long terme pour accélérer l'autonomisation des femmes et l'égalité/l'équité des disparités entre les sexes.

Les donateurs doivent étayer leur rhétorique et démontrer un engagement envers les femmes soudanaises en augmentant les capacités des femmes et en promouvant l'égalité et l'équité des disparités

entre les sexes. Sinon, le processus de reconstruction soudanaise court le risque de marginaliser encore plus les femmes. Pas contrairement à l'Afghanistan.

Lina Abirafeh est Spécialiste sur les disparités entre les sexes et Directrice de l'Unité sur les disparités entre les sexes au Secrétariat du Corps de Gestion Électorale Mixte de Kabul.¹ Elle est l'ancienne Directrice du Pays de Women for Women International en Afghanistan et termine actuellement un Doctorat à l'Institut des Sciences Économiques de Londres d'estimation de l'impact

de l'aide internationale axée sur les disparités entre les sexes en Afghanistan. Elle est l'auteur de Burqa politics: the plights of women in Afghanistan (Politique concernant la Burqa, les conditions des femmes en Afghanistan).² Courriel: lallumeh@aol.com

¹ www.jemb.org

² www.chronogram.com/issue/2004/10/news/burqa.php

Le rôle des femmes soudanaises dans le rétablissement de la paix

par Nyaradzai Gumbonzvanda et Grace Okonji

Lorsque la nouvelle de la signature de l'Accord de Paix Globale (CPA) a gagné le Soudan, elle a été célébrée par les chants des femmes, tandis que les communautés usées par la guerre respiraient le doux parfum de la paix et d'un nouvel espoir. Cependant, il faut beaucoup pour s'assurer que les femmes sont au cœur du programme de reconstruction au lendemain du conflit.

Pendant des années, les femmes soudanaises ont été impliquées dans la construction de la paix et ont plaidé pour leur inclusion dans les négociations de paix. Pourtant, malgré l'engagement du Soudan dans la plate-forme d'action de Beijing, les recommandations de politiques de l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD) et la clause de la constitution du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais encourageant à l'action affirmative, les femmes n'ont pas été admises à la table principale des négociations de paix.

La Mission d'Évaluation Conjointe au Soudan (JAM) a offert l'opportunité d'une plus grande participation. Les consultations ont eu lieu avec les femmes soudanaises, les responsables, les ONG et les donateurs pour se faire l'écho des femmes dans les processus de programmation et d'attribution des ressources. Les consultations de la Mission d'Évaluation Conjointe au Soudan ont cherché à identifier les structures, les politiques et les pratiques qui ont concouru à perpétuer les modèles d'adversités et d'inégalités pour

les femmes et les hommes. Le Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme a montré la voie en généralisant les problèmes liés au sexe dans le processus de la Mission d'Évaluation Conjointe au Soudan. L'analyse des disparités liées aux sexes, en tant que méthodologie pour la Mission d'Évaluation Conjointe, a démarré au niveau des ménages en examinant les manières par lesquelles les femmes et les hommes participent différemment à l'économie des ménages et à la société. Elle cherchait également à identifier les structures (institutionnelles, politiques et sociales), les politiques et les pratiques qui agissent pour perpétuer les modèles d'adversités et d'inégalités des femmes et des hommes.

“La possibilité des femmes de tous les segments de la société au Soudan d'accéder aux systèmes de justice est centrale.”

Sarah Nugdalla, parti UMMA

“Le développement de la sensibilisation des forces de police aux disparités entre les sexes, avec l'implication des femmes

dans les forces, est un aspect crucial de l'instauration de l'ordre public et la garantie d'une protection appropriée des femmes dans le pays. La violence contre les femmes et autres formes d'agressions doivent être reconnues en tant que questions relevant de la politique publique et des systèmes judiciaires. La formation de la police sur la façon de traiter ces problèmes de manière sensible est prépondérante.”

Amal Kunna Khairy, Centre sur la disparité entre les sexes pour la recherche et les études.

Le financement de l'égalité des sexes

Les femmes soudanaises ont exprimé un besoin d'opportunités, d'autonomisation, de participation et d'inclusion des femmes dans la mise en place des systèmes législatifs et constitutionnels.

La réunion sur la disparité entre les sexes qui s'est déroulée le soir de la Conférence des Donateurs à Oslo en avril 2005 a rassemblé environ 50 femmes soudanaises venues du nord, du sud et du Darfour pour élaborer un ensemble commun de priorités et de recommandations pour la paix, la reconstruction et le rétablissement.¹ Suite aux réunions avec les donateurs internationaux, les femmes soudanaises ont fait un nombre spécifique de recommandations visant à généraliser les principes d'égalité des sexes dans tous les mécanismes de financement et les

programmes. Les femmes soudanaises ont défini un nouveau plafond mondial, avec des critères pour des budgets sensibles aux disparités entre les sexes, afin d'assurer 80% des responsabilités aux femmes, aux jeunes et aux communautés pauvres et marginalisées affectées par la guerre. La meilleure façon de mesurer l'engagement envers les femmes est de suivre l'argent et de s'assurer que l'argent travaille. Un budget sensible aux disparités entre les sexes peut être mis en place pour guider la reconstruction du Soudan.

À Oslo, les femmes soudanaises ont également appelé à :

- une représentation d'au moins 30% de femmes dans les positions de prises de décisions à tous les niveaux, y compris les institutions de transition, les processus de révision et les commissions établis dans le cadre de l'Accord de Paix Globale (CPA)
- l'établissement d'un Ministère des Femmes et de l'Égalité des Sexes – comme le prévoit l'Accord de Paix Globale – et des divisions entre les sexes dans les autres ministères
- l'établissement d'un fonds pour les femmes dans le Fonds de Dépôt Multidonateurs pour les programmes spécifiques aux femmes et pour assurer un rôle formel aux organisations de femmes dans la gestion et les dépenses des fonds
- l'établissement de centres de ressources pour les femmes destinés aux réfugiés, aux femmes délocalisées dans leur propre pays et aux rapatriés aux niveaux des états, des provinces et des districts
- la formulation de politiques économiques pro-pauvres et l'éradication de la pauvreté, des stratégies pour créer des richesses qui répondent de manière appropriée aux besoins et aux droits des femmes et des filles
- la réduction des disparités entre les sexes dans l'inscription à l'école et les taux d'abandon pour les secteurs primaires, secondaires, tertiaires et post universitaires, avec une priorité donnée aux zones marginalisées usées par la guerre
- la reconnaissance de l'importance du VIH/SIDA en relation avec la sécurité humaine le besoin d'une éducation et d'une sensibilisation, de prévention et de traitement
- l'application et/ou l'exécution de lois

pour éradiquer toutes les pratiques traditionnelles néfastes qui ont un impact sur la santé des femmes et des filles

- l'apport de services de santé génésique complets.

La formation sur les disparités entre les sexes et la construction de capacité est d'une importance vitale. Les principes et les approches des budgets sensibles aux disparités entre les sexes et pro-pauvres doivent être intégrés en principe, comme en pratique. Les programmes de formation et de construction de compétences doivent comporter une orientation consciente sur l'inclusion des femmes ainsi que l'intégration d'éléments sur les disparités entre les sexes. Cela doit s'ajouter à un investissement solide pour soutenir la communauté et les groupes de femmes, les réseaux et les associations.

La mort tragique de John Garang de Mabior ne doit pas entraver la marche du Soudan vers une paix équitable. Comme son épouse Rebecca l'a dit aux personnes affectées par sa disparition: "Le Dr John voulait que vous soyez unis. Mon mari ne me manquera pas, tant que vous, le peuple du Soudan, serez les gardiens de l'Accord de Paix Globale. ... Le Dr Garang nous a légué la lutte pour les droits des femmes et des enfants. S'ils sont maltraités, je serai féroce."

Les femmes connaissant le prix de la guerre et des destructions. Beaucoup de femmes et leurs familles sont délocalisées, vivent dans une pauvreté extrême sans accès à de l'eau potable, sans énergie, sanitaires, moyens de subsistance et sans éducation. Après 40 ans de souffrance, la paix apporte un nouvel espoir. Mais cette paix est fragile. Il faut la nourrir et y investir avec prudence. Un nouveau Soudan, un Soudan sans guerre, a besoin de femmes pour le diriger en tant que citoyenne égale et à part entière. Les femmes sont centrales aux obligations énormes qui attendent le Soudan et elles peuvent accélérer la construction de la paix, de la sécurité et de la prospérité. C'est par la direction des femmes et la promotion de l'égalité entre les sexes que les progrès vers l'accomplissement des engagements du millénaire deviendront une réalité dans les communautés.

Seuls cinq des 74 membres du gouvernement de l'unité nationale annoncés en septembre 2005 sont des femmes.

Les risques demeurent contre elles, mais les femmes soudanaises continuent d'organiser, de défendre et de lancer des actions. Elles exigent la continuité de notre soutien financier et technique. Elles ont besoin de notre solidarité et de notre engagement pour progresser vers les objectifs de développement du millénaire pour tous les secteurs de la société soudanaise. Leur courage et leur persévérance méritent notre soutien, tout comme le Soudan mérite sa paix.

"Pendant toutes ces années nous avons affronté les défis en nous mobilisant pour la paix, toutes ces années nous avons clamé notre cause, poussé pour être entendues. Nous ne sommes pas loin, mes sœurs. Organisons-nous encore plus maintenant et luttons ensemble."

Rebecca Okwachi,
journaliste de Sudan Radio.

"Les priorités et les recommandations à Oslo sont pour toutes les femmes du Soudan. ...Nous continuerons à les diffuser à toutes les femmes du Soudan pour savoir quelles sont nos priorités de reconstruction."

Abuk Payiti, Directrice de Bureau de la Paix entre les Sexes, Mouvement de Libération du Peuple Soudanais.

Nyaradzai Gumbonzvanda est un avocat des droits de l'homme et directeur de programme régional pour le Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme dans l'est et la corne de l'Afrique (www.unifem-east-ernafrica.org). Courriel : nyaradzai.gumbonzvanda@undp.org

Grace Okonji est économiste et travaille actuellement avec le Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme en tant que Spécialiste du Programme sur la Féminisation de la Pauvreté en Afrique. Elle était la spécialiste sur la disparité entre les sexes pour le Soudan du nord au cours de la Mission d'Évaluation Conjointe au Soudan.

Courriel : grace.okonji@undp.org

Cet article est tiré de *Vers l'accomplissement des objectifs de développement du millénaire au Soudan : Le caractère Central de la Direction des Femmes et de l'Égalité des Sexes* recueilli par Iselin L. Danbolt, Nyaradzai Gumbonzvanda et Kari Karamé. La publication a été soutenue par le gouvernement de Norvège, le Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme et l'Institut Norvégien des Affaires Internationales. Publié en 2005 par le Bureau Régional du Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme de l'est et de la corne d'Afrique. 57pp. Disponible en ligne sur le site: www.unifem.org/attachments/products/TowardsAchievingMDGsInSudan_eng.pdf

¹ www.sudansupport.no/genderconf_05_oslo/doc_index.html

Mise en danger de la paix en ignorant des femmes

par Nada Mustafa Ali

“Nous voulons que nos femmes du Nouveau Soudan soient bien informés au sujet de la politique. Elles sont la majorité de la population... mais à cause de l'ignorance, elles sont écrasées, gardées dans la cuisine et incitées à procréer... Mais le temps est venu pour que nous dansions également avec nos hommes dans l'arène politique. Aucun homme ne naît politicien et aucune femme naît cuisinier!”

Brochure, Association des femmes du Nouveau Soudan, Mars 1999

“Un problème important avec cette convention de paix est que c'est une convention négociée sans la participation d'autres partis politiques ou d'organisations de la société civile dans lesquels plus de femmes sont représentées.”

Sonia Aziz Malik, conférencier, Université Ahfad pour les femmes, Omdurman

Les conflits et les exclusions non résolus minent sérieusement l'application de l'Accord de Paix Globale (CPA) signé en janvier 2005. Le CPA témoigne de la lutte des personnes du Soudan méridional et des montagnes Nouba. Il peut avoir résolu en grande partie les contradictions entre le nord politique et le sud mais l'injustice dans d'autres parties du pays, en particulier Darfour, a incité une violence féroce. Les milices parrainées par le gouvernement ont employé le viol comme outil pour subjuguier des communautés entières. Le conflit pourrait également escalader dans l'est, où les femmes sont les plus affectées par des décennies de marginalisation socio-économique, politique et culturelle. Le processus menant au CPA et à la formation du “gouvernement d'unité nationale” en septembre 2005 a été dominé par le SPLM et du Parti dirigeant du Congrès National et a exclu la plupart des autres forces politiques aussi bien que les organisations de la société civile, y compris les groupes des femmes.

Il est important de se rappeler que non seulement les corps des femmes ont été utilisés comme outils du nettoyage ethnique – dans le sud, les montagnes

Nouba et Darfour – mais également que des femmes ont été activement engagées dans la promotion de la paix. Les femmes ont été responsables de diriger des communautés entières en l'absence des hommes et des services essentiels: dans les zones affectées par la guerre, dans les camps déplacés dans Khartoum, dans les camps de réfugiés au Kenya et autres pays voisins, et en exil en Europe, Australie et Amérique du Nord. Elles ont également joué des rôles clés dans les efforts de réconciliation intertribale à travers le Soudan méridional.

Les femmes dans le SPLM et les organisations de femmes basées à Nairobi

Les femmes ont commencé participer activement dans le SPLM/A en 1984 où un “bataillon de filles” a été établi. En 1985 la Fédération des Femmes du Nouveau Soudan (NSWF) a été créée. Du but initial sur l'organisation des femmes pour aider les blessés et pour nourrir l'armée, la NSWF est passé à fournir de l'aide humanitaire aux femmes et aux enfants dans les camps de réfugiés et a commencé des classes d'alphabetisation pour les femmes. En 1986 les premières femmes ont rejoint “l'école politique” de la SPLM et en 1989 le mouvement a créé la position de directeur des Affaires des femmes. Des femmes ont participé au processus de préparation pour la première convention de la SPLM/A en 1994, où 23 femmes ont été nommées au Conseil de Libération National du mouvement.

Tout au long des années 90 les organisations des femmes soudanaises ont créé un mouvement qui a travaillé en collaboration avec des agences de l'ONU, des donateurs et des communautés locales à Nairobi ainsi que dans des zones non contrôlées par le gouvernement. Les membres essayaient continuellement de créer un espace pour les femmes chez diverses institutions politiques. Pour mieux coordonner leurs activités ils ont travaillé avec des organismes communautaires pour installer les Organisations Indigènes du Nouveau Soudan (NESI). Des groupes engagés

dans la défense et la livraison de services dans les zones non contrôlées par le gouvernement au Soudan méridional. La NSWF a créé des centres qui ont fourni des conseils juridiques aux femmes touchées par la violence domestique. La Voix des Femmes Soudanaises pour la Paix (SWVP) a fourni des cours de formation sur la résolution de conflits, la surveillance de la paix et les qualifications de direction en collaboration avec les agences internationales et de l'ONU.

La participation des femmes aux négociations de paix a commencé en 1997 où deux femmes ont joint l'équipe de négociation de la SPLM. Dans toutes les réunions de Machakos et de Naivasha, les femmes du sud telles que Jemma Kumba, Anne Itto, Awut Deng, Agnes Lasuba, Christine Lino, Abuk Payiti, Susan Jambo, Lona Lowilla et Cecilia Oba ont formulé un plan clair pour aborder les obstacles empêchant l'intégration appropriée des nécessités spécifiques des femmes dans le procédé de paix. L'activisme des organismes basés à Nairobi s'est développé autour d'un discours très fort et critique, qui a exigé la représentation dans les entretiens de paix. Cependant, à la fin, bien que les organisations de la société civile avec SPLM/A aient été présentes aux briefings et consultations, elles – y compris les organisations de femmes – ont été exclues des négociations de paix officielle.

Conformément aux résolutions de la conférence des femmes d'Oslo, tenue en avril 2005, au moins 30% des sièges dans toutes les institutions politiques devraient être assignés aux femmes. Les résolutions de la conférence ont couvert le rôle des femmes et leur accès au pouvoir, aux ressources et aux services dans différentes sphères. Cependant, la concentration sur la représentation des femmes sans prêter attention au genre du CPA et d'autres processus politiques pourrait résulter en une politique patriarcale non modifiée mâle, quoiqu'avec une participation féminine symbolique. Il est important de s'assurer que tout le CPA et la constitution soient

bien engendrés, ce qui signifie que des problèmes de redistribution du pouvoir et de la richesse soient également considérés par rapport à la position des femmes et des hommes dans la société, y compris la propriété de la terre des femmes et la participation active des femmes dans la prise de décision. Nous ne devons pas oublier que le CPA a été négocié avec un régime dont l'idéologie rigide discrimine activement contre des femmes. Étant donné que le CPA tient compte de l'application de la loi sharia dans le nord, la discrimination menée par l'état semble établie à continuer au moins dans le nord. Une approche sensible du genre peut être un outil pour provoquer la transformation véritable en défiant cette idéologie. Il est également temps de repenser le rôle des femmes comme porteuses de culture et marqueurs des frontières ethniques,

exprimé, par exemple, dans les restrictions posées sur l'intermariage entre les diverses communautés au Soudan.

Seulement cinq des 74 positions dans le nouveau gouvernement du Soudan sont tenues par des femmes. Le nouveau ministre de la santé, Tabita Shokai – une infirmière et pendant longtemps une activiste de Nouba précédemment basé au R-U – se réjouit du fait qu'il y a 60 femmes dans l'Assemblée nationale qui compte 274 membres – mais soutient que ce n'est pas assez. "Nous avons encore besoin de plus de représentation dans tous les aspects de la prise de décision et il y a la nécessité de construire la capacité de chefs femmes."¹

Indépendamment du rapport de la Mission d'Évaluation Commune, qui a commencé par formuler qu'une stratégie basée sur le genre, une paix dominante et des processus associés à la

paix ont échoué à considérer la manière spécifique dont le conflit, la construction de la paix et la reconstruction après le conflit ont affecté les femmes et les hommes d'une manière spécifique concernant le genre. Ils n'ont pas donné la considération due au rôle des femmes comme constructeurs de la paix et participants actifs à la reconstruction après le conflit. S'ils ne sont pas adressés, ces problèmes risquent de mettre en danger, et non de créer, le rétablissement et la reconstruction du Soudan.

Nada Moustafa M Ali, un universitaire et activiste soudanais, est directeur de la Santé Africaine pour l'Habilitation et le Développement (www.africanhealth.org.uk). Email: nadaprivate@yahoo.co.uk ou nali@africanhealth.org.uk.

¹ www.nationmedia.com/EastAfrican/Current/Magazine/Magazine031020053.htm

Enrayer la propagation du VIH/SIDA au Soudan

par Shannon Egan

Les organisations internationales et soudanaises travaillant pour empêcher la propagation du VIH/SIDA craignent une augmentation des taux d'infection en raison des grands mouvements de retour des réfugiés et des personnes déplacées dans leurs pays.

On prévoit que 1,5 million de personnes déplacées dans leur pays vont retourner chez eux d'ici la fin 2006 et le retour imminent des réfugiés des pays voisins dont les taux de prédominance de VIH/SIDA dépassent considérablement l'estimation de 2,6% au Soudan, l'impact de la pandémie pourrait se propager.

Abu Bakr A Waziri, responsable du projet VIH/SIDA de l'UNFPA avertit que "... la situation sera très sinistre si les mesures nécessaires ne sont pas prises dès maintenant, car les rapatriés venant de ces régions infectées se mélangeront avec les personnes dans leur nouvelle région."

Le chef du programme VIH/SIDA de l'UNHCR, Paul Spiegel, reconnaît les risques potentiels d'une augmentation des infections par le VIH mais conseille vivement aux gens de ne pas sauter aux conclusions en ce qui concerne la prédominance du VIH parmi les rapatriés. "Tandis qu'il est vrai que les populations

et les réfugiées affectés par le conflit sont à un plus grand risque d'infection par le VIH – à cause de violence sexuelle et rupture des services de santé – ceci ne se traduit pas nécessairement en taux d'infection plus élevés," Spiegel expliqua "Les taux d'infection réels dépendent fortement du contexte." Les facteurs principaux incluent la prédominance du VIH dans la région d'origine, du taux d'infection de la population entourant les camps de réfugiés et le temps que les réfugiés ont passé dans le camp. En outre, le risque accru d'infection par le VIH en temps de conflit pourrait être compensé par un risque réduit car la mobilité des réfugiés est restreinte et leur niveau de prise de conscience du VIH/SIDA est plus élevé grâce à des programmes éducatifs dans les camps de réfugiés.¹

Plutôt que de percevoir le retour des réfugiés soudanais comme un risque potentiel pour des infections par le

VIH accrues au Soudan méridional, Spiegel préfère voir le retour des réfugiés comme une opportunité. Ceux qui ont été instruits dans les camps au sujet du VIH/SIDA et qui ont été formés comme travailleurs ou infirmières de santé peuvent à leur tour instruire et aider les communautés avec lesquelles et auxquelles ils reviendront.

Réponse

Les institutions gouvernementales se rendent de plus en plus compte de la situation et ont lancé des programmes de prévention contre le HIV/AIDS dans tout le pays. Les autorités de l'éducation ont présenté un enseignement au sujet des risques de rapport sexuel non protégé dans les programmes d'études dans les écoles primaires et secondaires. Le Ministère de la Religion encourage les communautés musulmanes et chrétiennes à discuter des mesures préventives. Les autorités militaires instruisent les soldats dans l'utilisation des préservatifs.

En 2003 le Président Omar Al-Bashir a serré la main à des personnes infectées par le VIH/SIDA devant une assistance de plus de 1000 citoyens soudanais afin de propager le message que ceux vivant avec le VIH/SIDA seront soutenus par

la nation. Pendant cette assemblée, le président a également pris l'engagement de soutenir et financer des projets consacrés à éradiquer la propagation du VIH/SIDA.

UNAIDS, UNFPA et UNHCR se sont engagés à soutenir, financer et collaborer avec les projets de chacun associés au VIH/SIDA. Ceux-ci se concentrent sur motiver les chefs de communautés pour parler en public au sujet des problèmes du VIH/SIDA, permettre à plus de personnes d'accéder au traitement, instruire les personnes déplacées dans les camps et les zones rurales de sorte qu'ils puissent à leur tour instruire leurs communautés une fois qu'ils retournent chez eux et faire participer les soudanais vivant avec le VIH/SIDA à informer, instruire et conseiller les autres.

Les personnes infectées par le VIH/SIDA joignent le combat

L'Association de Soins des Personnes Soudanaises Vivant avec le VIH/SIDA (SPLWHACA) a été établie en 2003 à Khartoum par des personnes locales infectées par le VIH/SIDA pour soutenir plus de 600 000 personnes ayant le VIH/SIDA au Soudan. L'organisation offre des conseils pour aider les personnes à vivre une vie normale et à jouer un rôle principal en instruisant leurs communautés au sujet des méthodes de contraction et de prévention du VIH/SIDA aussi bien que de combattre le stigma entourant la maladie. Selon Joseph Jenoro Ochilla, chef du

SPLWHACA, "Le but des conseils est, oui, de fournir le soutien mais également vise à instaurer la confiance chez les personnes infectées par le VIH/SIDA de sorte qu'elles puissent sortir dans la communauté et mettre au courant les personnes du problème en disant, "Je suis VIH positif et c'est ok. "

Les 250 membres du SPLWHACA travaillent vingt-quatre heures sur vingt-quatre sur une base volontaire pour offrir le soutien et instruire les communautés dans sept de 18 états du Soudan. Leur travail est semé d'obstacles. En raison du manque de financement, ils n'ont aucun bureau. Quand ils essaient d'instruire les soudanais au sujet du VIH/SIDA, ils sont souvent ridiculisés, même jetés dehors par les communautés, en grande partie à cause de la corrélation de la transmission du VIH/SIDA avec les rapports sexuels en dehors du mariage, un acte condamné par la loi islamique sharia du pays. Comme Ochilla explique, "Les personnes au Soudan veulent garder ceux qui sont positifs dans un secteur clôturé pour ne pas déranger la communauté. Mais ils ne comprennent pas que ceux d'entre nous qui savent qu'ils sont positifs sont moins dangereux que ceux qui sont positifs mais ne le savent pas."

Asha Ebrahim, conseillère de l'information du SPLWHACA, s'est impliquée avec le réseau quand elle a appris qu'elle était VIH positive en raison d'une transfusion sanguine. La chose la plus difficile à propos de vivre avec le

VIH/SIDA au Soudan, dit-elle, est le dur traitement par ses pairs dus au stigma entourant la maladie "Dès que l'homme qui est le propriétaire de la maison que je loue apprend que je suis positif, je suis flanquée à la porte. Les professeurs dans l'école disent à mes enfants qu'il n'y a pas de place pour eux." En dépit de ces difficultés, Asha s'est consacrée à informer et à instruire le peuple du Soudan au sujet du VIH/SIDA. Elle est apparue dans de nombreuses émissions télévisées et est devenue une oratrice de premier plan dans beaucoup d'ateliers associés au VIH/SIDA dans tout le Soudan.

Pour Ochilla, la récompense de travailler avec le SPLWHACA est de voir que ceux atteints du VIH/SIDA commencent à croire en un futur plus heureux et que les communautés s'ouvrent graduellement aux messages propagés par les membres du SPLWHACA "A la fin ce n'est pas facile mais nous sommes consacrés au travail parce que nous croyons qu'il est important et que avec le temps nous pourrions faire une différence dans la propagation du VIH/SIDA au Soudan."

Shannon Egan est une journaliste indépendante au Soudan. Courriel: shannonegan1@yahoo.com Entre autres, elle écrit pour IRIN www.IRINnews.org.

¹ Voir Paul Spiegel et Alia Nankoe, "Le travail de l'UNHCR avec les réfugiés et le VIH/SIDA: leçons apprises." FMR17, www.fmreview.org/FMRpdfs/FMR19/FMR1909.pdf

Les enfants séparés dans le sud du Soudan

par Una McCauley

Un grand nombre de jeunes gens dans le sud du Soudan grandissent sans leurs parents. Les résultats des recherches suggèrent que beaucoup préféreraient vivre en dehors de structures de famille non supportives et qu'ils dépendent de plus en plus les uns des autres, plus qu'ils ne dépendent des adultes pour les questions de soutien et de confort.

La guerre a déformé l'équilibre démographique dans le sud du Soudan, où les enfants représentent jusqu'à 53% de la population. En raison du grand nombre d'hommes qui ont soit été tués soit forcés de migrer à la recherche d'un travail, les femmes

représentent 55% de la population. Elles ont dû prendre un lourd fardeau de responsabilités qu'elles n'avaient pas avant la guerre, remettant en cause les dynamiques familiales dans une société dominée hiérarchiquement par les hommes.

Comme les organismes orientées sur les enfants dans le sud du Soudan ont changé leur approche pour une vision plus holistique de la protection des enfants vulnérables, il est apparu clairement qu'il y a des liens cycliques significatifs entre la séparation des familles, volontaire ou involontaire et la vulnérabilité aux recrutements, aux enlèvements, à l'exploitation sexuelle et autres horreurs caractéristiques de la vie de beaucoup d'enfants dans le sud du Soudan. Les enfants qui sont séparés de leurs premiers parents originels sont plus susceptibles de partir de chez

d'autres tuteurs par la suite, en raison de mauvais traitements et d'un manque perçu d'amour et de soutien. Les préoccupations sur les débordements de l'impact que le VIH/SIDA aura sur les structures des ménages ont entraîné une augmentation de l'intérêt sur les enfants séparés et les enfants sans soutiens principaux. Le mouvement potentiel d'un grand nombre de personnes délocalisées dans leur propre pays et de réfugiés depuis le nord et les pays voisins soulève des inquiétudes sur les enfants qui risquent d'être laissés derrière ou qui seront séparés avant le départ ou pendant le retour, ainsi que de l'impact qu'un grand nombre de rapatriés peut avoir sur les mécanismes d'adaptation des familles.

Il est urgent de mieux comprendre la séparation: qui sont-ils, comment et pourquoi ont-ils été séparés, quels sont leurs choix, quels sont les mécanismes d'adaptation que les enfants, leurs familles, leurs tuteurs et les communautés emploient et comment perçoivent-ils la séparation. L'UNICEF, Sauver les Enfants UK et Sauver les Enfants Suède ont cherché à répondre à ces questions en parlant à un petit groupe d'enfants et d'adultes dans le sud du Soudan, affectés directement ou indirectement par la séparation familiale.

Comment les enfants sont séparés

Il y a beaucoup de raisons pour lesquelles et selon lesquelles tant d'enfants dans le sud ont été séparés de leurs familles. Parfois, ils sont forcés de partir de chez eux en raison de disputes, d'autres fois, c'est une décision informée de la part de l'enfant et/ou de la famille. Il y a des preuves anecdotiques qu'un grand nombre d'enfants ont été séparés de leurs familles par des attaques ou d'autres actes de guerre, le recrutement militaire et la migration pour du travail, mais peu dans la façon de documenter les séparations familiales. Le comité international de la Croix Rouge a procédé à des enregistrements limités d'enfants séparés par la guerre – la plupart de ceux qui ont fui dans la panique des bombardements aériens – mais il n'y a jamais eu de programme pour remonter aux familles et les réunir dans le sud du Soudan. Ceci est en partie dû à la compréhension culturelle et aux définitions de la séparation familiale et à qui sont les enfants et la mesure dans laquelle les

enfants séparés sont considérés comme des biens économiques à absorber dans de nouvelles familles. Beaucoup de communautés ne considèrent pas qu'un enfant qui vit dans le système de soutien familial élargi puisse être "séparé," car les pratiques de soins coutumiers permettent à un large éventail de membres de la famille et du clan d'être responsables de l'enfant.

Le recrutement militaire a constitué une cause significative de séparation, car tous les protagonistes ont utilisé des enfants dans des rôles au combat et de soutien. Les enfants ont rapporté que leur décision de s'enrôler était souvent volontaire – la décision d'échapper à des situations domestiques difficiles et abusives ou de venger la mort d'êtres chers. Le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais recrutait des enfants et les séparait de leurs familles, mais déclarait également que son armée constituait un endroit sûr et sécurisé pour les enfants séparés qui n'ont personne d'autres pour s'occuper d'eux. Sur environ 16000 enfants qui ont été formellement démobilisés de l'Armée de Libération du Peuple Soudanais entre 2001 et fin 2003, plus des deux tiers vivaient sans leur famille. Tandis que leur retour a été relativement facile, ce n'est pas le cas pour les autres forces armées dans le sud, en particulier la milice soutenue par le gouvernement du Soudan qui a recruté des enfants de force ou en leur faisant des promesses de récompenses en argent.

Un autre groupe de haut profil est celui des enfants enlevés, avec les femmes et le bétail, au cours d'attaques nordistes ou, moins souvent, au cours d'attaques intertribales dans le sud entre les Dinka et les Nuer et entre les Merle et les Nuer. Parce que beaucoup d'attaques tribales se déroulent dans des régions inaccessibles, il n'y pas de compréhension réelle de l'étendue du problème.

La migration pour le travail a également causé beaucoup de séparations. Au sein des communautés du sud, il y a des réticences à reconnaître les mouvements vers Khartoum ou d'autres zones contrôlées par le gouvernement du Soudan. Toutefois, la plupart des familles ont des parents qui sont allés vers le "nord" et la relation entre le "nord" et le "sud" est beaucoup plus fluide que la plupart des gens dans le sud veulent bien admettre. Les enfants qui ont pris part à l'étude ont été laissés derrière lorsque les parents

migrés étaient pris en charge par des membres de la famille ou le clan.

La séparation est souvent le résultat de la croyance traditionnelle parmi les tribus Nilotiques que les séparations précoces des garçons de leur famille fait partie du processus de croissance de l'enfant. Ni les répondants adultes, ni les répondants enfants dans la recherche n'ont trouvé alarmant le processus de séparation des garçons. Les jeunes garçons ont quitté la maison pour rechercher une meilleure éducation ou une vie meilleure dans l'économie monétaire ou dans les camps de réfugiés des pays voisins, se séparant volontairement de leurs familles à un âge relativement jeune. Une étude de l'UNICEF sur les enfants des rues à Khartoum a montré que la plupart étaient des jeunes garçons du sud, dont beaucoup ont opté de quitter leurs familles dans le sud dans l'espoir de s'améliorer.

Parmi les différents groupes tribaux du sud du Soudan, la prise en charge des enfants orphelins ou de ceux qui ont perdu leurs principaux tuteurs revient habituellement au reste de la famille, souvent des parents maternels. Toutefois, après une telle prolongation du conflit et des préjudices aux moyens de subsistance, les familles et les communautés n'arrivent pas à s'adapter au nombre croissant d'orphelins et d'enfants séparés. La plupart des répondants adultes ont indiqué que la prise en charge des enfants séparés constituait un fardeau inopportun, dont le poids retombe presque entièrement sur les femmes.

Ce que disent les jeunes

La situation dans l'ensemble pour les enfants est sans espoir et le fait que tant d'enfants soient séparés en raison des conditions néfastes dans leurs foyers et communautés soulève des inquiétudes sur les solutions de fortune aux séparations familiales. Tandis que beaucoup des causes de séparations sont les mêmes pour les enfants qui sont séparés pour la première fois, le traitement inapproprié des enfants séparés dans beaucoup d'exemples entraîne une nouvelle séparation (ou des enfants qui quittent leur foyer à la recherche d'une existence meilleure).

La séparation volontaire est considérée par beaucoup de jeunes comme une option attrayante. Dans toutes les communautés de l'étude, les enfants ont

souligné le fait que les enfants séparés qui vivent dans des cellules familiales (que ce soit dans la famille étendue ou dans des familles d'accueil) sont soumis à des sévices, la discrimination et sont négligés par leurs tuteurs, la communauté et les autres enfants. La majorité des enfants séparés interrogés ont dit ne pas vouloir être réunis avec leurs familles et ont soutenu avoir quitté leur foyer parce que leur vie y était pire. À moins que des améliorations puissent être faites au niveau des foyers, ils ne voyaient aucune raison d'y retourner.

Les filles affrontent les pires conditions, surtout au nord de Bahr El Ghazal et à l'est du Nil supérieur, où l'option de partir leur est refusée et elles sont piégées dans des situations d'exploitation et de sévices. Beaucoup rapportent avoir été exploitées sexuellement par des membres de leurs familles étendues et n'avoir personne vers qui se tourner. Le mariage précoce n'est pas rare dans beaucoup de régions du sud du Soudan, mais les filles séparées font face au risque d'être mariées de force à un âge encore plus jeune, car c'est là le moyen des familles tutrices d'accéder à la dot et de se soulager du fardeau de prise en charge de l'enfant.

Se voir refuser de la nourriture est un problème majeur pour les enfants séparés. Les enfants interrogés ont donné des détails sur la façon dont les tuteurs d'enfants séparés leur refusent régulièrement de la nourriture et traitent leurs enfants biologiques de manière préférentielle. Un chef dans l'est du Nil supérieur a raconté comment les gens qui prennent en charge des enfants séparés prétendent souvent que l'enfant "vient de manger," alors qu'il n'a pas mangé depuis plusieurs jours.

Tous les enfants ont exprimé une forte croyance que l'éducation était la seule manière d'améliorer leur situation. Beaucoup ont l'impression que les adultes placent des barrières à leur réussite éducative. Plus de garçons que de filles quittent leur foyer pour rechercher l'accès à l'éducation. Étant partis de chez eux, ils n'arrivent souvent à leur destination que pour se voir refuser d'assister aux cours parce qu'ils ne peuvent pas payer les frais. Les filles sont moins susceptibles de partir pour rechercher l'éducation, car elles ou leurs tuteurs ne considèrent pas que ce soit une priorité. Et elles ont de toute façon rarement l'opportunité

d'aller à l'école, même si une école est disponible.

Tous les enfants interrogés ont mentionné la violence domestique, la violence sexiste et le harcèlement sexuel comme causes de séparation. Les femmes ont rapporté que les hommes démunis par la guerre avaient perdu leur statut, que la guerre les avait rendus brutaux par la vie militaire et qu'ils étaient rentrés pour malmener et harceler leurs femmes. Les enfants ont dit que les pères étaient souvent si violents que leurs mères quittaient le foyer, les laissant seuls avec leurs pères qui ne s'occupent pas d'eux et ainsi, ces enfants sont désireux de partir à leur tour. Suite aux violences sexuelles hors de la maison, certaines femmes n'arrivent plus à s'occuper de leurs propres enfants et finissent par quitter la maison.

Les enfants sont préoccupés par l'alcool. Le problème de l'abus d'alcool par les parents a été mentionné par les enfants dans toutes les communautés comme un facteur majeur de contribution à la violence et la négligence domestique. "L'alcoolisme entraîne des mauvais traitements sur les enfants, surtout sur les filles sexuellement, ce qui frustre les enfants et les force à fuir leurs maisons," a rapporté une adolescente de l'est de l'Équateur. Les enfants séparés qui vivent dans des bourgs ou comme des enfants soldats se consolent dans l'alcool. Les adultes et les enfants ont remarqué une consommation accrue de marijuana parmi les garçons et les filles.

Un enfant au nord de Bahr el Ghazal a rapporté que "les enfants séparés sont exploités et surmenés. Ils sont délaissés et doivent trouver leur propre nourriture, même lorsque le père est encore en vie."

L'affection vient traditionnellement des mères et non des pères. Tandis qu'un enfant qui a encore un père peut ne pas être défini comme un enfant séparé, il semble que beaucoup d'entre eux partagent la même impression de ne pas être pris en charge. Les répondants adultes et enfants ont souligné le fait qu'un enfant dont la mère est morte était dans la même mauvaise posture qu'un enfant dont les deux parents sont morts. Les pères veufs ont très peu à voir avec la prise en charge d'un enfant. Dans beaucoup de cas, les pères satisfont leurs propres besoins en nourriture en allant chez un voisin ou un parent, mais ne

procurent souvent pas de nourriture cuisinée à leurs propres enfants et ceci est considéré par les adultes comme un comportement acceptable.

Les enfants séparés forment souvent des foyers tenus par des enfants. Les enfants qui vivent dans les bourgs au nord de Bahr El Ghazal ont décrit comment ils comptaient les uns sur les autres en ce qui concerne le soutien psychologique et physique. "Les enfants s'aident les uns les autres en partageant de la nourriture, les garçons plus âgés protègent les enfants plus jeunes des autres garçons qui pourraient leur faire du mal. Ils s'aident les uns les autres dans les travaux comme battre le sorgho, laver le linge et s'occuper du bétail."

Les jeunes ont une idée claire sur ce qui est bon pour eux et ils sont capables de prendre des décisions intelligentes pour leur vie. La décision de beaucoup d'enfants séparés de ne pas rentrer chez eux à moins d'améliorations significatives doit être reconnue.

Le sentiment de rancune est clair pour beaucoup d'enfants sur la façon dont ils ont été traités chez eux: refus d'accès à l'éducation, l'exploitation au travail et, surtout, le manque d'amour et de soins. Les enfants semblaient avoir une idée claire de ce qu'ils attendaient de leurs parents et ils revendiquaient systématiquement lors des entretiens que c'était leur droit de recevoir de l'amour et des soins émotionnels de la part de leurs parents ainsi que d'avoir leurs besoins physiques pris en charge. Si ces droits n'étaient pas abordés, alors c'était une bonne raison de partir de chez eux.

Les chercheurs ont été surpris par la force d'opinion exprimée par les enfants lorsqu'ils étaient interrogés sur l'impact qu'un foyer malheureux peut avoir sur leurs vies. Beaucoup d'enfants attribuent la séparation aux mauvais traitements subis par les enfants et au manque d'amour et d'affection qu'on leur donne. Les filles ont décrit un "bon foyer" où

- il y a de l'amour
- il y a de la nourriture, partagée équitablement entre chaque enfant
- personne ne vous insulte
- on a envie d'être en fin de compte
- les gens font des choses ensemble
- il n'y a pas de discrimination entre les enfants
- personne ne parle de qui est orphelin et qui ne l'est pas
- on a le droit d'aller à l'école

Recentrer la protection des enfants

Au cours des dernières années, beaucoup de l'attention des organismes internationaux qui travaillent sur la protection des enfants s'est centrée sur des activités avec des groupes d'enfants de haut profil – par exemple, la démobilisation des enfants associés aux forces de combat et le retour des enfants et des femmes enlevés depuis les régions du gouvernement du Soudan (GoS). Le secteur de la protection des enfants dans le sud du Soudan est petit et manque de ressources et il faut faire plus pour répondre aux besoins de protection des enfants les plus vulnérables, quels qu'ils soient et où qu'ils soient.

Il est important:

- d'abandonner les perspectives roman-

tiques de la nature toujours flexible et accueillante des familles étendues et des communautés d'accueil

- de reconnaître la légitimité de la colère des enfants quant à la façon dont ils ont été traités chez eux, se sont vu refuser l'accès à l'éducation, ont été utilisés pour travailler et se sont vu refuser de l'amour et des soins
- de soutenir les filles en priorité
- de réaliser que la tradition de quitter le foyer peut être normale et de ne pas imposer des normes et des standards familiaux qui sont inacceptables pour des garçons adolescents
- d'établir des activités de recherche des familles basées sur les communautés et des modèles standardisés de suivi et de contrôle des communautés pour

évaluer la bonne protection des enfants séparés et réunifiés et répondre à leurs préoccupations immédiates de protection

- de soutenir le travail social basé sur les communautés pour trouver les mécanismes et d'écouter de ce que les enfants et les jeunes ont à dire et d'aider les adultes à reconnaître les dangers du conflit et de la rancœur intergénérationnel.

Una McCauley est agent de protection de l'UNICEF au sud du Soudan. Courriel : umccauley@unicef.org. UNICEF Sudan: www.unicef.org/infobycountry/sudan.html

Genre, éducation et paix au Soudan méridional

par Jackie Kirk

Etendre l'accès à l'éducation pour les garçons et les filles est un Objectif de Développement du Millénaire. Au Soudan méridional, comme dans les autres sociétés post-conflit, beaucoup de filles restent exclues des opportunités d'instruction qui pourraient les aider à développer leurs connaissances, leurs qualifications et leurs attitudes pour construire une société plus paisible.

Le Secrétariat de l'Éducation du SPLM (SoE) a explicitement lié le genre, l'éducation et la paix dans le Directoire pour l'égalité des genres et le changement social. Ce mouvement vers l'avant identifie le potentiel de l'éducation pour améliorer une paix juste du genre. Le SoE a maintenant pour défi d'adresser des espérances très élevées pour l'éducation et ce de façon équitable aux niveaux régionaux, ethniques et du genre. Les disparités régionales sont considérables: les filles à Bahr El Ghazal, du Nil supérieur, des montagnes de Nouba et du Nil bleu méridional doivent faire face à des défis considérables et pratiques pour accéder à l'éducation parce qu'il y a tellement peu d'écoles dans ces régions.

Le Programme de Soutien de l'Égalité du Genre (GESP) du Programme pour l'Éducation de Base du SoE/Soudan (SBEP)¹ offre le soutien sous forme de bourses à plus de 2000 filles et femmes dans des établissements d'écoles secondaires et de formation de professeurs.

Conçu pour adresser les barrières à l'éducation des filles, il fournit des fonds à ces établissements selon le nombre de filles et de femmes qui y sont inscrites. Ceci inclut une subvention fixe pour les filles. Des décisions à propos de comment utiliser le reste de l'argent sont prises par les écoles par un processus participatif faisant participer les étudiants des deux sexes aussi bien que les professeurs et le conseil supérieur des représentants de l'école. En outre, chaque fille reçoit un "kit de confort" comprenant des serviettes hygiéniques, des sous-vêtements et du savon.

Une première évaluation indique que le GESP contribue à une inscription accrue, un abandon d'étude réduit, un absentéisme inférieur et des améliorations dans les conditions dans lesquelles les filles étudient et vivent. Les kits de confort permettent aux filles de passer plus de temps dans la salle de classe et à ne plus s'absenter pendant la période de menstruation. Leur distribution a ouvert

la discussion d'un sujet précédemment non adressé et d'une prise de conscience accrue parmi les professeurs masculins des besoins spécifiques des filles.

La construction de la paix au Soudan méridional nécessite un glissement de l'autoritarisme et de la patriarchie vers des approches plus démocratiques et plus participatives. Les écoles sont un emplacement essentiel pour cette transformation, non seulement parce que les étudiants dans les écoles sont aujourd'hui de futurs chefs potentiels mais également parce qu'elles sont les établissements principaux dans les communautés avec le potentiel de modeler de nouvelles façons de travailler. Le GESP a le potentiel de rendre l'expérience de l'instruction pour les garçons et les filles plus sensible aux problèmes du genre, participative et centrée sur l'étudiant.

Cependant, la capacité institutionnelle de comprendre et mettre en application des concepts nouveaux et complexes tels que la participation des étudiants et l'enseignement plus sensible aux problèmes du genre est limitée. Les professeurs masculins, en dépit de prendre plus conscience des besoins et des perspectives des filles, manquent d'information et d'outils pour transformer en conséquence leurs pratiques

d'enseignement. Les écoles et les établissements de formation demandent plus de contribution et de soutien, y compris la formation de professeurs et la construction de capacités, afin de faciliter, par exemple, des méthodes d'enseignement plus sensibles au genre et démocratiques dans la salle de classe et un statut accru pour les professeurs féminins.

Le programme et le matériel d'études sont des forces importantes pour l'égalité entre les genres. Ils devraient permettre à des garçons et à des filles de réussir à l'école, d'affirmer leurs droits et de leur permettre de participer activement aux processus de développement et de reconstruction. En l'absence d'un programme d'études commun, les écoles secondaires utilisent des programmes d'études, un enseignement et un matériel d'enseignement, Ougandais ou Kényan, ou une combinaison des deux. Le développement d'un nouveau programme d'études et de système d'examen pour un nouvel état est une occasion critique de repenser ce que les enfants apprennent dans les écoles et pour réorienter le contenu et les processus d'instruction pour promouvoir l'équité et la paix.

Pour ce faire ceci nécessite de repenser des programmes d'études non seulement d'école primaire et secondaire mais aussi ce que – et comment – les professeurs stagiaires apprennent. Avec le soutien du SBEP, un programme d'études unifié d'éducation de professeurs est développé avec une emphase sur des méthodologies centrées sur l'étudiant et des approches démocratiques dans la salle de classe. Il y a une nouvelle concentration sur les rôles des professeurs comme "agents du changement" dans les écoles, les communautés et la nation. Les professeurs doivent être activement engagés en créant et en maintenant des écoles

et salles de classes sensibles à l'égalité entre les genres – et particulièrement conviviales pour les filles.

La reconstruction et la transformation éducatives dans des contextes post-conflit nécessitent une contribution des hommes et des femmes. Cependant, au Soudan méridional il y a peu de professeurs féminins et encore moins de femmes dans des rôles de gestion d'éducation. Des chiffres en hausse de professeurs féminins dans les écoles pourraient améliorer les opportunités et les expériences éducatives pour les filles. L'inscription et le maintien des filles en hausse peuvent alors mener à un plus grand groupe de femmes prêtes et intéressées à suivre une éducation pour devenir professeurs, et finalement à de plus grands nombres de professeurs féminins.

Tandis que plus de femmes viennent à enseigner, l'attention doit être portée à s'assurer que les professeurs féminins sont considérés comme membres à part entière de l'équipe scolaire avec les mêmes statuts et espérances que les professeurs masculins, et non pas seulement associées à l'assistance aux filles à faire face aux problèmes de menstruation et à éviter une grossesse prématurée. L'attention à ces problèmes devrait inclure la formation pour tous les professeurs, ainsi qu'un matériel de communications tels que des affiches et des annonces radio pour recruter et maintenir des femmes dans l'enseignement.

Comme un rapport récent de l'USAID a souligné,² la violence basée sur le genre (GBV) est un problème très réel pour les femmes au Soudan méridional. La violence basée sur le genre – ou sa crainte – peut limiter la participation des filles/femmes à l'éducation. Les parents peuvent éloigner les filles de l'école par crainte d'attaque

sur le chemin à et de l'école. Les femmes dans la peur d'être battues par leurs maris sont peu susceptibles de devenir des professeurs et des agents de la communauté du changement. La formation de professeurs et les ateliers de travail des étudiants sont des réunions importantes pour adresser le GBV.

Les professeurs peuvent également constituer une partie importante des mécanismes nécessaires à rendre compte et à répondre par lesquels ceux affectés par la GBV peuvent accéder à de l'aide – mais devraient suivre un code de conduite très clair et des procédures de réponse aux violations. Instaurer de tels mécanismes de rapportage est un défi quand il y a tellement peu d'infrastructure éducative en place.

Recommandations

L'éducation pour l'équité entre les genres et la paix au Soudan méridional nécessitera:

- l'établissement de systèmes transparents et démocratiques de la gestion et de l'administration d'éducation
- de nouvelles stratégies pour recruter plus de professeurs féminins
- de baser le contenu de formation de professeurs sur les expériences et perspectives des femmes aussi bien que des hommes
- de concevoir une formation spécifique aux besoins des professeurs féminins: celle-ci ne devrait pas être considérée comme "réparatrice", mais comme des opportunités pour que les femmes partagent des expériences, discutent des problèmes concernant le genre et développent la capacité pour le leadership et la construction de la paix
- d'aider les professeurs féminins à prendre des positions dans la gestion et l'administration de l'éducation
- d'autoriser les professeurs féminins et masculins d'être agents de la protection contre la GBV.

Jackie Kirk est un associé de recherches au centre McGill pour la recherche et l'enseignement sur les femmes (MCRTW) à Montréal, et un conseiller travaillant avec le Programme d'Éducation de Base du Soudan. Cet article a considérablement bénéficié des informations données par d'autres membres de l'équipe du SBEP, y compris Joy du Plessis, Cathy Beacham, Kaima Ruiga, Christine Jada et Gemma Helen Pita, et le soutien de beaucoup de femmes et de filles du Soudan du sud. Courriel: jackie.kirk@mail.mcgill.ca

¹ www.ineesite.org/standards/sbep1.asp ; www.careusa.org/careswork/projects/SDN093.asp

² www.womenwarpeace.org/sudan/docs/usaaidgbv.doc

Pupilles adolescentes de rapatriés soudanais à l'école secondaire de filles de Yei. L'UNHCR prévoit de la remplacer par un pensionnat en dehors de Yei.



Crise d'éducation au Soudan du sud

par Tim Brown

L'éducation s'est épanouie dans les camps de réfugiés mais des jeunes se rapatriant au Soudan du sud sont frustrés par un manque sérieux d'opportunités éducatives, en particulier dans l'éducation secondaire.

John Garang a parlé de son ambition pour assurer l'éducation primaire universelle au Soudan du sud dans un délai de six ans. Cependant, l'héritage de 21 ans de conflit et de sous financement est intimidant. Moins de 200 des 1600 écoles au Soudan méridional ont des bâtiments permanents.¹ La plupart des salles de classe ont seulement un tableau et une craie. Selon l'UNICEF juste un enfant sur cinq en âge d'école primaire est inscrit,² les taux d'abandon sont élevés – particulièrement pour les filles – et seulement un écolier sur huit continue au delà du CM1. La moitié des professeurs de la région n'ont reçu aucune formation professionnelle et la plupart ont eux-mêmes accompli seulement environ quatre ans d'éducation primaire. Selon le Programme d'Education de Base du Soudan financé par USAID,³ seuls 2500 enfants – dans une région plus grande que la plupart des pays dans le monde et avec une population estimée à 7,5 millions – finissent l'école primaire tous les ans. Seulement 1% des filles achèvent l'éducation primaire et seulement un écolier sur quatre est une fille. Le manque de professeurs féminins – juste 6% de la force enseignante – renforce ce déséquilibre associé au genre. On estime que quatre-vingt-dix pour cent des femmes sont illettrées.

Depuis la signature de l'Accord de Paix Globale, la ville de Juba – ancienne et nouvelle capitale du sud – est devenue un aimant pour les étudiants qui retournent et ce aux niveaux primaires et secondaires. Les étudiants revenant des pays où ils s'étaient exilés et des zones contrôlées par le SPLM – du Soudan sont désespérés de recevoir une éducation gratuite dans une école publique.

La grande majorité des étudiants de retour sont anglophones. Avant la guerre la plupart des écoles secondaires à Juba utilisaient l'anglais comme langue d'instruction mais maintenant il y a seulement une école secondaire publique de "modèle anglais" dans tout le sud – l'école Juba Day. Comme tous

les étudiants secondaires de retour sont envoyés pour s'inscrire là, Juba Day a doublé en nombre d'étudiants et est au point de saturation. L'école fonctionne en deux postes. Les professeurs – qui n'ont pas été payés pendant deux mois – ont pris un poste supplémentaire en après-midi sans complément de salaire et en juillet ont fait grève pour une compensation adéquate. Comme les autorités ont arrêté les inscriptions il y a une masse croissante d'étudiants de retour qui sont frustrés. Il y a des problèmes semblables à la seule école primaire publique de modèle anglais à Juba, Buluk 'A' Basin, où certaines classes ont maintenant 180 enfants.

En dépit de la situation désespérée, il y a des semences d'espoir. Les étudiants se déplacent librement entre les zones du SPLM et les zones contrôlées par l'ancien Khartoum à la recherche d'une meilleure éducation. Les étudiants de retour et les professeurs peuvent apporter des qualifications, des attitudes et des modèles féminins positifs tellement indispensables. Les réfugiés de retour ont généralement reçu une meilleure éducation que ceux qui sont restés au pays. Les étudiants de retour se conduisent mieux et les professeurs et étudiants de retour parlent mieux l'anglais, alors que ceux qui sont restés parlent mieux l'arabe. Ils ont beaucoup à apprendre les uns des autres.

Le système éducatif au Soudan du sud a besoin d'une aide énorme. Il est recommandé que:

- les écoles de gens qui "retournent" reçoivent une aide immédiate, selon les priorités fixées par les autorités d'administrations des écoles et de l'éducation
- les agences soutiennent les écoles en dehors de Juba pour soulager la congestion dans la ville de Juba et pour fournir les services de pensionnaires afin d'attirer des étudiantes
- les agences travaillent avec les autorités de l'éducation pour déterminer des politiques pour adresser la qualité

et les différences énormes associés au genre lors de l'inscription et l'acquisition des connaissances.

- l'aide soit donnée pour fournir au Soudan du sud les professeurs si nécessaires et la formation des professeurs
- le soutien soit fourni pour développer et obtenir les manuels de langue anglaise et pour fournir une formation linguistique intensive
- des programmes non officiels d'éducation soient développés pour aborder des questions telles que la prise de conscience de VIH/SIDA, les qualifications de la vie et l'éducation de la paix, en particulier pour la jeunesse extrascolaire
- les donateurs soutiennent le rétablissement de l'université à Juba, pour attirer la diaspora des soudanais du sud et pour aider à développer une main d'œuvre qualifiée
- des programmes d'alphabétisation soient destinés aux adultes qui n'ont pas eu d'éducation pour leur faire prendre conscience de sa valeur et pourquoi ils devraient envoyer leurs enfants, y compris les filles, à l'école
- les filles et les femmes aient la priorité pour davantage d'opportunités pour étudier et enseigner.

L'éducation secondaire (y compris l'éducation technique et professionnelle) est d'importance primordiale. Elle augmente la protection, fournie des opportunités aux filles, décourage le mariage précoce, éloigne la jeunesse des problèmes et produit des travailleurs qualifiés. Les donateurs ne doivent pas négliger l'éducation secondaire et les autres formes d'éducation après le primaire durant cette période de transition critique.

Tim Brown a enseigné à l'université de Juba dans les années 80 et est actuellement officier de l'éducation UNHCR à Yei, au Soudan du sud. Email: brownt@unhcr.org. Cet article est écrit à titre personnel et ne correspond pas nécessairement aux vues de l'ONU.

¹ Les statistiques du Soudan du sud citées dans ce paragraphe ne couvrent pas les villes de garnison anciennement commandées par Khartoum.

² www.womenwarpeace.org/sudan/docs/baseline.pdf

³ www.careusa.org/careswork/projects/SDN093.asp

Une approche locale vers la paix à Torit, dans le sud du Soudan

par Jeannie Annan et Christine Pagen

Tandis que l'Accord de Paix Globale est la fondation sur laquelle le Soudan peut se développer en tant que nation en paix, il y a un besoin urgent de compléter les réformes institutionnelles avec des approches de paix à conception ascendante fiables. Une école dans l'Est de l'Équateur montre la voie.

Bien que l'enseignement pour la paix soit maintenant intégré dans les programmes qui suivent les interventions d'urgence,¹ certaines critiques suggèrent que les initiatives seraient superficielles, à caractère occidental et manqueraient d'engagement par rapport à l'environnement spécifique des participants. L'enseignement offre plus de chances de développer des attitudes et des compétences qui contribuent de manière durable à une culture de paix lorsqu'il est lancé par des initiatives locales.

L'école primaire St Kizito, un internat dirigée par le Diocèse catholique de Torit, est une particularité au sud du Soudan. Non seulement l'école cherche à enseigner à tous les enfants dans la région des alentours, mais elle a également une vision qui dépasse l'enseignement simple de l'écriture, de la lecture et des mathématiques. Comme l'explique Sœur Paskwina, une sœur catholique soudanaise qui a fondé l'école en l'an 2000: "Nous avons voulu démarrer une école où les enfants venaient de régions différentes et de groupes ethniques différents. Nous avons eu des problèmes dans cette région, avec des conflits entre nous et nous voulions que les enfants se rassemblent et qu'ils apprennent comment vivre ensemble dans la paix. Nous avons démarré à zéro. Aujourd'hui, nous avons 1500 enfants."

St. Kizito et les autres écoles du diocèse n'ont pas de programme de paix spécifique ou ne dirigent pas d'associations de résolution des conflits. Leur approche intuitive se base sur le principe familier aux psychologues sociaux que la confiance peut être construite parmi les groupes qui collaborent et travaillent ensemble et que les stéréotypes peuvent être changés en prolongeant les contacts avec les membres d'un autre groupe.

"L'école compte 24 groupes ethniques différents et nous nous entendons

tous bien. Nous rentrons à la maison ensemble pour les vacances. Nous dansons les danses traditionnelles de chacun. Les gens nous demandent pourquoi nous restons ensemble alors que nous sommes ennemis. Les gens ne peuvent que changer d'avis là-dessus à travers l'enseignement."

Sœur Paskwina décrit comment un groupe ethnique avait prévu d'attaquer le troupeau d'un autre groupe, mais que le premier groupe avait annulé l'attaque en réalisant qu'eux-mêmes comme leurs futures victimes avaient récemment commencé à envoyer leurs enfants pour vivre ensemble à St Kizito. Malgré ce succès, la méfiance des Soudanais du Nord et des autres groupes ethniques, les attaques de troupeaux et la violence sévissent toujours. L'enrayement de l'insécurité chronique dans la région prendra du temps et demandera l'application des lois et une croissance économique.

Malgré l'augmentation de la sensibilisation des médias sur les besoins au Soudan, le soutien des donateurs pour les écoles dans le sud du Soudan a récemment diminué. Inquiets de la pérennité, beaucoup ne financent pas les salaires ou les formations. St Kizito et les autres écoles doivent travailler sans relâche pour obtenir des soutiens extérieurs et subvenir aux coûts essentiels de fonctionnement. Cette année, les enseignants ont travaillé six mois sans salaire. Le manque de nourriture a menacé de mettre prématurément fin à l'année scolaire. L'école facture seulement 15 dollars par an pour l'enseignement, une chambre et le couvert, mais un tiers des familles seulement peuvent se

permettre ce coût. Beaucoup des élèves sont des orphelins ou des mineurs non accompagnés.

L'école de St Kizito n'apporte pas forcément une formule à répliquer, mais elle montre comment un groupe déterminé de gens peuvent travailler ensemble pour fournir un enseignement à leurs enfants et travailler pour un changement lent, mais significatif dans la communauté. Les défis qu'ils affrontent montrent que cette initiative et d'autres initiatives de base dans le sud du Soudan demandent une assistance internationale durable afin de façonner des partenariats de soutien pour la paix. Selon les termes d'un élève: "Nous étudions en plein milieu de la guerre, mais nous nous en sortons aussi bien que ceux qui étudient dans la paix. Dites aux gens que nous avons besoin de leur soutien. Nous souhaitons vraiment aller à l'université après toute cette lutte."

Jeannie Annan, conseillère auprès de l'Association des Bénévoles en Services Internationaux (AVSI)², prépare un doctorat à l'université de l'Indiana.

Christine Pagen termine actuellement un doctorat à l'université de Columbia.

Pour plus d'informations sur l'école primaire de St Kizito ou pour offrir un soutien, envoyez un courriel à: communication.kampala@avsi.org.

¹ Se reporter à: "Peace education: why and how?" (Education de la paix: pourquoi et comment) par Pamela Baxter et Vick Ikobwa, FMR22, www.fmreview.org/FMRpdfs/FMR22/FMR2213.pdf

² www.avsi-usa.org

Trous de balle dans une école, au sud de Soudan.



Le processus de paix soudanais et les médias

par David Campbell et Kate Lloyd Morgan

Permettre aux médias de donner aux citoyens soudanais une voix et de les aider à accéder aux informations requises pour des moyens d'existence durables demandera un changement du courant de pensée de régulation et un investissement en infrastructure et capacité humaine.

Le Soudan a un diffuseur appartenant à l'État qui possède tous les réseaux de transmission et une presse censurée. Presque tous les médias émettent depuis le Nord, avec seulement un petit nombre de radios locales disponibles dans le Sud. La peur de la persécution sous les lois d'urgence a entraîné une autocensure significative. Les réseaux de transmission privés ne sont pas autorisés et les nouveaux services de radios indépendantes sont obligés d'utiliser le réseau de l'état. Les seules agences de presse au Soudan, Sudan Media Corporation, sont contrôlées par les autorités de sécurité. Les journaux n'ont pas le droit de posséder leurs propres réseaux de distribution.

Les 13 journaux quotidiens de Khartoum ont une circulation combinée de seulement 168000. Ils sont tenus de payer une licence initiale et annuelle et de démontrer qu'un nombre requis de journalistes expérimentés sont employés. Les journalistes individuels doivent également posséder une licence, des diplômes universitaires et parler couramment l'arabe. Dans le Sud, d'énormes difficultés entravent la distribution des journaux. La seule publication régulièrement distribuée, le Sudan Mirror, est imprimée à Nairobi et distribuée dans les villes principales avec le soutien d'ONG.

Le groupe de médias de la mission d'évaluation conjointe (JAM) a recommandé la création de régulateurs médiatiques indépendants pour le Nord et le Sud et de conseils de diffusions publiques. Les régulateurs seront responsables de la planification des fréquences, de l'attribution de licences et de la garantie des libertés de la presse. Les conseils seront responsables de la promotion des concepts et des principes de diffusion du service public. Le gouvernement peut utiliser et faire partie des conseils de directions individuels, avec les autres intéressés.

Le réseau de transmission devrait être indépendant du contrôle de l'état et fournir l'accès à l'infrastructure de transmission (mâts et antennes) dans des

conditions justes, raisonnables et non discriminatoires. Les fonds reçus pour utiliser l'infrastructure pourraient être utilisés pour financer les services publics. Il devrait être possible à toute entité commerciale de construire ses propres émetteurs.

Il est essentiel que tous les Soudanais comprennent le processus de paix, son impact sur leurs vies et les promesses faites par les autorités. Ils ont besoin d'informations fiables sur leurs droits et obligations, qui proviennent de sources auxquelles ils peuvent faire confiance. La mission d'évaluation conjointe recommande que les radios nationales et locales:

- ouvrent et soutiennent le processus de paix et le retour des personnes délocalisées dans leur propre pays et des réfugiés
- assurent que les personnes déplacées à Khartoum et aux alentours reçoivent des informations précises pour éclairer leurs décisions de rester ou de retourner vers le Sud
- aident le public à comprendre les problèmes de gouvernance
- répondent aux demandes de programmes en langues locales
- fournissent des informations sur les succès et les défis de développement
- encouragent l'apprentissage de la lecture et de l'écriture et l'enseignement aux adultes
- encouragent une compréhension plus large de l'histoire du Soudan
- apportent un soutien à l'enseignement primaire
- travaillent de manière rapprochée de la société civile
- rendent publique la stratégie de réduction de la pauvreté au Soudan et encouragent la transparence et la participation du public dans sa préparation et son contrôle
- fournissent des informations de commercialisation et autres liées aux moyens d'existence
- encouragent la santé préventive et la connaissance de la malaria, du SIDA,

des Schistosoma et sur les problèmes de santé des mères et des enfants.

Les stratégies pour accueillir des médias indépendants fervents auront besoin d'être ajustées aux différentes situations dans le Nord et le Sud.

Tandis que les nordistes jouissent d'un meilleur accès aux diffusions par radio, télévision et satellite, il faut investir dans des installations mises à jour et améliorer la qualité de programmation. Les cours de journalisme universitaires doivent commencer, y compris les questions d'éthiques et les standards journalistiques.

Le Sud a besoin d'un investissement lourd en infrastructures physiques et en ressources humaines. La mission d'évaluation conjointe recommande:

- d'établir un dispositif régional de formation aux médias: il est particulièrement important de former des femmes journalistes afin d'assurer que les problèmes qui concernent les femmes soient inclus
- mettre en place un certain nombre de stations de radio FM et fournir des formations de production, journalisme radio et de gestion financière
- étendre la capacité d'imprimer les livres scolaires et autres éléments: le gouvernement du Sud du Soudan ne devrait pas mettre en place ses propres imprimeries – il n'y a presque aucun exemple dans le monde où cela ait fonctionné – mais il devrait travailler à encourager les imprimeurs commerciaux à installer et à fournir des équipements pour les clients gouvernementaux, commerciaux et de la société civile
- développer un système TIC par satellite pour soutenir le gouvernement local, améliorer la sécurité et diffuser les informations pour faciliter le retour des personnes délocalisées dans leur propre pays.

David Campbell et Kate Lloyd Morgan sont codirecteurs de Mediae, une ONG qui vise à permettre l'utilisation des médias par les pauvres en Afrique. (www.plusnews.org/). David Campbell était le spécialiste sur les médias pour la gouvernance du groupe de suprématie du droit de la mission d'évaluation conjointe au Soudan. Courriel: mediae@africaonline.co.ke.

Jonction cruciale pour la paix, la démocratie et l'environnement

par Peter Bosshard et Nick Hildyard

Au Soudan, de grands projets de programmes d'oléoducs et agricoles ont créé des tensions sociales et ethniques et alimenté les conflits qui ont contribué aux catastrophes humanitaires. Comme le processus de paix suscite l'attente d'un investissement dans de nouvelles infrastructures, les droits de l'homme et l'environnement seront-ils pris en compte?

Dans un pays qui compte environ 40 millions de personnes, seules 700 000 ont l'électricité et 70% de l'électricité est utilisée dans la région de Khartoum. Le groupe de la Mission d'Évaluation Conjointe sur l'infrastructure a appelé à un investissement massif pour augmenter de façon significative la capacité de régénération du Soudan. Le plan directeur d'électrification de la Mission d'Évaluation Conjointe se concentre sur quatre projets majeurs d'énergie hydraulique au sud du Soudan. Sur les 506 millions de dollars d'investissement, la Mission d'Évaluation Conjointe propose que seulement 5% soient alloués aux mini – et micro – centrales hydrauliques et aux installations solaires pour fournir de l'énergie aux pompes hydrauliques, aux stations de santé, aux écoles et aux autres installations de la communauté. Selon la Mission d'Évaluation Conjointe, un cadre de travail sera mis en place pour "assurer l'application effective des politiques de garantie de la Banque Mondiale," mais la Mission d'Évaluation Conjointe est silencieuse quant à l'institution qui préparera le cadre de travail et la façon dont la société civile peut participer.

La manière avec laquelle le projet de barrage de Merowe/Hamadab dans le nord du Soudan – le plus gros projet d'énergie hydraulique en développement en Afrique – est maintenant mis en place suscite des doutes sur l'engagement des autorités ou des investisseurs internationaux par rapport aux normes internationales. Comme le précise l'édition de la revue FMR 21,¹ la rivière souillée de sédiments par l'érosion en Éthiopie est susceptible de remplir le barrage, pour être envahi de jacinthes d'eau, provoquer des fluctuations quotidiennes importantes de niveaux d'eau

en aval (avec des impacts majeurs sur les petits exploitants agricoles) et répandre des maladies hydriques. Plus de 50 000 personnes vivant le long du Nil seront délocalisées. Le réservoir long de 174 kilomètres inondera une zone riche en histoire et en antiquités vieilles de 5000 ans à l'ancienne civilisation nubienne.

Le coût total du projet Merowe est actuellement estimé à 1,2 milliards de dollars. En plus du gouvernement soudanais, les principaux fondateurs du barrage incluent la Chine, le Fonds Arabe pour le Développement Économique et Social et les gouvernements d'Arabie Saoudite, d'Arabie, du Koweït, d'Abu Dhabi et d'Oman. Puisque beaucoup de problèmes posés par le projet n'ont pas encore été résolus, il est impossible d'évaluer son coût final. L'organisme de crédit des exportations de la Chine, la Banque Exim de Chine est réputé pour financer des projets destructifs pour la société et l'environnement. Les impacts environnementaux du projet n'ont jamais été correctement évalués et une évaluation sur l'impact environnemental doit encore être approuvée par le Ministère de l'Environnement – une violation manifeste de la loi soudanaise.

La re-localisation pour le projet de barrage vient seulement de commencer, mais déjà le taux de pauvreté grimpe chez les communautés affectées. Celles qui sont forcées de se ré-localiser dans le site du campement austère de DEL Multaga ont reçu des promesses d'apport d'eau, d'électricité et d'engrais pour une période de transition de deux ans, mais un accès libre à la plupart de ces services n'a pas été fourni. Les sols sont trop minces pour permettre aux re-localisés de faire pousser des produits pour le marché, affaiblissant

ainsi l'indépendance financière des femmes agricultrices. Leur santé souffre, car elles ne peuvent plus faire pousser de légumes. Les fermiers sont laissés dans une situation difficile, beaucoup comptant sur les versements de leurs familles ou dépensant les indemnités qu'ils ont reçues pour joindre les deux bouts. Les autorités du projet essaient de minimiser le nombre de personnes affectées qui ont droit à des indemnités et au soutien de réhabilitation. Les palmiers dattiers restent productifs pour un siècle, mais ceux qui les ont perdus ne reçoivent des indemnités que pour une période de production de quatre années.

Les tensions sont fortes. À la fin du mois de mai 2005, le ministre de l'énergie du Soudan a dit qu'il soutiendrait la libération de membres de la communauté élus démocratiquement qui sont en détention suite à une manifestation pacifique en décembre 2004 s'ils acceptaient les conditions du projet de re-localisation. Cela indique que les détenus sont innocents et qu'ils ont été gardés en otage pour faire pression sur ceux qu'ils représentent. Le 30 juin, jour du 16ème anniversaire du coup d'état qui a amené le gouvernement actuel au pouvoir, les détenus ont été libérés.

Le barrage Merowe/Hamadab reste une épreuve quant à savoir si les droits fondamentaux des personnes affectées et de l'environnement seront sauvegardés dans les projets d'infrastructure future. Le soutien de la communauté internationale pour la reconstruction du Soudan est bienvenu, mais les donateurs doivent s'assurer que les standards sociaux et environnementaux sont respectés. Au lieu des priorités de la Mission d'Évaluation Conjointe, beaucoup plus devrait être investi dans les programmes d'électrification ruraux auto producteurs. Non seulement le développement d'infrastructure décentralisée réduirait la pauvreté, mais il contribuerait également à préserver la paix. Les grands programmes centralisés d'électricité, de pétrole et d'irrigation sont contrôlés par le gouvernement et

ont d'énormes conséquences négatives sociales et environnementales. La décision sur les priorités de développement au Soudan ne doit pas être laissée au gouvernement et aux donateurs occidentaux. La société civile au Soudan doit pouvoir jouer un rôle.

Peter Bosshard est le directeur de politique du réseau international des rivières basé aux États-Unis (www.irn.org). Courriel : peter@irn.org. Nick Hildyard est directeur de la Corner House (www.thecornerhouse.org.uk), une ONG basée au Royaume-Uni

qui se concentre sur la justice environnementale et les droits de l'homme. Courriel : nick@fifehead.demon.co.uk; cornerhouse@gn.apc.org.

Cet article résume leur rapport qui figure sur le site : www.irn.org/programs/merowe/pdf/050428merowe.pdf

¹ www.fmreview.org/FMRpdfs/FMR21/FMR2123.pdf

Le Soudan: le plus grand défi de transport humanitaire au monde

par Rob McConnell

Le Fleet Forum, un groupe qui compte plus de 40 organismes d'aide, œuvre pour réduire de 25% le coût annuel de 800 millions de dollars, afin de faire tourner environ 60000 véhicules. Le Darfur a démontré le besoin de travailler ensemble pour concevoir un transport à caractère humanitaire plus économique et sécurisé.

Le bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires à caractère humanitaire (OCHA) rapporte qu'il y a actuellement 1100 véhicules utilisés par les 81 organismes qui répondent aux besoins de plus de deux millions de personnes délocalisées au Darfur. Les véhicules sont-ils appropriés pour effectuer le travail de manière aussi sûre et fiable que possible? Comment doivent-ils être entretenus dans un endroit où il n'y a ni garages, ni mécaniciens formés pour l'entretien des camions haute-technologie importés? Les conducteurs comprennent-ils comment utiliser leurs véhicules dans les condi-

tions très risquées le long de routes – s'il y en a – qui sont parmi les pires au monde? Si plus d'attention était accordée à l'approvisionnement, la gestion et l'entretien des véhicules du parc, les organismes pourraient-ils utiliser moins de véhicules et assurer qu'ils ne sont pas usés après deux jours – durée de vie estimée des camions dans les conditions rigoureuses du Darfur?

Après les salaires du personnel, le transport est l'élément du budget le plus gros pour les organismes humanitaires. Une grande partie de l'argent est gaspillée à travers des politiques d'approvisionnement incohérentes, un entretien

de mauvaise qualité, la négligence, les accidents de la route et les casse-têtes bureaucratiques. Quelques organisations d'aide utilisent un système de gestion informatisé du parc de véhicules. Peut-être aucune ne met systématiquement en place des programmes de formation des conducteurs. Les problèmes de sécurité de la route ne sont généralement pas considérés comme un composant intégral des opérations de secours et de développement. L'approvisionnement des véhicules est menée d'une manière ad hoc avec seulement peu de considération pour la standardisation des spécifications et opportunités de multiplier les baisses de prix et les services des fournisseurs.

Le Fleet Forum est une initiative lancée par la fédération internationale de la Croix Rouge, le programme alimentaire mondial, World Vision International et TNT, une société internationale de transport et logistique. Il s'agit de travailler avec des partenaires pour développer des standards du transport à caractère humanitaire qui amélioreront les capacités à travers la professionnalisation de la gestion du parc de véhicules. La réunion du Fleet Forum est maintenant un événement annuel et un secrétariat permanent à Genève apporte du soutien et des informations à un nombre croissant d'organisations participantes, de partenaires commerciaux et autres parties intéressées.

Au début de la réponse au Darfur, la bureaucratie soudanaise a beaucoup entravé les importations de véhicules par les ONG. Les quelques véhicules disponibles sur le marché de la location étaient chers, incertains et ils ne



Fleet Forum

comportaient pas d'équipement de communication de base. Pour aider à surmonter ce problème, le bureau de coordination des affaires humanitaires a utilisé le financement de l'Union Européenne pour procurer et importer 75 véhicules légers qui ont été donnés à 37 ONG travaillant dans des sites éloignés. Le Fleet Forum est à l'initiative d'un projet d'utilisation des leçons apprises au Soudan et de soutien de la reproduction future de cette méthode collaborative d'approvisionnement en véhicules.

Le Fleet Forum est la première tentative de réponse mondiale au problème de transport à caractère humanitaire afin d'accueillir une approche plus professionnelle de la gestion de parc de véhicules à caractère humanitaire. Nous travaillons:

- au développement de points de référence communs pour les frais de procuration et de fonctionnement afin de quantifier les économies potentielles
- avec TNT pour identifier les principaux éléments des frais de fonctionnement des véhicules et des meilleures pratiques en parc de véhicules
- avec les experts en sécurité routière de Volvo pour analyser les données fournies par un nombre d'organisations sur les circonstances et les conséquences d'accidents de véhicules, afin d'identifier les moyens de minimiser les risques
- pour renforcer les organismes d'aide individuels lorsqu'ils ont affaire aux gouvernements: Oxfam GB a fait face à des taxes douanières massives lorsqu'il a envoyé 25 véhicules 4 X 4 fabriqués en Inde au Sri Lanka après le tsunami d'Asie, pour ne pas avoir obtenu l'exemption de la taxe de 324% sur les importations de véhicules au Sri Lanka
- pour soulever une prise de conscience sur la sûreté et la sécurité du personnel de transport à caractère humanitaire
- pour augmenter l'utilisation de véhicules écologiques.

Tandis que le Darfur continue d'être l'un des pires désastres humains jamais vus, le travail sur le développement au sud du Soudan vient de commencer. Dans une région où les quelques routes sont bloquées par la saison des pluies, l'accès au transport pour assister les millions de personnes qui prévoient de rentrer chez elles est un défi monumental. Les routes doivent être construites et réparées et les installations pour l'entretien et la réparation des véhicules doivent être bâties pratiquement de rien. Le Fleet Forum espère travailler avec les organismes humanitaires pour faire des économies considérables et éviter le nombre de morts et de blessés qu'il y a eu au Darfur.

*Rob McConnell est le coordinateur du Fleet Forum (www.fleetforum.org).
Courriel: rob.mccconnell@fleetforum.org.*

Beja aux côtés du processus de paix

par Suliman Salih Dirar

Un homme de Beja dans la région contrôlée par les rebelles du Soudan oriental, à la frontière avec l'Erythrée.

Comme le peuple du Darfur, les Beja sont des musulmans non arabes.

Comme les populations du Darfur, ils ont systématiquement été marginalisés ; leurs pâturages ont été pris par des étrangers et leur situation a été ignorée par la communauté internationale.

Les Beja, les habitants couchitiques originels de

l'est du Soudan, sont traditionnellement un groupe nomade qui compte trois millions de membres vivant dans le sud de l'Egypte, dans le nord-est du Soudan et dans le nord de l'Erythrée. Considérés comme les premiers à avoir domestiqué les chameaux, les Beja vivent dans un semi-désert dur et aride, leur survie dépendant d'imprévisibles pluies annuelles.

L'identité ethnique des Beja est en hausse alors que les populations

urbaines ont grandi suite au conflit, à la

marginalisation et la sécheresse.

Bien qu'ils représentent une importante proportion de la population soudanaise, les Beja sont peu représentés au gouvernement central. Ils ont été appauvris par la politique de l'État. L'exclusion du pouvoir remonte aux colonialismes turc et britannique et s'est nettement empirée avec l'arrivée de soudanais riverains, employés comme fonctionnaires, soldats et policiers par les gouvernements d'après l'indépendance. Des prêts des banques d'État ont permis aux soudanais riverains de prendre les terres des Beja. Les bergers Beja ont alors perdu leurs chèvres et chameaux desquels dépendait leur survie.

Sous tous les aspects du développement humain, les Beja souffrent plus que le sud, et pourtant leurs besoins sont ignorés par les Nations Unies et les gouvernements occidentaux. La région détient le plus haut taux de mortalité



infantile au Soudan. Moins de 10% des enfants Beja vont à l'école. La malnutrition est chronique. La tuberculose est répandue et laissée sans traitement.

Les conditions sont terribles pour les 160000 personnes qui vivent dans la région proche de la frontière érythréenne contrôlée par le congrès de Beja à la fin des années 1990. En tentant de forcer la région à se soumettre par la famine, Khartoum a bloqué la distribution de soins médicaux et de nourriture. Les gens soignent les accès de toux par des soupes de corbeau ou de l'urine d'âne, au troisième millénaire! Des femmes anémiques meurent en cours de grossesse. Il y a des pénuries chroniques de nourriture et médicaments, de docteurs, infirmiers, écoles ou d'hôpitaux. Les gens vivent dans la misère, l'analphabétisme et la maladie dans une région pleine de mines. Le comité international de secours est l'une des deux seules ONG capables d'accéder à la région. "C'est la région la moins desservie et la plus éloignée sur laquelle j'ai jamais travaillé, avec des besoins humanitaires énormes," a déclaré Fergus Thomas, coordinateur du programme du comité international de secours pour le nord-est du Soudan.

La région des Beja a été dévastée par les effets multiplicateurs du conflit Nord-Sud et la présence des réfugiés venus d'Erythrée et d'Ethiopie. Plus d'un quart de million de sudistes se sont déplacés dans la région pour échapper aux combats, à l'abattage des arbres et à la surexploitation des ressources

en eau. Lorsque le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais a ouvert un second front contre le régime de Khartoum dans l'est du Soudan, plus de 300000 Beja ont été délocalisés lorsque les combats éclataient et ils vivent maintenant dans des cabanes urbaines à Port-Soudan et Kassala.

En janvier 2005, des manifestants Beja à Port-Soudan ont présenté au gouverneur de l'État de la Mer Rouge une liste de demandes pour un partage équitable du pouvoir, des richesses et des ressources. Leur manifestation s'est heurtée à une force brutale et 40 manifestants ont été tués. Le gouvernement soudanais a justifié la tuerie en prétendant que les Beja menaçaient les exportations de pétrole. Les appels d'Amnesty International au gouvernement à mettre en place une commission d'enquête indépendante et à relâcher les représentants du congrès de Beja sont restés ignorés. Tandis que les Nations Unies enquêtent sur les atrocités au Darfur et la mort du président libanais, elles ne font rien pour traîner les auteurs de violence anti-Beja devant la justice.

Les Beja ont subi la représentation simpliste du problème soudanais comme un problème de musulmans arabes du nord contre les chrétiens et les païens du sud et se sont vus refuser un rôle dans les négociations de paix au Kenya. À la conférence des donateurs d'Oslo, personne n'a mentionné le demi-million de Beja délocalisés par le conflit. Les Nations Unies ont apporté des installations aux réfugiés érythréens et éthio-

piens dans notre région, mais elles en ont ignoré notre cause. Nous avons un besoin urgent d'aide médicale, d'écoles mobiles et de services vétérinaires. Notre culture est menacée d'extinction et nous demandons de l'aide pour préserver et développer notre langue.

Les Beja ont été les victimes de décennies de racisme et de politiques discriminatoires. Les violations continues des droits de l'homme par les autorités soudanaises dans l'est du Soudan nourrissent les tensions et les protestations. Si les parties au soi-disant Accord de Paix Globale veulent vraiment construire une nation dans laquelle les groupes indigènes ne sont pas marginalisés, alors le congrès Beja doit être reconnu en tant que partenaire de la paix et nos griefs doivent être abordés. Il est temps que nous partagions les prises de décision, au lieu d'avoir à écoper des conséquences de mauvaises décisions prises pour nous.

Suliman Salih Dirar est le directeur du trust Beja sur l'éducation et la culture. Courriel: bejawino1@hotmail.com. Pour plus d'informations, allez sur le site: www.sudan-margins.org/plight_of_the_beja_people_in_eas.htm

Rencontre avec un combattant

par Ellen Lammers

Au milieu de la routine de la vie à Amsterdam, je me rappelle Jacob et notre dernière réunion tandis qu'il se frayait un chemin en chaise roulante à travers la salle pleine à craquer d'un hôpital de Kampala. Cela faisait quatre ans que nous nous étions vus depuis la dernière fois.

Nous parlons du Soudan et de l'accord de paix signé il y a deux semaines. Jacob est enthousiaste, pourtant – comme la plupart des soudanais auxquels je parle – sceptique. "Ces personnes importantes qui négocient la paix reçoivent six

cents dollars US d'honoraires par jour de service, mais notre peuple continue à souffrir." Il partage la crainte que beaucoup d'Equatoriens et de Dinkas commenceront bientôt à se battre: "nous pouvons avoir la paix avec nos ennemis

mais avons-nous la paix parmi nous-mêmes?" Et il doute que John Garang parviendra à satisfaire ses centaines de commandants. Ils voudront tous obtenir quelque chose de cette affaire: argent, terre, et positions d'autorité dans le gouvernement intérimaire. Ils doivent nourrir leurs épouses et instruire leurs enfants. Que fera le mouvement pour eux? Il n'a pas la réputation de prendre soin de ses combattants. Jacob est laissé là pour mourir à l'hôpital – personne ne s'est inquiété de lui. Pourtant avant son emprisonnement (suite à un désagrè-

ment avec un commandant supérieur) et sa fuite éventuelle à Kampala, Jacob avait servi de longues années dans les sièges sociaux de Garang. Il reste indigné au sujet des abus des droits de l'homme du SPLA mais ne se dégage pas de la cause du mouvement. Il a passé la moitié de sa vie à faire la guerre, la plus longue d'Afrique.

Jacob avait l'habitude d'être deux fois ma taille, ses avant-bras musculaires et massifs. Maintenant ses doigts sont maigres, ses jambes de la taille de mes poignets et un duvet brouillé couvre sa tête. Mais il a le même sourire captivant et sa voix n'a pas changé. Dans son visage aminci je vois les traces d'un jeune garçon. Je me rappelle soudainement de ce qu'il a parlé il y a des années: les choses qu'il a faites en tant que jeune recrue, encouragée par son pouvoir nouvellement acquis – l'AK47 auquel il avait été instruit était "son père, sa mère, sa nourriture, son univers". A cette époque il avait juste vaguement compris pour ce qu'il combattait et pourquoi. Il y avait des choses qu'il a regrettées plus tard.

Les statistiques sur le VIH/SIDA en Afrique choquent mais n'ont pas le même impact que de voir une personne que l'on connaît affecté par la maladie. Rose, l'épouse de Jacob, le visite chaque jour. Si elle a quelque chose à manger elle lui apporte. Sinon, elle prend une partie de sa ration quotidienne de posho

et de haricots fournis par l'hôpital avec elle pour les enfants. Elle nettoie l'alcôve de Jacob, vide le récipient en plastique sous son lit. Les jours où je suis là avant elle, je m'assois sur le lit afin de ne pas avoir à y regarder dessous. Je me sens idiot et pathétique mais ne peux pas soutenir de voir ce liquide rougeâtre, trouble. Rose semble forte mais regarde vers le bas quand je le lui dis et elle répond, "je m'inquiète juste les enfants." Jacob me dit qu'il prie que Dieu lui donnera quelques années de plus: "Juste de sorte que les garçons soient un peu plus grands et capable de distinguer ce qui est bon et mauvais." Il dit que Rose a eu un moment difficile au Soudan. Les femmes du village s'écartaient au robinet d'eau public quand elle s'approchait, disant, "celle-là, laisser la passer d'abord, ou son mari viendra nous ennuyer!" Les deux craignent que leurs enfants soient ostracisés ou deviennent des objets de vengeance une fois qu'ils ne seront plus vivants pour les protéger.

Je regarde Jacob et Rose et me demande: combien de personnes dans leur pays d'origine sont affectées par cette maladie? Le VIH/SIDA a été rarement discuté dans le contexte soudanais, le focus a toujours été sur la guerre. Sans locaux de santé au Soudan méridional à proprement parler, la réponse probable est que personne ne sait.

L'UNHCR paye les factures de l'hôpi-

tal de Jacob mais a arrêté de soutenir sa famille. Son épouse et les enfants vivent dans une chambre, sans électricité ou fenêtres et avec seulement un matelas. Quand Rose se plaint, l'assistant des affaires sociales suggère le déplacement de la famille à un des centres ruraux de réfugiés de l'Ouganda. Une idée absurde parce que, même si sa TB et son anémie s'améliorent, Jacob et elle ont besoin de contrôles mensuels pour déterminer quand ils doivent commencer à prendre des antirétroviraux, s'ils sont assez chanceux pour y avoir accès.

"Je ne suis plus avec les militaires, plus avec la politique, mais je représenterai mon peuple. Vous savez, Ellen, je ne désespère pas. Si je suis toujours ici disons en octobre, j'irai de nouveau au Soudan et aiderai ma communauté. Nous sommes seulement quatre de notre communauté à être instruits. Mais vous savez ce qu'est le problème? Il y a tellement de pistolets au Soudan méridional." Jacob sourit et plaisante, "Là-bas, vous n'avez pas besoin d'aller chercher des pistolets. Ils viennent et vous cherchent."

J'ai donné à Jacob un dictaphone dans lequel il a enregistré ses pensées dans un coin silencieux qu'il a découvert dans l'hôpital surpeuplé. A ma dernière visite il m'a remis deux bandes et m'a fait la promesse de bien les conserver.

"Tellement d'enfants au Soudan ne savent rien au sujet de leurs parents. Parfois je souhaite pouvoir envoyer mes fils de nouveau dans l'utérus de leur mère mais je ne peux pas. Je veux qu'ils se rappellent au moins ma voix."

Ellen Lammers, un chercheur à l'université d'Amsterdam, prépare une thèse basée sur une recherche de trois ans parmi les jeunes hommes à Kampala qui ont fui les conflits au Soudan et des autres états déchirés par la guerre. Courriel: lammersellen@gmail.com.



L'initiative zambienne

Dans la Zambie rurale, les réfugiés et les communautés d'accueil travaillent ensemble pour passer de la dépendance aux secours à un développement autocentré. L'initiative zambienne (ZI) du haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pourrait-elle être un modèle pour les autres pays qui ont du mal à faire face à la présence prolongée des réfugiés?

La Zambie abrite actuellement environ 175000 réfugiés venus d'Angola, de la République Démocratique du Congo et d'ailleurs. Malgré sa pauvreté, la Zambie a été une hôte généreuse et n'a pas exercé de pressions sur les Angolais qui ne souhaitent pas être rapatriés. En coopération avec le haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et un ensemble de donateurs, le gouvernement a lancé le programme de développement de l'initiative zambienne en 2002. L'initiative zambienne se base sur la reconnaissance du fait que les conditions de vie de certaines des communautés d'accueil dans l'ouest de la Zambie sont plus pauvres que celles de ceux qu'elles abritent et qu'il est vital de promouvoir une coexistence harmonieuse entre eux.

En abordant les aspects multiples de la pauvreté dans la province de l'ouest, la région la plus pauvre en Zambie, l'initiative zambienne a revigoré la production agricole et amélioré l'accès à la santé, l'éducation et aux installations vétérinaires. Environ 400000 réfugiés et résidents ont constaté des bénéfices positifs. Les postes de soins médicaux, les écoles de base, les silos de grains communaux, les puits creusés à la main, les crèches et les voies d'arrivée dans les zones rurales ont été construits par l'approvisionnement en matériaux et en contributions de main-d'œuvre. Un programme de crédit a élargi l'accès aux semences, aux fertilisants et aux outils agricoles. La productivité agricole a augmenté de 1,5 mt par hectare à 3,5 mt par hectare, suite aux apports de l'initiative zambienne et à l'amélioration des services d'extension. Un total de 120000 réfugiés et de personnes locales a bénéficié de crédits en 2003-04. Plus de 500 tonnes de maïs ont été vendus au programme alimentaire mondial et les procédures réinvesties dans la production de maïs élargie, transformant les réfugiés et les populations locales de la région de bénéficiaires d'aide alimentaire en fournisseurs d'aide alimentaire.

L'initiation zambienne est conforme au programme du haut-commissariat des Nations Unies pour la protection des réfugiés qui appelle à une recherche plus approfondie de solutions durables et à un

partage équitable du fardeau d'héberger les réfugiés. L'initiative zambienne est à la base de l'émergence d'une bonne pratique et d'innovations conceptuelles telles que l'aide au développement pour les réfugiés (DAR) et le développement à travers l'intégration locale (DLI) – qui fait partie des initiatives de la convention du haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Tandis que l'aide au développement pour les réfugiés souligne le fait que la nature de l'assistance devrait être axée sur le développement – plutôt que sur les secours, le développement à travers l'intégration locale est plus proactif en montrant comment les réfugiés peuvent et devraient jouer des rôles positifs dans le contexte élargi du développement local. L'initiative zambienne est un exemple de la façon dont le haut-commissariat aux Nations Unies pour les réfugiés recherche à dépasser le financement humanitaire lui-même dans les régions peuplées de réfugiés et à sensibiliser les donateurs au besoin d'apporter un financement pour le développement.

L'initiation zambienne a le soutien du gouvernement zambien et des politiciens et chefs traditionnels qui ont précédemment exprimé la rancœur des populations locales qui ont décelé que les réfugiés recevaient une part disproportionnée de l'aide internationale. La preuve que les Zambiens dans les régions affectées par les réfugiés reçoivent maintenant une aide au développement supplémentaire, a transformé les comportements envers les réfugiés. Les communautés locales ont eu le droit de participer aux prises de décisions par le mécanisme de mise en œuvre basée sur les communautés de l'initiative zambienne. La co-existence avec les réfugiés a été incorporée dans les discours de politique nationale et régionale.

Les défis à venir

En 2005, l'initiative zambienne s'est étendue dans la province du nord-ouest. Dans la province de l'ouest, un programme d'assistance technique avec l'organisme de coopération internationale du Japon (JICA) a été initié pour renforcer l'administration des comités de développement local

par Masaki Watabe

à travers une planification participative des villages. La future croissance de l'initiative zambienne dépendra:

- de l'incorporation de l'initiative zambienne dans le programme de développement national de Zambie
- de l'amélioration de la capacité de mise en œuvre du gouvernement : les contrôles des dépenses imposés par la stratégie de réduction de la pauvreté de la Zambie ont entraîné des coupes dans les budgets de personnel et du transport qui ont compliqué la supervision et la surveillance des sous-projets
- une meilleure coordination entre les programmes, en particulier pour assurer que les enfants réfugiés peuvent rester à l'école lorsque leur parrainage est réduit
- d'une plus grande attention aux besoins spécifiques des femmes et des enfants, des personnes âgées et de celles affectées par le HIV/SIDA.
- du travail sur les restrictions légales à la liberté de mouvement et d'accès des réfugiés au marché du travail
- de la reconnaissance du fait que les programmes de l'aide au développement pour les réfugiés et le développement à travers l'intégration locale, contrairement au secours à court terme ou aux projets à impact rapide auxquels les aides humanitaires sont familières, demandent une programmation systématique, un engagement et un développement de performances à long terme et des indicateurs d'impact
- de l'union du gouvernement d'accueil et du haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés avec les donateurs pour assurer des contributions financières à long terme stables et prévisibles.

L'initiation zambienne a démontré que ce sont les comportements de la communauté humanitaire plutôt que ceux des réfugiés et de leurs hôtes qui ont le plus besoin de changer. Les réfugiés et les communautés sous-privilegiées ont concrétisé le partage du fardeau en réalité.

Masaki Watabe est administrateur associé de programme avec le haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Lusaka, en Zambie. Courriel: watabe@unhcr.org. Les points de vue exprimés ne reflètent pas forcément ceux des Nations Unies.

Les réseaux d'informations régionales intégrées (IRIN) marquent leur première décennie

par Joanne Clark

IRIN 1995 - 2005 10 ans au service de la communauté humanitaire

Les réseaux d'informations régionales intégrées (IRIN) ont fait du chemin depuis leur couverture initiale sur trois pays. Dix ans plus tard, les réseaux d'informations régionales intégrées sont devenus un service de nouvelles multimédias qui produit quotidiennement des reportages analytiques, des nouvelles télévisées et des émissions radio diffusées en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient.

Beaucoup sont surpris d'apprendre que les réseaux d'informations régionales intégrées sont un service des Nations Unies. Installés dans le bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), les réseaux d'informations régionales intégrées offrent une couverture à l'éditorial indépendant sur les situations humanitaires. Il y a 10 ans, la création des réseaux d'informations régionales intégrées a marqué le début d'une révolution de l'information qui a transformé les capacités de la communauté humanitaire à répondre aux crises, amélioré l'accès aux informations des communautés affectées par les crises et soutenu les médias internationales dans leurs reportages. "Peu de gens à l'époque pouvaient imaginer comment les réseaux d'informations régionales intégrées évolueraient dans le service de nouvelles humanitaires qu'ils sont aujourd'hui," a déclaré M. Pat Banks, coordinateur et fondateur des réseaux d'informations régionales intégrées.

Les organismes humanitaires indiquent régulièrement que l'intérêt accru pour leur travail comme une conséquence directe de la couverture des réseaux d'informations régionales intégrées et pour les rapports des réseaux d'informations régionales intégrées sur les pays affectés par des crises aide également à attirer l'attention de ceux qui peuvent intervenir sur les besoins urgents. La société du croissant rouge iraquienne à Kirkuk a dit avoir commencé à recevoir des donations provenant d'autres ONG suite à un message des réseaux d'informations régionales intégrées qui avait souligné les besoins

médicaux critiques. Quatre sociétés ont contacté le centre de recherche contre le Sida à Bagdad et offert de l'aide, suite au message des réseaux d'informations régionales intégrées sur les pénuries en médicaments. Il y a beaucoup d'autres exemples.

Les réseaux d'informations régionales intégrées reçoivent également des demandes régulières pour leurs photos, leurs nouvelles filmées et leurs documentaires. Les films sont utilisés les services de nouvelles comme BBC, CNN, CBC, TV2 et beaucoup d'autres. Un documentaire des réseaux d'informations régionales intégrées, *Our bodies ... their battle ground* (Nos corps... leur champ de bataille), fait maintenant partie des programmes de formation du personnel de beaucoup d'ONG et est aussi utilisé pour sensibiliser le personnel local militaire et de maintien de la paix.

Tandis que le service initial visait à informer la communauté humanitaire, au fil des ans, les réseaux d'informations régionales intégrées ont également tenté d'atteindre les populations affectées et, plus récemment, un public dans les pays donateurs à travers leurs médias respectifs. La prise de conscience accrue et l'utilisation des services des réseaux d'informations régionales intégrées parmi les services médiatiques locaux et internationaux et le grand public sera un objectif clé des réseaux d'informations régionales intégrées au cours de la prochaine décennie.

Atteindre les populations locales

Les médias procurent le moyen le plus

efficace dans les pays affectés par des crises pour atteindre des milliers de personnes vulnérables. Cependant, comme peuvent l'attester des milliers d'Américains dévastés par l'ouragan Katrina – dans un pays doté de la technologie et des ressources les plus avancées – les gens qui ont le plus besoin d'informations au cours d'une crise sont ceux qui ont le moins de chance de les voir, les entendre ou de les lire. Dans les nations en développement, l'impact des crises est souvent pire.

Dans beaucoup de pays desservis par les réseaux d'informations régionales intégrées, l'accès aux journaux, à télévision ou à l'Internet est restreint. Le conflit interrompt également les services médiatiques et les lois répressives sur la presse – ou la menace d'un emprisonnement – peut entraîner des rapports superficiels, censurés ou déformés. Les réseaux d'informations régionales intégrées se sont engagés à assister les médias locaux et à soutenir leur capacité à fournir des rapports de qualité à leurs populations pendant ces périodes critiques. L'apport des nouvelles des réseaux d'informations régionales intégrées leur offre un accès à des reportages et des photos qu'ils ne pourraient pas se payer ou auxquels ils n'auraient pas accès ailleurs. Les réseaux d'informations régionales intégrées embauchent des journalistes pour fournir des reportages quotidiens et, en conséquence, des emplois lorsque les revenus des médias locaux sont au plus bas. En outre, le statut international des réseaux d'informations régionales leur permet de faire des reportages ouverts et factuels, là où des articles attribués aux reporters locaux entraîneraient des représailles.

De plus, un service radio des réseaux d'informations régionales intégrées soutient les stations locales partenaires en Afghanistan et dans un certain nombre de pays d'Afrique. En Côte d'Ivoire par exemple, la radio des réseaux



Auditeurs IRIN au Burundi.

d'informations régionales intégrées travaille avec les stations locales pour permettre l'échange des informations entre les stations radio dans les zones du gouvernement et dans celles tenues par les rebelles, instaurent ainsi une compréhension entre les communautés.

Atteindre les médias internationaux

Les services médiatiques internationaux ont un budget défini. Au cours de la dernière décennie, la baisse des bénéfices et le haut coût des reportages sur l'Afghanistan, la guerre en Iraq et le tsunami dans l'Océan Indien, ont entraîné des fermetures de bureaux et des économies dans la couverture médiatique internationale. En conséquence, certaines agences de transmission et réseaux télévisés ont largement diminué leur couverture sur l'Afrique et l'Asie Centrale. De plus en plus de journalistes et d'éditeurs se tournent vers les reportages des réseaux d'informations régionales intégrées, desquels ils extraient des histoires à faire partager avec leurs lecteurs. Les services



de nouvelles tels que BBC, Le Monde et le New York Times ont tous utilisés les réseaux d'informations régionales intégrées comme matériel source.

Joanne Clark est l'agent supérieur d'informations et de liaison. Visitez le site Web des réseaux d'informations régionales intégrées et/ou inscrivez-vous au service de courriel gratuit sur www.IRINnews.org. La section des réseaux d'informations régionales intégrées sur les réfugiés/personnes délocalisées dans leur propre pays se trouve sur: www.irinnews.org/front-page.asp?SelectTheme=Refugees_IDPs

Les éditeurs peuvent contacter Joanne@irinnews.org pour plus d'informations sur les services aux médias.

PlusNews:

www.plusnews.org/

Les réseaux d'informations régionales intégrées dirigent également PlusNews, le plus grand service de nouvelles sur le VIH/SIDA en Afrique subsaharienne.

PlusNews fournit un service d'informations exhaustives sur le combat contre le VIH/Sida. Ses messages aident les journaux locaux et les radios locales à informer

leurs communautés. Les articles PlusNews sont régulièrement portés par les services locaux de radio et de presse écrite depuis le Gabon vers l'Ouganda et sont inclus dans les manuels de formation médiatique et dans le programme universitaire. De plus, chaque semaine dans le "Hayden's Diary", le journaliste de PlusNews, Hayden Horner, écrit sur son expérience en tant que jeune sud-Africain séropositif. Le but est de contribuer à la déstigmatisation, du HIV/Sida en lui donnant un visage humain. Attestant de son succès, le journal intime apparaît à travers l'Internet, dans les journaux et même dans les bulletins d'informations des écoles.



Brookings Institution-University of Bern Project on Internal Displacement



Les personnes déplacées aux Balkans – les défis d'un retour durable

En juin, Walter Kälin, le représentant du Secrétariat Général des Nations Unies sur les Droits de l'Homme des Personnes Déplacées dans leur Propre Pays, s'est rendu en Croatie, en Bosnie-Herzégovine et en Serbie et au Monténégro, y compris au Kosovo. À travers la région, il a constaté que, après sept années de conflits armés dans les années 1990, beaucoup avait été accompli pour répondre aux besoins et aux problèmes des populations délocalisées. Le nombre de personnes délocalisées dans leur propre pays a été réduit de manière significative, car beaucoup de ces personnes n'ont pas pu retourner à leur lieu de résidence d'origine. Un grand nombre de litiges sur les propriétés ont été résolus et les anciens propriétaires ont repris possession de leurs maisons et de leurs appartements, ou du moins leur ont été redonnés.

Toutefois, le représentant a également conclu que beaucoup plus d'efforts seront nécessaires pour éliminer les obstacles restants qui empêchent les personnes déplacées d'exercer leurs droits pleinement. Une grande inquiétude portait sur les conditions de vie épouvantables des personnes délocalisées dans les centres collectifs ou les campements irréguliers, qui manquaient souvent d'installations sanitaires, d'eau ou d'électricité. La majorité de ces personnes délocalisées dans leur propre pays appartiennent à des groupes particulièrement vulnérables, comme les personnes âgées, les infirmes, les ménages dirigés par des femmes et des personnes gravement traumatisées. Il faut trouver des solutions durables de toute urgence pour ces personnes qui, si elles sont seules, ne pourront pas rentrer ou s'intégrer localement. La communauté internationale doit apporter

l'assistance nécessaire aux autorités nationales et locales concernées. Dans la ville de Mitrovica au nord du Kosovo, les familles roma ont vécu pendant des années dans un camp adjacent à une ancienne mine et leur santé a été gravement affectée par un empoisonnement au plomb. Le représentant a appelé à leur évacuation immédiate et à ce que la communauté et les donateurs à l'échelle internationale mettent des fonds à disposition pour permettre à ces personnes de vivre dans la dignité. Un défi majeur à travers la région est la durabilité des retours, en particulier des minorités, qui subissent de la discrimination, le harcèlement et une pauvreté grave. Même lorsque les rapatriés ont pu reprendre possession de leurs maisons, les financements destinés aux réparations et à la reconstruction sont souvent absents. Dans certains cas, le branchement de l'eau et de l'électricité a été retardé sans justification. Dans beaucoup de communautés, la police n'a pas souhaité enquêter sur les incidents de pillage et de harcèlement et l'ordre judiciaire est faible, surchargé et incapable de traiter les affaires rapidement. Une impunité continue des crimes de guerre et contre l'humanité force les rapatriés à vivre côte à côte avec les auteurs des pires violations des droits de l'homme. Les rapatriés minoritaires subissent également une discrimination quant à l'accès à l'emploi ainsi qu'à l'éducation dans leur propre langue. Dans certaines localités, les rapatriés ne se sentent pas en sécurité et bienvenus et ont l'impression de faire l'objet de discriminations, face à l'utilisation provocatrice de symboles nationaux et religieux par les autorités. Tous ces facteurs constituent des obstacles pour les groupes minoritaires de personnes délocalisées

dans leur propre pays qui rentrent chez elles et ont donc poussé beaucoup de rapatriés à repartir encore.

Le représentant a pressé les autorités responsables à remédier aux problèmes ci-dessus en priorité. Le retrait de certains de ces obstacles demande très peu de ressources supplémentaires. Par exemple, le retrait de procédures administratives volumineuses et de conditions complexes sur la documen-

Conseil consultatif éditorial de la Revue

Paula Banerjee
Calcutta Research Group

Stephen Castles
Centre d'études sur les réfugiés

Mark Cutts
OCHA Inter-Agency Internal
Displacement Division

Jens-Hagen Eschenbächer
l'Observatoire des Situations de
Déplacements Internes (OSDI)

Kemlin Furlley
UNHCR

Bahame Tom Nyanduga
Rapporteur spécial sur les réfugiés, les
demandeurs d'asile et les personnes
déplacées en Afrique

Jeremy Stickings
DFID

Erin Mooney
Brookings-Bern Project sur le
déplacement interne

Nick Roseveare
Oxfam GB

Dan Seymour
UNICEF

Kine Brodtkorb
Conseil norvégien pour les réfugiés

Richard Williams
Conseil européen sur les réfugiés
et les exilés

tation et l'enregistrement permettrait aux personnes délocalisées dans leur propre pays de recouvrer l'accès aux soins de santé, aux droits aux pensions, aux prestations de la sécurité sociale, à l'éducation et au marché du travail.

Le représentant a pris note des inquiétudes que lui ont exprimé beaucoup d'interlocuteurs sur le fait qu'un retour massif d'anciens réfugiés ou de demandeurs d'asiles refusés depuis certains pays d'Europe Occidentale alourdirait le fardeau causé par la délocalisation domestique dans les différentes parties de la région, surtout s'ils ne pouvaient pas rentrer chez eux. Il a appelé les gouvernements concernés à mettre en place ces retours de manière prudente et les a pressés à s'abstenir de renvoyer les membres

parmi les personnes particulièrement vulnérables aux situations où elles risqueraient de rester en délocalisation domestique et d'être laissées sans l'assistance nécessaire et la protection de leurs droits.

Pour finir, quels que soient les résultats des décisions politiques à venir pour la région, y compris le futur statut du Kosovo et la continuation de l'Union Étatique de la Serbie et du Monténégro, ces accords ne peuvent pas permettre d'affecter de manière négative les droits des personnes délocalisées dans leur propre pays ou de créer de ces nouvelles personnes ou des personnes sans nationalité. De plus, les négociations sur l'accession de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine à l'Union Européenne représentent une

opportunité de faire pression pour des solutions durables pour les rapatriés et les personnes déplacées.

Walter Kälin est représentant du Secrétariat Général des Nations Unies sur les Droits de l'Homme des personnes délocalisées dans leur propre pays et également co-directeur du projet Brookings-Bern. L'intégralité de ses rapports sur la mission dans le pays sera présentée à la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies au printemps 2006 et sera disponible sur le site: www.ohchr.org/english/bodies/chr/sessions/62/documents.



Formations sur les principes de direction à Aceh

par Christophe Beau

Le projet mondial sur les personnes déplacées a récemment pris une décision remarquable pour étendre son soutien de formation – généralement pour les personnes délocalisées par les conflits et la violence – aux acteurs impliqués dans le processus de rétablissement au lendemain du tsunami à Aceh en Indonésie, où les rapports établissent qu'environ 500000 personnes vivent toujours dans des camps temporaires ou avec des familles d'accueil.

Trois raisons majeures se trouvaient derrière la décision du projet de maintenir les deux ateliers sur les principes directeurs sur la délocalisation interne qui ont eu lieu à Banda Aceh et Meulaboh en septembre 2005.

D'abord, l'opération internationale soudaine et de grande envergure en réponse au tsunami à Aceh a créé une opportunité unique de diffuser les droits de l'homme internationaux et les

standards humanitaires dans une zone qui, frappée par un conflit violent entre l'armée indonésienne et les groupes du Mouvement Atjeh Libre de rebelles séparatistes, a été largement fermée aux organisations internationales. L'opportunité devait être saisie sans délai, car on craignait que les autorités limiteraient de manière drastique la présence internationale dans la région. La décision de la police de ne pas autoriser les ateliers initialement en mars 2005 [reportez-vous au sujet sur la FMR en page 28] a montré la fragilité de l'accès des activités orientées sur la protection.

Afin d'assurer un impact à long terme des ateliers de formation, les participants étaient initialement parmi ceux qui étaient basés à Aceh en permanence avec mandat et capacité de protection, y compris les autorités civiles, les organismes intergouvernementaux et

les ONG internationales et locales. Les 65 participants ont montré un grand intérêt pour la protection des personnes délocalisées dans leur propre pays et les principes directeurs et beaucoup ont quitté l'atelier avec pour projet de poursuivre la promotion des principes directeurs dans leur rayon d'activité.

Deuxièmement, les principes directeurs sur la délocalisation interne, qui constituent la base de formation du projet, s'appliquaient également à la protection des personnes délocalisées par les catastrophes naturelles. Évidemment, la discussion des principes directeurs au cours de l'atelier a souligné de nombreux problèmes de protection qui attendent les communautés délocalisées par le tsunami. Les chefs des communautés délocalisées ont appelé à une réponse plus rapide aux conditions détériorées du logement avec l'approche de la saison des pluies. Beaucoup

continuent de vivre sous des tentes ou des huttes de fortune, tandis que l'incertitude persiste sur le rétablissement des biens perdus. L'accès aux sources de revenus et de soutien pour l'autonomie s'articulaient également comme des besoins urgents parmi les communautés délocalisées. La discussion a également révélé d'autres préoccupations souvent plus cachées, comme un manque de sécurité dans les camps, les restrictions de la liberté de mouvement et le manque d'accès aux services publics. Les communautés délocalisées sont rarement tenues au courant du suivi des nombreuses visites d'évaluation dans leurs campements. La vulnérabilité particulière des femmes délocalisées a également été soulignée relativement à l'information et à la participation, à la sécurité et à la subsistance.

Leur troisième motivation pour une extension de la formation du projet pour la crise du tsunami était son chevauchement sur la crise de délocalisation causée par le conflit. Beaucoup de personnes délocalisées dans leur propre

pays ont été d'abord délocalisées par le conflit, ce qui les a forcés à descendre des zones montagneuses vers la côte et ensuite, le tsunami, qui les a forcées à s'éloigner à nouveau de la mer. De plus, beaucoup de camps de personnes délocalisées dans leur propre pays se trouvent dans des zones de conflits ou dans des communautés qui accueillent déjà des personnes délocalisées par le conflit. Au niveau local, ce sont les mêmes acteurs, en particulier les ONG locales qui travaillent pour la protection des deux groupes. Dans ces circonstances, la formation sur les principes de direction était considérée comme une contribution, même directe, à la protection de la population délocalisée par le conflit dans la province.

Les participants ont souligné le fait que les personnes délocalisées par le tsunami dans les zones de conflit étaient négligées et avaient peu d'accès aux programmes humanitaires et de réhabilitation. La plupart des problèmes de sécurité dans les camps de personnes délocalisées dans leur propre

pays étaient également considérées liées à la présence importante des forces militaires dans la province, y compris dans le voisinage des camps de personnes délocalisées dans leur propre pays. Le manque d'attention aux besoins des personnes délocalisées par le conflit était également souligné, une préoccupation qui a pris une signification particulière sous forme d'accord de paix signé en août 2005, entré en vigueur le 15 septembre. Le soutien pour la réhabilitation des zones de conflits sera crucial pour la consolidation du processus de paix et la communauté internationale doit travailler activement pour étendre ses activités au-delà du désastre du tsunami.

Pour les rapports sur les ateliers, y compris les recommandations finales adoptées par les participants (en anglais et en Bahasa), visitez le site www.idproject.org/training/reports/2005/Aceh_report_Sept05.pdf.

Pour plus d'informations sur la formation du projet mondial pour les personnes déplacées, veuillez contacter Christophe Beau à christophe.beau@nrc.ch



Nous avons le plaisir de vous annoncer que le Global IDP Project du Conseil Norvégien pour les Réfugiés a changé de nom et devient l'Observatoire des Situations de Déplacements Internes (OSDI) (ou en anglais: Internal Displacement Monitoring Centre). L'adoption de notre nouveau nom va de pair avec le lancement du nouveau site web de l'OSDI et d'une nouvelle version de sa base de données en ligne sur les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Veuillez consulter www.internal-displacement.org pour visiter notre nouveau site web et la base de données.

Notre nouveau nom

Nous croyons que notre nouveau nom reflète mieux la nature de notre travail: suivre les situations de déplacements internes, promouvoir des solutions à la détresse des 25 millions de déplacés internes dans le monde, et renforcer la capacité des acteurs sur le terrain à mieux répondre aux crises de déplacement internes. L'Observatoire fait toujours partie intégrante du Conseil Norvégien pour les Réfugiés et son mandat reste inchangé.

Amélioration de notre site

Le nouveau site web de l'OSDI permet un accès libre et facile à un ensemble complet et régulièrement mis à jour d'informations et d'analyses sur toutes les situations de déplacements internes dans le monde. Une nouvelle carte interactive de déplacement interne vous permet d'accéder vers plus de 50 pays disponibles sur le site de l'OSDI. Chaque page pays sert de portail vers toute une série de rapports, nouvelles, cartes et autres documents relatifs aux personnes déplacées. Plusieurs pages thématiques sont également disponibles sur notre site.

Réinscrivez-vous

Nous profitons du lancement de notre nouveau site pour mettre à jour nos listes de distribution. Si vous souhaitez continuer de recevoir notre bulletin bi-hebdomadaire et les notifications par email des nouveaux rapports de l'OSDI, ainsi que et des mises à jour, veuillez vous réinscrire maintenant sur notre page "subscription" (en haut à droite de notre page principale).

Le Projet Mondial sur les Personnes Déplacées fait partie du Conseil Norvégien sur les Réfugiés et est une organisation internationale à but non lucratif qui surveille la délocalisation domestique causée par les conflits. La base de données sur les personnes déplacées fournit des informations publiques sur la délocalisation domestique dans 50 pays.

www.internal-displacement.org

l'Observatoire des Situations de Déplacements Internes (OSDI) Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC)

7-9, Chemin de Balxert
1219 Chatelaine, Geneva.
Switzerland
Tel: +41 22 799 0700
Fax: +41 22 799 0701
Email: idmc@nrc.ch

publications

Darfur - Livelihoods under Siege

Feinstein International Famine Center, Tufts University. June 2005. 212pp. Publication anglais-arabe. En ligne sur : http://nutrition.tufts.edu/pdf/research/famine/darfur_livelihoods_under_seige.pdf



[hoods_under_seige.pdf](#)

Étude des effets du conflit actuel et de la crise humanitaire sur les existences de communautés choisies au Darfour.

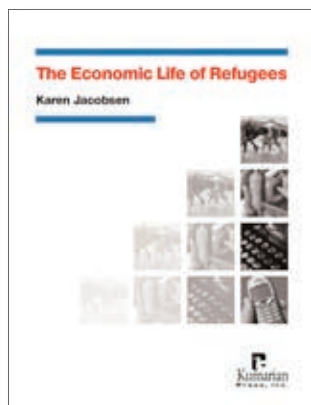
Incandescence : contenir la migration forcée dans un monde précaire

(eds) Nicholas Van Hear & Christopher McDowell. décembre 2005. 240 pages. ISBN 0-7391-1244-9. 29,95 dollars.

Cet ouvrage présente les constats d'un projet de trois années de recherche multidisciplinaire et de collaboration internationale sur les causes de la délocalisation, les modèles de transport aérien et de campement et les conséquences de la résolution du conflit et de l'assistance humanitaire. Les études de cas comprennent le Burundi, la Géorgie, la Colombie, le Timor-Leste, l'Afghanistan et le Sri Lanka. Publié par Lexington Books : www.lexingtonbooks.com.

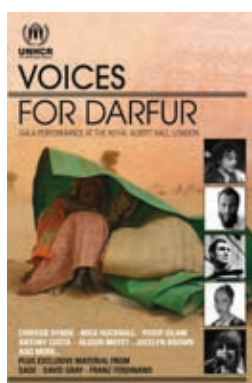
La vie économique des réfugiés

Par Karen Jacobsen, Université de Tufts. Juin 2005. 176 pages. ISBN 1-56549-204-8. 22,95 dollars.



Explore la vie économique des réfugiés en situation prolongée dans une variété de conditions : camps, zones urbaines et pays tiers de l'Ouest. Examine la façon dont les idées innovantes qui influencent la théorie sur la migration peuvent s'appliquer à l'étude sur les réfugiés et comment les programmes humanitaires peuvent soutenir les efforts des réfugiés dans la poursuite de leur existence. Publié par Kumarian Press : www.kpbooks.com.

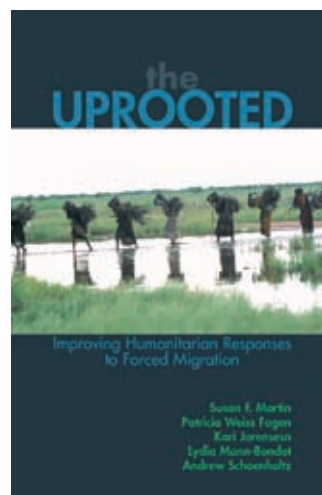
DVD et CD - Voix pour le Darfour



En décembre 2004, certains des artistes les plus connus de l'industrie musicale ont rejoint l'Orchestre Royal Philharmonique au London's Royal Albert Hall pour un concert spécial dans le but de lever des fonds destinés aux victimes du conflit au Darfour. Les ventes de DVD et CD du concert qui viennent de sortir soutiendront le travail du Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés au Darfour et au Tchad. Reportez-vous au site: www.unhcr.org/voicesdarfur pour en savoir plus.

Les déracinés : Améliorer les Réponses Humanitaires à la Migration Forcée

Institut d'Étude sur la Migration Internationale (ISIM) à l'Université de Georgetown. Juillet 2005. 304 pages. ISBN 0-7391-1083-7. 26,95 dollars.



Examine les progrès et les défauts du régime humanitaire actuel. Inclut des recommandations basées sur la politique pour améliorer les réponses internationales, régionales, nationales et locales dans des régions incluant l'organisation, la sécurité, le financement et la durabilité des réponses. Publié par Lexington Books: www.lexingtonbooks.com

Al-Bab

www.al-bab.com/arab/countries/sudan.htm

Gurtong Peace Project

www.gurtong.com

Humanitarian Information Centre Darfur

www.humanitarianinfo.org/darfur

SPLM New Sudan

http://splmtoday.com

Sudan Embassy (US)

www.sudanembassy.org

Sudan Mirror

www.sudanmirror.com

Sudan Tribune

www.sudantribune.com

United Nations Mission in Sudan (UNMIS)

www.un.org/Depts/dpko/missions/unmis

UNDP Sudan

www.sd.undp.org

UN Sudan Information Gateway

www.unsudanig.org



De nouvelles façons de promouvoir la paix au Soudan

House of Nationalities (Maison des Nationalités) www.houseofnationalities.org

Le sud du Soudan possède environ 60 communautés ethniques et un héritage de conflits violents le long des lignes ethniques. Les institutions modernes et traditionnelles ont été gravement affaiblies par la guerre civile. Beaucoup de Soudanais du sud restent ignorants de la culture de leurs voisins. Pour corriger ces problèmes, un groupe d'intellectuels se sont réunis en 2000 pour établir la Maison Soudanaise des Nationalités. Elle se consacre à la réunion des Soudanais du sud tout en maintenant et en célébrant leur diversité ethnique, culturelle, religieuse et linguistique. Elle considère que la culture est un atout précieux, mais vulnérable, qui nécessite

respect et protection. L'initiative vise à secourir tout ce qui reste d'institutions traditionnelles légitimes, de les réhabiliter et de les adapter au nouvel environnement politique. S'appuyant sur ses propres traditions fédéralistes, le gouvernement de la Suisse soutient la Maison des Nationalités et la mise en place d'un forum pour permettre aux représentants de toutes les communautés ethniques de se rencontrer et de se consulter régulièrement. La réhabilitation des autorités traditionnelles n'est pas en conflit avec la modernisation. En fait, à travers un nombre d'ateliers, les femmes et les jeunes se sont montrés les plus actifs parmi les supporters de la Maison des Nationalités,

puisqu'elle leur procure une plateforme de dialogue ouvert et public avec les dirigeants traditionnels.

En l'absence de protection institutionnelle, la diversité culturelle restera vulnérable à la manipulation des acteurs politiques. Lorsqu'elles sont négligées ou confrontées au mépris, les cultures tendent à devenir défensives, agressives et réactionnaires. En créant une prise de conscience sur la diversité culturelle, la Maison des Nationalités trace la route vers une culture de changement.

Pour en savoir plus, envoyez un courriel à: info@sudanhouseofnationalities.org ou jacob.akol@ntlworld.com

Gurtong Peace Project www.gurtong.org

Le projet de paix Gurtong est une tentative basée sur Internet pour établir une coalition de la diaspora soudanaise du sud pour la promotion de la paix et de la stabilité parmi les Soudanais du sud à l'étranger et au Soudan-même. Le site Web est une véritable mine d'informations sur les questions culturelles, sociales, politiques, humanitaires et de développement et vise à relier les membres de la diaspora dans un esprit de réconciliation et d'amour pour leur patrie. Il contient une base de données exhaustive d'ONG et de groupes communautaires, un forum pour échanger des opinions divergentes, les dernières nouvelles, des liens Internet et des plans. Gurtong reçoit également l'assistance du gouvernement suisse.

'Gurtong' est dérivé de deux mots : un verbe 'gur' et un nom 'tong'. 'Gur' signifie 'raboter' ou 'émousser' et 'tong' signifie 'flèche'. 'Gurtong' signifie donc 'émousser la flèche' en rabotant les bords acérés de la flèche contre quelque chose de dur jusqu'à ce qu'elle soit émoussée. Les mots et l'expression trouvent leurs origines dans la plupart des langues nilotiques: acholi, jieng, nath, chollo, pari et anyuak. Cependant, sa signification symbolique associée au pacifisme est mment utilisée par les Anyuak pour régler de graves litiges parmi les membres de la communauté ethnique et entre eux-même et les autres. Pour eux, 'Gur-tong' signifie exécuter un rituel dans lequel une flèche est émoussée en passant ses

bords acérés contre une pierre jusqu'à ce qu'ils soient émoussés.

Pour plus d'informations, contactez Napoléon Adok Gai, Coordinateur du projet Gurtong Diaspora, Longonot Place, Hurry Thuku Road, PO Box 11756-00100, GPO, Nairobi, Kenya. Courriel: nadok@gurtong.com

GURTONG